

ctu

Guide des études



Filière AES

<http://ctu.univ-fcomte.fr>



UNIVERSITÉ DE FRANCHE-COMTÉ CENTRE DE TÉLÉ-ENSEIGNEMENT

Directeur : **Fabrice BOUQUET**

Directeur des Études : **François PÉTIARD**

Responsable des services administratifs : **Catherine HAMELIN**

Filière AES

Responsable pédagogique : **Fabienne OGUER**

Adresse postale

Université de Franche-Comté

Centre de Télé-Enseignement

Filière AES

Bâtiment Bachelier

Domaine Universitaire de la Bouloie

25030 BESANCON CEDEX

Téléphone scolarité : +33 381 665 875

Standard : +33 381 665 870

Fax : +33 381 665 871

Adresses électroniques

Scolarité filière AES : ctu-aes@univ-fcomte.fr

Responsable pédagogique de la filière AES : fabienne.oguer@univ-fcomte.fr

Responsable des services administratifs : catherine.hamelin@univ-fcomte.fr

Directeur des études : francois.petiard@univ-fcomte.fr

Directeur : fabrice.bouquet@univ-fcomte.fr

Site internet de la filière : <http://ctu.univ-fcomte.fr/aes/>

Fédération Interuniversitaire de l'Enseignement à Distance

<http://www.fied.fr/>

L'équipe du Centre de Télé-Enseignement de l'Université de Franche-Comté

Directeur	Fabrice BOUQUET
Responsable des services administratifs	Catherine HAMELIN
Directeur des Études	François PÉTIARD
Coordinateur TICE	ctu-support@univ-fcomte.fr
Filière AES	
Responsable pédagogique	Fabienne OGUER
Scolarité	Stéphanie JUBIN
Filière FLE	
Responsable pédagogique	Serge BORG
Scolarité	Isabelle CHEFSON
Filière Géographie	
Responsable pédagogique	Alexandre MOINE
Scolarité	Nadège MOTTAS
Filière Finance	
Responsable pédagogique	Évelyne POINCELOT
Scolarité	Nadège MOTTAS
Filière Histoire	
Responsable pédagogique	Karin MACKOWIAK
Scolarité	Jessica VICAIRE
Filière Informatique	
Responsable pédagogique	Fabien PEUREUX
Scolarité	Christelle JACQUEMIN
Filière Mathématique	
Responsable pédagogique	François PÉTIARD
Scolarité	Élisabeth FÉRY, Élisabeth VUILLEMENOT
Filière Sciences pour l'ingénieur	
Responsable pédagogique	Didier CHAMAGNE
Scolarité	Odile ROY
DAEU	
Responsable pédagogique	Fabien PICAUD
Scolarité	Élisabeth VUILLEMENOT
Certification	
Responsable pédagogique	Christophe LANG
Correspondant	Marc BRIOT

Table des matières

I	Introduction	4
II	Informations préalables importantes	5
III	Présentation générale	6
IV	Inscription	7
	1. Condition d'accès	7
	2. Transfert du dossier universitaire	7
	3. Dispenses / Équivalences / Dérogations / Validations d'acquis / VAE / VA / VES	7
	4. Stagiaires/Salariés en formation continue	8
	5. Étudiants boursiers	8
	6. Carte d'étudiant	9
	7. Aménagement des examens pour étudiants en situation de handicap	9
	8. Auditeurs libres	9
	9. Étudiants étrangers	10
	10. Annulation d'inscription	10
V	Coût de la formation	11
VI	Cours et examens	12
VII	Le Certificat informatique et internet (C2i)	14
VIII	Adresse électronique universitaire, accès à l'Espace Numérique de Travail	16
IX	Calendrier général	17
X	Généralités sur la filière AES	18
XI	Modalités de contrôle des connaissances (MCC)	19
XII	Licence 1 AES - AGE et ETP	29
XIII	Licence 2 et 3 AES parcours Administration et Gestion des Entreprises (AGE)	37
XIV	Licence 2 et 3 AES, parcours Études Territoriales et Politiques (ETP)	55
XV	Liens entre étudiants et enseignants et informations Moodle	74
XVI	Calendrier des examens	75
XVII	Examens à l'étranger	76
XVIII	L'admission préalable pour les étudiants étrangers	79

I. INTRODUCTION

ATTENTION

Nous vous invitons à lire attentivement la partie générale avant d'aborder les pages se rapportant au diplôme que vous préparez, dans la mesure où le non-respect de certaines démarches obligatoires peut remettre en cause le processus d'inscription lui-même.

Les demandes de renseignement doivent être adressées par courriel à la scolarité de la filière concernée (voir coordonnées en début de guide).

Merci de bien préciser dans votre correspondance :

- vos nom, prénom, adresse postale complète, adresse électronique (et, si vous êtes déjà étudiant(e) de l'université de Franche-Comté, votre numéro d'étudiant(e)) ;
- le diplôme et l'année concernés.

L'ensemble du personnel administratif et enseignant s'efforcera de vous accompagner au mieux dans votre démarche de formation, et vous souhaite le meilleur parcours possible.

II. INFORMATIONS PRÉALABLES IMPORTANTES

Les cursus s'organisent de la façon suivante :

- le premier cycle est la licence, qui se prépare en trois années, L1, L2 et L3 ;
- le second cycle est le master, préparé en deux ans, M1 et M2 ;
- le troisième cycle (non proposé au CTU) correspond au doctorat, préparé en trois ans.

Ce schéma s'inscrit dans une logique d'harmonisation européenne des diplômes d'enseignement supérieur, et intègre les crédits dits ECTS (European Credit Transfer System).

Les études sont organisées selon un rythme semestriel, chaque semestre étant capitalisable séparément : 30 ECTS par semestre.

La licence est obtenue dès lors que l'étudiant a capitalisé 180 ECTS (soit 6 semestres) dans un parcours validé par la commission pédagogique de la licence en question.

Le master est obtenu dès lors que l'étudiant a capitalisé 120 ECTS (soit 4 semestres) dans un parcours validé par la commission pédagogique du master en question.

À noter :

- La demi-vitesse est conseillée aux étudiants salariés. Dans ce cas, l'ensemble constitué par les éléments des deux semestres d'une année universitaire est réparti sur deux années.
- En licence, un étudiant peut poursuivre son cursus de L1 à L2 tant qu'il n'a pas plus d'un semestre non validé. En revanche, l'admission en L3 n'est possible que si le L1 est validé totalement et qu'au moins un semestre de L2 est validé.
- En master, l'accès au M2 n'est possible que si le M1 est validé.

III. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Le Centre de Télé-enseignement Universitaire (CTU), service commun de l'Université de Franche-Comté, c'est :

Une mission : l'Enseignement À Distance (EAD) s'adresse :

- aux personnes empêchées d'assister aux cours, à celles qui souhaitent reprendre leurs études ou compléter leur formation, ou celles en activité qui veulent mettre à jour leurs compétences,
- aux étudiants inscrits en présentiel qui souhaitent réaliser une deuxième inscription, à ceux qui ne trouvent pas ces formations dans leur établissement ou leur pays, ...

L'enseignement à distance dispense une formation identique à celle assurée en présentiel, avec une souplesse supplémentaire d'organisation.

Un encadrement pédagogique : près de 200 enseignants de l'université, et près d'une trentaine de personnalités extérieures interviennent au CTU.

Des moyens : cours en ligne et/ou photocopiés, exercices, devoirs, corrigés, regroupements pédagogiques à Besançon, activités pédagogiques en ligne, par le biais d'une plate-forme de formation à distance avec accès sécurisé (Moodle).

Une préparation à l'entrée à l'université : le Diplôme d'Accès aux Études Universitaires (DAEU)

- option lettres : DAEU A, proposé uniquement en présentiel,
- option sciences : DAEU B, à distance, avec possibilité de tutorat présentiel.

De multiples formations, réparties en huit filières :

- Administration Économique et Sociale (AES) : licence (options « Études Territoriales et Politiques » et « Administration et Gestion des Entreprises »),
- Français Langue Étrangère (FLE) : master 1 et 2,
- Géographie : master 1 et 2,
- Finance : master 1 et 2,
- Histoire : licence, master 1 et 2,
- Informatique : licence 3^e année uniquement, master 1 et 2 Informatique Avancé et Applications (I2A), Développement et Validation de Logiciel (DVL), Ingénierie du Test et de la Validation Logiciels et systèmes (ITVL).
- Mathématique : licence, master 1 et 2, master enseignement 1 et 2,
- Sciences pour l'ingénieur : licence 3^e année.

Des diplômes nationaux : les diplômes obtenus par l'enseignement à distance sont des diplômes nationaux délivrés par l'université de Franche-Comté, au même titre que s'ils avaient été préparés en enseignement présentiel.

Des partenariats internationaux : la Suisse avec la FS-CH (formation à distance suisse), l'université de Djibouti, l'université du Luxembourg, etc.

Un réseau : l'université de Franche-Comté est membre :

- de la Fédération Interuniversitaire du Télé-enseignement de l'Est (FIT-Est) qui regroupe quatre universités du nord-est disposant d'un centre de télé-enseignement :

CTU de Franche-Comté	tele.enseignement@univ-fcomte.fr	+33 381 665 870
CFOAD de Dijon	cfoad@u-bourgogne.fr	+33 380 395 090
ÉRUDI de Nancy	erudi-contact@univ-lorraine.fr	+33 354 504 670
SEPAD de Reims	sepad@univ-reims.fr	+33 326 918 666

- de la Fédération Inter-universitaire de l'Enseignement à Distance (FIED), à laquelle sont affiliées 35 universités françaises fortement impliquées dans l'enseignement à distance (site internet : <http://www.fied.fr>). Ce réseau permet de couvrir l'ensemble des disciplines universitaires françaises.

IV. INSCRIPTION

Certaines règles fondamentales régissent l'inscription, quelle que soit la filière envisagée. L'observation scrupuleuse de chacune d'elles conditionne tout le processus d'inscription ; à l'inverse, toute négligence dans ce domaine est susceptible, dans certains cas, de remettre en cause l'inscription elle-même. Aussi, nous vous demandons d'être très vigilant par rapport aux différentes étapes de la procédure.

Dans le dossier de candidature, vous trouverez une liste récapitulative des pièces à fournir. **Un dossier incomplet ne pourra pas donner lieu à une inscription.**

1. CONDITION D'ACCÈS

Le titre requis pour l'accès à l'enseignement supérieur est le baccalauréat, ou un titre admis en équivalence. **L'original de ce diplôme est demandé dans le dossier.** Il vous est retourné après l'enregistrement définitif de l'inscription, revêtu du cachet de l'Université de Franche-Comté.

L'accès à la licence au-delà du premier semestre est possible :

- à la suite de validations d'acquis,
- aux étudiants issus d'une autre filière de formation.

La commission d'admission statue, au vu du parcours antérieur de l'étudiant et de son projet, sur le bien-fondé de son admission directe en licence à un niveau autre que le premier semestre.

Le titre requis pour l'accès en master première année est la licence, dans le même domaine que le master en question. L'accès en master deuxième année nécessite l'obtention du master première année.

Attention, l'accès en M1 n'est pas de droit, il est soumis à candidature. L'admission est prononcée après avis de la commission d'admission en M1 qui statue au vu du dossier du candidat.

2. TRANSFERT DU DOSSIER UNIVERSITAIRE

C'est une étape essentielle de la procédure. Elle concerne toute personne ayant été inscrite antérieurement dans une autre université.

Le principe en est simple : le dossier universitaire « suit » un étudiant : vous devez donc demander à la dernière université fréquentée de procéder au transfert de votre dossier à l'Université de Franche-Comté. Cette démarche s'impose même si votre dernière inscription date de plusieurs années. Nous insistons sur son **caractère obligatoire** : en effet, nous ne pouvons enregistrer votre inscription qu'après réception de votre dossier transféré, sur la base de l'avis porté par votre université d'origine. Dans le souci de ne pas pénaliser les étudiants, nous pouvons adresser les premiers cours avant que les dossiers de transfert ne nous parviennent, mais l'envoi de cours ne signifie pas que l'inscription universitaire est, *ipso facto*, acceptée. Vous comprendrez donc qu'il est de votre intérêt d'engager **le plus tôt possible** cette procédure. C'est la raison pour laquelle nous demandons, dans les pièces à joindre au dossier d'inscription, une attestation établie par votre université d'origine certifiant que vous avez demandé votre transfert.

3. DISPENSES / ÉQUIVALENCES / DÉROGATIONS / VALIDATIONS D'ACQUIS / VAE / VA / VES

Décrets n° 2013-756 du 19 août 2013.

Pour les étudiants n'ayant pas le titre requis pour accéder au cursus envisagé par télé-enseignement ou qui souhaitent être dispensés de certaines unités d'enseignement, le décret du 19 août 2013 permet de faire valoir des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels.

Les demandes de validation d'acquis s'effectuent au même moment que le dépôt de candidature pour une entrée en formation. Les personnes sollicitant une validation d'acquis doivent joindre à leur dossier de candidature un certain nombre de justificatifs (diplômes, attestations, relevés de notes, contrats de travail, fiche de poste, etc.). **Toutes les demandes sont instruites par la commission d'admission.** Avant le début des cours, un avis est adressé au candidat, indiquant les unités dont il est dispensé et celles qu'il lui reste à obtenir pour valider le diplôme envisagé.

La Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) offre la possibilité d'obtenir une partie ou la totalité d'un diplôme par reconnaissance de votre parcours professionnel et personnel à condition de justifier **au minimum** de trois années d'expériences en rapport avec le contenu du diplôme souhaité (*Art. L.613-3 à L.613-6 du Code de l'éducation, art. R.613-33 à R.613-37 du Code de l'éducation*). La validation des acquis de l'expérience relève d'un jury spécifique et d'une démarche auprès des services de Formation Continue de l'Université.

La Validation des Acquis (VA) permet d'accéder directement à une formation universitaire, sans avoir le diplôme requis, en faisant valider une expérience professionnelle (*Art. L.613-5 du Code de l'éducation, art. D.613-38 à D.613-50 du Code de l'éducation*). La validation des acquis est examinée par la commission d'admission.

La Validation des Études Supérieures (VES) vous permet d'obtenir une partie ou la totalité d'un diplôme par reconnaissance des études supérieures suivies en France ou à l'étranger. Sont reconnues les études réalisées dans un organisme public ou privé, quelles qu'en aient été les modalités ou la durée (*Art. L.613-3 et L.613-4 du Code de l'éducation, art. R.613-32 à R.613-37 du Code de l'éducation*). La validation des études supérieures relève du jury du diplôme concerné.

Pour ces trois procédures, le candidat peut bénéficier du conseil du service de formation continue de l'Université de Franche-Comté.

4. STAGIAIRES/SALARIÉS EN FORMATION CONTINUE

Il existe plusieurs cas possible selon que la formation est, ou non, prise en charge :

Personnes dont le coût de la formation est pris en charge :

- par l'employeur ou par l'Organisme Paritaire Collecteur Agréé (OPCA) de l'employeur, au titre du plan de formation, d'une période de professionnalisation, d'un contrat de professionnalisation ou du Compte Personnel de Formation (CPF),
- par un OPCACIF (FONGECIF par exemple) au titre du Congé Individuel de Formation (CIF), de la formation Hors Temps de Travail ou du congés examens.

Personnes dont le statut leur permet de percevoir une indemnisation durant la formation sans prise en charge du coût de la formation :

- au titre du congé de formation professionnelle (fonctionnaire),
- au titre de l'Allocation de Retour à l'Emploi Formation (AREF) pour les demandeurs d'emploi indemnisés par Pôle Emploi.

Les stagiaires/salariés pris en formation continue sont tenus de rendre l'ensemble des devoirs et d'être présents aux examens.

Pour toute inscription dans le cadre de la formation continue, de demande de devis ou d'informations complémentaires, contactez directement le service de Formation Continue de l'Université de Franche-Comté :

Service de Formation Continue
Maison Des Étudiants (MDE)
36A Avenue de l'Observatoire 25030 BESANCON CEDEX
<http://formation-continue.univ-fcomte.fr>
Courriel : formation-continue@univ-fcomte.fr
Accueil : +33 381 666 121

Tarifs (votés au Conseil d'administration du 29 février 2016) au titre de la formation continue :

- licence : 40 € par ECTS
- master : 60 € par ECTS

5. ÉTUDIANTS BOURSIERS

Conformément à la réglementation en vigueur (article D-821-1 du code de l'éducation et circulaire 2016-88 du 06-06-2016 relative aux modalités d'attribution des bourses d'enseignement supérieur), **il est obligatoire pour les étudiants boursiers d'être assidus aux cours, de rendre tous les devoirs et d'être présents à toutes les épreuves des examens.** Le non-respect de l'une des obligations citées entraînera le reversement de la bourse.

Les étudiants boursiers devront s'inscrire à temps plein, soit 60 ECTS (5,90€ par ECTS pour les frais pédagogiques et 5.10€ pour les frais universitaires).

La date limite d'inscription est fixée le 09/10/2017 (cf. calendrier universitaire).

6. CARTE D'ÉTUDIANT

Une carte d'étudiant attestant de leur statut est délivrée à tout étudiant inscrit au CTU en diplôme principal.

Cette carte est envoyée par courrier.

Pour les étudiants qui redoublent ou qui se réinscrivent, un sticker à coller sur la carte leur sera transmis, merci donc de ne pas jeter cette carte en fin d'année universitaire.

En cas de perte, un montant forfaitaire de 10 € sera demandé pour la réédition.

7. AMÉNAGEMENT DES EXAMENS POUR ÉTUDIANTS EN SITUATION DE HANDICAP

L'Université de Franche-Comté a mis en place des mesures spécifiques destinées à l'amélioration des conditions d'études concernant les étudiants en difficulté ou en handicap (qu'il soit définitif ou temporaire).

Sauf handicap temporaire ou modification récente de votre état de santé, vous devez informer le CTU et vous adresser également au référent handicap de la Médecine Préventive (adresse ci-dessous) au minimum 6 semaines avant le début de vos examens.

Médecine Préventive Universitaire

45 avenue de l'Observatoire

BP 1535

25009 BESANCON CEDEX

Téléphone : +33 381 666 130

Courriel : sumpps@univ-fcomte.fr ou sumpps-handicap@univ-fcomte.fr

Les étudiants bénéficiaires de ces mesures spécifiques pour les examens devront obligatoirement fournir à la scolarité du CTU la **proposition** d'aménagement délivré par le service de médecine préventive, lors de l'inscription aux examens. Passé ce délai, la demande ne sera pas étudiée. L'autorité administrative compétente statuera sur la proposition et informera l'étudiant de la décision. En cas d'annulation de présence aux épreuves, l'étudiant doit en avertir le plus rapidement possible le service scolarité et le responsable pédagogique.

8. AUDITEURS LIBRES

Il est possible de bénéficier de cours en qualité d'auditeur libre, dans une approche de culture générale ou de formation permanente. Toutes les formations et toutes les unités d'enseignement ne sont pas ouvertes aux auditeurs libres, la demande d'inscription en qualité d'auditeur libre sera soumise à l'avis du responsable de la filière ou du directeur.

Une inscription donne la possibilité de suivre 4 unités d'enseignement au sein d'une même composante. L'auditeur libre peut alors suivre les enseignements des cours magistraux, et certains travaux dirigés, avec accord de la composante. Il n'est pas autorisé à suivre les travaux pratiques, ainsi que les UE composées en totalité ou en partie de projets ou stages.

L'étudiant ne pourra pas se présenter aux examens, mais sera autorisé à effectuer des devoirs et des exercices, les notes obtenues lui permettront de connaître son niveau, mais en aucun cas ne seront prises en compte en cas d'inscription ultérieure.

Une seule inscription en tant qu'auditeur libre peut être prise par année universitaire.

Le montant des droits d'inscription est fixé à 100 €, l'auditeur libre devra aussi s'acquitter de droits pédagogiques, soit 11,80 € par ECTS.

Aucune demande de remboursement des droits (y compris des droits pédagogiques) n'est autorisée pour les auditeurs libres.

9. ÉTUDIANTS ÉTRANGERS

Décret n° 71-376 du 13 mai 1971 et arrêtés du 21 novembre 2003 et 28 septembre 2005.

Les personnes de nationalité étrangère, titulaires d'un diplôme étranger et qui n'ont jamais été inscrites dans une université française, doivent déposer une **demande d'admission préalable** s'ils candidatent pour une L1. Il convient de s'adresser au service d'action culturelle de l'ambassade de France dans leur pays de résidence **au moins 10 mois avant le début des études**.

Les étudiants étrangers sans diplôme universitaire français résidant et travaillant en France ne sont pas dispensés de la procédure de demande d'admission préalable. Ils doivent effectuer les formalités nécessaires directement auprès de la présidence de l'université et non pas auprès de l'ambassade de France de leur pays, en retirant le dossier avant le 15 janvier et en présentant leur titre de séjour.

Voir la fin du guide, section [XVIII](#).

10. ANNULATION D'INSCRIPTION

Lorsque l'inscription a été enregistrée, il n'est plus possible de l'annuler, sauf dans un cas précis : refus de la commission pédagogique d'accorder une dispense demandée (par validation d'acquis) alors que l'inscription a déjà été enregistrée.

En aucune manière, une demande d'annulation et de remboursement ne sera satisfaite si elle est formulée à cause d'un mauvais choix d'orientation, par sous-estimation du travail représenté par des études suivies par télé-enseignement, ou en cas de non ouverture de centre d'examen à l'étranger.

Conformément à la décision du Conseil d'Administration de l'Université de Franche-Comté du 27 mai 2014, « les étudiants renonçant à leur inscription après le début de l'année universitaire peuvent être remboursés des droits d'inscription (dans les conditions de l'arrêté annuel fixant les taux des droits de scolarité) à condition que leur demande ait été formulée par écrit et réceptionnée par la composante avant le 30 septembre de l'année universitaire en cours », aucun droit universitaire ne sera remboursé après cette date.

Concernant les droits pédagogiques, aucun remboursement ne pourra être effectué à partir du moment où l'étudiant a eu accès aux cours (via la plate-forme ou l'envoi papier).

Pour les auditeurs libres, aucun remboursement des droits d'inscription et des droits pédagogiques ne peut être effectué.

V. COÛT DE LA FORMATION

COÛT

Le montant de la formation se décompose en droits universitaires et droits pédagogiques :

- **droits universitaires** fixés annuellement par le Ministère pour l'année 2016-2017 :
 - * 189,10 € pour une inscription en licence,
 - * 261,10 € pour une inscription en master,
 - * 100 € pour une inscription non diplômante (auditeur libre),
 - * 5,10 € pour une inscription si vous êtes boursier (licence ou master).
- **droits pédagogiques :**
 - * Frais d'accès aux cours
 - pour une inscription à titre individuel : 5,90 € par crédit ECTS si la version électronique seule est choisie ; 7,00 € par crédit ECTS si la version électronique + support papier¹ est choisie ;
 - pour une inscription non diplômante : 11,80 € par crédit ECTS.
 - pour une inscription au titre de la Formation Continue, 40 € par crédit ECTS en licence, 60 € par crédit ECTS en master.
 - * Frais d'envoi de documents administratifs et correspondances
 - France métropolitaine : 10 €
 - Europe + DOM - TOM : 20 €
 - Reste du monde : 35 €
 - * Frais d'envoi des supports de cours papier¹
 - France métropolitaine : 15 €
 - Europe + DOM - TOM : 30 €
 - Reste du monde : 50 €
 - * Frais d'ouverture de centre d'examen à l'étranger : 95 € par période d'examen (de 1 à 3 par an)
 - * Frais de co-diplômation pour le master DVL (informatique) : 200 €.
- **sécurité sociale** : 217 €.

Les seuls titres de paiement admis sont :

- le paiement par carte bancaire ;
- le chèque bancaire ou postal ;
- le virement bancaire (cf. RIB ci-dessous) en indiquant **impérativement** CTU dans le libellé du virement ainsi que le nom de l'étudiant.

RIB : 10071-25000-00001002577-08

IBAN : FR76-1007-1250-0000-0010-0257-708

BIC : TRPUFRP1

Dans le cas d'un paiement par virement, il conviendra de joindre **impérativement** le récépissé de l'envoi. La carte d'étudiant ne sera transmise qu'après réception du virement.

Dans le cas d'un paiement par chèque, il conviendra d'établir deux chèques séparés, un pour les droits universitaires et l'autre pour les droits pédagogiques, rédigés à l'ordre de : **Université de Franche-Comté**

1. lorsque la filière le propose, sous réserve d'avoir choisi l'option.

VI. COURS ET EXAMENS

LES COURS

Les cours sont consultables de deux façons :

- en version électronique : l'accès est possible à partir du 09/10/2017 (correspondant au début des cours), sous réserve d'être inscrit pédagogiquement ;
- en version papier : sous réserve que l'option ait été choisie et que le diplôme préparé utilise ce format.

Nous attirons votre attention sur le fait que de nombreux documents de cours ne sont accessibles qu'en version électronique et ne sont pas diffusés en version papier. Merci de vérifier sur le guide ou sur la fiche pédagogique.

L'envoi des cours s'effectue généralement dès réception du dossier complet afin de vous permettre de commencer à vous familiariser avec les questions au programme.

Les colis étant particulièrement volumineux, il est donc conseillé de prendre toutes les dispositions adéquates pour les recevoir dans de bonnes conditions.

Nous vous proposons, dans ce guide, une brève présentation de chaque élément, accompagnée dans certains cas de références bibliographiques.

Il vous est vivement conseillé de consulter certains des ouvrages proposés avant même l'envoi des cours.

Les contenus d'enseignement fournis aux étudiants dans le cadre de leur formation restent la propriété des enseignants. Ils ne doivent, sous aucune forme, être réutilisés à des fins autres que la formation.

En particulier, la publication sur Internet des documents fournis est formellement interdite (Articles L122-4, L335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle).

LES EXAMENS

Pour pouvoir participer aux examens, chaque étudiant doit s'inscrire préalablement depuis l'ENT (<http://ent.univ-fcomte.fr>) dans l'onglet CTU, rubrique *Inscription aux examens*.

L'inscription aux examens est ouverte environ 6 semaines avant les examens, pendant une dizaine de jours (voir le calendrier page 17).

Les étudiants sont prévenus de l'ouverture de l'inscription aux examens par courriel sur leur boîte universitaire.

Examens à Besançon

Les examens ont lieu au Centre de Télé-enseignement de Besançon. Tous les renseignements utiles (instructions, listes d'hébergement, plans, formulaires, ...) sont accessibles sur le site internet du CTU dans la rubrique Examens.

Les convocations sont envoyées en temps utile à l'adresse courriel fournie par l'université.

Les étudiants domiciliés en France ou dans les pays proches, devront obligatoirement se présenter au centre de télé-enseignement pour les examens.

Examens à l'étranger (voir partie XVII)

Sous certaines conditions, il peut être envisagé d'ouvrir un centre d'examen à l'étranger (sauf pays indiqués dans la note aux étudiants résidant à l'étranger) pour les étudiants se trouvant dans l'impossibilité absolue de venir en France.

Une liste des centres avec lesquels le CTU a déjà travaillé est indiquée sur le site internet et sera également fournie sur l'ENT.

En cas de doute sur un pays, il est nécessaire de contacter la scolarité du CTU.

Des contraintes très strictes s'appliquent cependant à cette opération :

- elle doit se faire sous la responsabilité de l'ambassade de France du pays de résidence : c'est à l'étudiant qu'il appartient, **avant** sa demande d'inscription, de vérifier les centres ouverts sur le site. En l'absence de centre, il devra se mettre en rapport avec le secrétariat du CTU et ensuite devra contacter l'ambassade (consulat, centre français...) pour solliciter son accord. La circulaire précisant les conditions réglementaires imposées (notamment : simultanéité des épreuves quel que soit le décalage horaire) est fournie avec le dossier d'inscription.

- il est obligatoire de joindre la demande d'ouverture du centre d'écrit, hors France métropolitaine, au dossier d'inscription **pour validation**. L'inscription ne pourra s'effectuer **sans l'accord explicite** du CTU, et à la condition que l'étudiant réside toute l'année à l'étranger,
- un montant forfaitaire, non remboursable, de 95 € sera réclamé pour chaque période d'examen aux étudiants souhaitant composer à l'étranger ; ce montant devra être joint au moment de l'inscription,
- les frais occasionnés pour l'organisation des épreuves seront totalement à la charge de l'étudiant (frais pouvant concerner les locaux, les surveillances, le retour obligatoire des copies par envoi express, etc.),
- l'étudiant qui ne s'inscrit pas aux examens ou qui ne se présente pas aux épreuves doit avertir au préalable le service de scolarité du CTU et le centre d'examens concerné. Dans le cas contraire, il ne pourra plus se représenter dans ce centre d'examens aux autres sessions et devra venir composer à Besançon.

VII. Le Certificat informatique et internet (C2i)

GÉNÉRALITÉS

C'est un certificat national, qui s'inscrit dans une démarche européenne, pour favoriser la maîtrise de ces nouveaux outils de production, de transformation et de diffusion de l'information, par l'ensemble de la société. Il est divisé en deux niveaux :

- Le premier niveau (C2i1) porte sur les compétences numériques nécessaires aux étudiants pour leur formation. Le CTU propose une préparation à cette certification (*cf.* Outils numériques - compétences C2i1)
- Le second niveau (C2i2) prépare à l'insertion professionnelle : il a des exigences plus élevées et surtout, elles sont spécifiques des orientations professionnelles. Il est actuellement divisé en 6 spécialités, dont l'enseignement : le C2i2e.

Le premier niveau du Certificat Informatique et Internet (C2i1) permet de valider 5 domaines de compétences :

Domaine D1 : Travailler dans un environnement numérique évolutif

Domaine D2 : Être responsable à l'ère du numérique

Domaine D3 : Produire, traiter, exploiter et diffuser des documents numériques

Domaine D4 : Organiser la recherche d'informations à l'ère du numérique

Domaine D5 : Travailler en réseau, communiquer et collaborer

Pour plus de détails, n'hésitez pas à consulter le site du Ministère consacré au C2i1 :

<https://c2i.enseignementsup-recherche.gouv.fr/etudiants/c2i-niveau-1>

En cliquant sur l'item de menu (à droite) « Les compétences du C2i niveau 1 », vous accéderez au détail des 20 compétences réparties dans ces 5 domaines. Sur ce même site, vous trouverez toutes les modalités de contrôle des connaissances de ce certificat.

L'Université de Franche-Comté propose à tous ses étudiants (dont ceux inscrits au CTU) de passer cette certification. **Il ne s'agit en aucun cas d'une obligation : la démarche doit être volontaire de la part de l'étudiant.** Autrement dit, en plus de son inscription pédagogique, l'étudiant souhaitant obtenir le certificat doit effectuer une inscription spécifique, via l'application de l'Université de Franche-Comté (à l'aide de son numéro d'étudiant) :

<https://scola-app2.univ-fcomte.fr/iareins-web/etapes/identification.jsp>

Pour plus d'information sur le C2i1 à L'Université de Franche-Comté (notamment la procédure d'inscription), merci de consulter la page dédiée sur le site du centre de certification UFC :

http://www.univ-fcomte.fr/index.php?id=itemmenu_article_16458_14630_78_1

Remarque : **cette inscription doit être effectuée avant le 31 mars de l'année universitaire en cours.**

LA CERTIFICATION

- **Validation des compétences** : elle s'effectue tout au long de l'année par l'intermédiaire des plateformes Moodle et Émaeval ;
- **Validation des connaissances** : QCM sur ordinateur lors des épreuves de la seconde période (en mai).

Il s'agit d'un contrôle de connaissances, de type Questionnaire à Choix Multiple (QCM), comportant 12 questions par domaine, soit un total de 60 questions, auxquelles l'étudiant doit répondre sur ordinateur, à Besançon, en 45 minutes maximum. Pour information, les réponses négatives peuvent annuler les positives, mais n'entraînent jamais de point négatif aux questions. L'explication du « calcul du score d'un QCM » est détaillée dans l'annexe du document d'accompagnement pour la mise en place du C2i niveau 1, consultable à l'adresse suivante :

<http://c2i.education.fr/IMG/pdf/DocAccompagnement-C2i1.pdf>

Pour se préparer à cette épreuve, il est recommandé d'utiliser la plateforme de QCM, d'accès libre, à l'adresse suivante : <https://c2i.education.fr/pfv3>

– **Jury de certification** (en juin) :

Pour être certifié, l'étudiant doit impérativement obtenir la validation de toutes les compétences et de toutes les connaissances de tous les domaines. Il n'y a pas de compensation possible, *ni à l'intérieur des domaines, ni entre les domaines*. Pour qu'un domaine de compétences soit validé, l'étudiant doit donc valider la totalité des compétences de ce domaine (c'est-à-dire la partie pratique via le dossier numérique) et valider également la partie théorique correspondante (à savoir obtenir un score de 50 % aux 12 questions relatives au domaine concerné).

Remarque : **les domaines validés sont capitalisables**, donc en cas d'échec à la certification, une attestation précisant les domaines de compétences validés est remise au candidat, qui garde le bénéfice de la validation des domaines pour une prochaine certification.

LE RETRAIT DU CERTIFICAT

Le formulaire de retrait se trouve sur le site du centre de certification à l'adresse suivante :

<http://certification.univ-fcomte.fr/pages/fr/menu3222/vous-avez-ete-certifie-e-s/retrait-certificats-16393.html>

Il est à retourner, non pas au centre de certification, mais **à la scolarité de la filière dans laquelle vous vous êtes inscrit au CTU**. Votre certificat vous sera ensuite envoyé en recommandé avec accusé de réception.

VIII. ADRESSE ÉLECTRONIQUE UNIVERSITAIRE, ACCÈS À L'ESPACE NUMÉRIQUE DE TRAVAIL

TRÈS IMPORTANT !

L'Université de Franche-Comté vous fournit, en tant qu'étudiant, une adresse électronique sous la forme

identifiant@edu.univ-fcomte.fr

Toute la communication électronique institutionnelle de la part du CTU (convocation, résultats, courriers divers, ...) aura lieu sur cette boîte aux lettres.

Il est donc impératif d'activer votre compte (appelé compte SESAME), depuis un navigateur internet, en vous munissant de votre carte d'étudiant et en allant sur :

https://acces.univ-fcomte.fr/etudiants/demActiverMail_etu.php

Suivez les instructions, puis notez bien ou mémorisez les informations données :

- votre identifiant de connexion (en général : initiale du prénom suivie des 7 premières lettres du nom)
- votre mot de passe (combinaison de chiffres, lettres et caractères spéciaux répondant aux critères mentionnés)
- votre adresse électronique.

Connectez-vous ensuite une première fois, pour finaliser la validation de votre boîte électronique, sur le webmail universitaire :

<http://ent.univ-fcomte.fr> - Bouton Connexion - Onglet Bureau

Vous avez la possibilité, si vous possédez déjà une adresse électronique et ne désirez pas multiplier les consultations sur des boîtes courriels différentes, de **rediriger votre courrier** arrivant sur votre boîte étudiante vers votre adresse électronique habituelle.

Vous pouvez **changer votre mot de passe** ; pour ce faire, allez sur :

<https://acces.univ-fcomte.fr/etudiants/annuaireConsultationEtu.php>

Une fois tout ceci réalisé, vous avez accès à votre **Espace Numérique de Travail (ENT)** et, en particulier à la plate-forme d'enseignement Moodle.

Accès à l'espace numérique de travail : <http://ent.univ-fcomte.fr/>

Cliquez sur « Connexion » en haut à droite, identifiez-vous et cliquez sur « Valider ». Si tout se passe bien, vous êtes maintenant dans votre espace numérique de travail.

L'accès à la plate-forme Moodle se fait par l'onglet « Pédagogie ».

L'accès au Webmail universitaire se fait par l'onglet « Bureau ».

L'accès aux Résultats des examens se fait par l'onglet « Ma scolarité », **après la délibération du jury.**

Pour vous tenir au courant des démarches administratives, examens, dates etc., il est impératif que vous consultiez votre boîte aux lettres électronique à votre adresse d'étudiant (edu.univ-fcomte.fr). C'est à cette adresse que la scolarité et les enseignants vous contacteront.

IX. CALENDRIER GÉNÉRAL

Début des cours de la première période : 9 octobre 2017

Inscription aux examens de la première période : du 1^{er} au 11 décembre 2017

Première session d'examens de la première période : semaine du 22 au 26 janvier 2018

Début des cours de la deuxième période : 29 janvier 2018

Inscription aux examens de la deuxième période : du 6 au 16 avril 2018

Première session d'examens de la deuxième période : semaine du 14 au 18 mai 2018

Deuxième session d'examen (pour les diplômés concernés)

Inscription aux examens de deuxième session : du 15 au 28 juin 2018

Deuxième session d'examens des deux périodes : semaine du 27 au 31 août 2018

X. Généralités sur la filière AES

La licence AES est une formation pluridisciplinaire visant à valoriser des compétences multiples sur le marché de l'emploi.

Le **parcours Administration et Gestion des Entreprises (AGE)** permet d'acquérir de solides connaissances générales en gestion, en droit et en économie en vue d'occuper des fonctions de gestion (ressources humaines, gestion comptable et financière, gestion commerciale et marketing) dans les entreprises, le secteur associatif, le secteur bancaire, l'immobilier ou les assurances.

Le **parcours Études Territoriales et Politiques (ETP)** permet de même d'acquérir de solides connaissances générales dans les matières juridiques, en économie et en sociologie afin d'évoluer dans les collectivités territoriales, les structures intercommunales, les administrations nationales et territoriales ou auprès d'élus locaux et nationaux. Il prépare également à plusieurs types de concours (concours de la fonction publique nationale, territoriale et hospitalière, concours de recrutement dans l'enseignement et à l'IUFM ; concours passerelles des écoles de commerce, ...).

Cette licence permet de poursuivre ensuite les études dans un Master relevant de l'un des champs disciplinaires enseignés. Les étudiants pourront ainsi compléter leur formation en Master AES, en Master Gestion ou en Master Droit, à Besançon ou en Enseignement A Distance (EAD).

En EAD, au CTU, le parcours Administration et Gestion des Entreprises est ainsi complété par le master Management. Le master 1 est une formation générale visant à donner les fondements d'une compréhension théorique et pratique de la gestion. Le master 2, spécialité Management Administratif et Financier en Entreprise (MAFE), a pour vocation d'offrir aux étudiants possédant déjà une formation générale en gestion, une spécialisation professionnelle dans les domaines de la finance et de la comptabilité.

L'Université de Franche-Comté offre aux étudiants du CTU titulaires d'une licence AES, la possibilité de suivre une préparation en ligne aux concours administratifs (cat. A, B) avec l'Institut de Préparation à l'Administration Générale (IPAG). Ces étudiants bénéficieront ainsi d'un allègement de programme tenant compte des éléments acquis dans le cadre de leur licence, afin de leur permettre de concentrer leurs efforts sur les disciplines de culture générale pour lesquelles ils n'ont pas reçu de formation universitaire.

XI. Modalités de contrôle des connaissances (MCC)

Pour mémoire (cf. parties A, B et C (ci-dessous)) :

- Chacune des trois années (L1, L2, L3) de la licence comporte deux semestres (respectivement, S1 et S2, S3 et S4, S5 et S6) ;
- Chaque semestre comporte cinq unités d'enseignement (U1, ..., U5) ;
- Chaque unité d'enseignement est constituée de un ou plusieurs éléments pédagogiques (exemples : 526, 600 ou 731).

1. Évaluation des connaissances :

L'évaluation des connaissances résulte d'examens sous la forme d'épreuves écrites communes à tous les étudiants. Les étudiants ne sont admis à composer qu'aux seules épreuves d'examen des éléments pour lesquels ils ont pris une inscription pédagogique.

- Pour les éléments pédagogiques proposés par le CTU de Besançon (hors 530, 531, 652, 655 et 749), les épreuves ont lieu en janvier et mai pour la 1^{re} session et en août-septembre pour la 2^e session. Leur durée est de 2 heures pour chaque élément pédagogique, sauf pour les éléments qui constituent la totalité d'une unité d'enseignement, et dont la durée est de 3 heures.

Les devoirs sont facultatifs sauf pour les étudiants boursiers ou relevant de la Formation continue (et qui doivent donc impérativement envoyer leur travail au secrétariat AES ou, le cas échéant, sur Moodle). Quel que soit le statut de l'étudiant, la note finale pour un élément ne tient pas compte de la note obtenue au devoir.

- Pour les éléments 530, 531, 652, 655 et 749, l'évaluation se réalise en contrôle continu. Aucune seconde session n'est prévue.
- (Sous réserve) Pour l'élément Maîtrise du français proposé par Dijon, l'évaluation s'effectue en contrôle continu avec deux devoirs obligatoires à rendre dans l'année, leurs notes donnant la note de la 1^{re} session. En cas de moyenne inférieure à 10/20, ou en cas de non remise des deux devoirs, un troisième devoir donnera la note de la 2^e session.

2. Validation de la licence

– Éléments pédagogiques :

- * Un élément pédagogique est acquis dès lors que sa note est au moins égale à 10/20.
- * S'il fait l'objet d'une 2^e session, sa note finale est donnée par la plus grande des deux notes de 1^{re} session et de 2^e session.
- * Il est permis de conserver une note inférieure à 10/20 pendant un an, à condition d'en faire la demande au moment de l'inscription.

– Unités d'enseignement :

Une unité d'enseignement est acquise dès lors que la moyenne des éléments pédagogiques qui la composent est au moins égale à 10/20 (le nombre de crédits ECTS affectés à chaque élément détermine le coefficient de cet élément). Les éléments constitutifs ne font alors pas l'objet d'une 2^e session, y compris ceux où l'étudiant n'a pas obtenu la moyenne.

– Semestres :

Un semestre est acquis dès lors que la moyenne des résultats obtenus aux unités d'enseignement qui le composent est au moins égale à 10/20. Les éléments constitutifs ne font alors pas l'objet d'une 2^e session, y compris ceux où l'étudiant n'a pas obtenu la moyenne.

– Années :

Une année est acquise si chacun des deux semestres est acquis ou dès lors que la moyenne des deux semestres qui la composent est au moins égale à 10/20. Les éléments constitutifs ne font alors pas l'objet d'une 2^e session, y compris ceux où l'étudiant n'a pas obtenu la moyenne.

– Licence :

- * Si l'année L1 n'est pas acquise et si l'un des deux semestres constitutifs est acquis il est possible de s'inscrire à la fois au semestre non validé et aux deux semestres de L2.
- * Si l'année L2 n'est pas acquise et si l'un des deux semestres constitutifs est acquis il est possible de s'inscrire à la fois au semestre non validé et aux deux semestres de L3 à condition que l'année L1 soit totalement validée.

- Lorsqu'un élément pédagogique est acquis, il ne peut pas être repassé dans une session suivante (de l'année ou des années suivantes). Il en est de même pour une unité ou un semestre.
- Un étudiant poursuivant son cursus avec un semestre non validé veillera, dans son choix des éléments pédagogiques auxquels il s'inscrit, à tenir compte des dates d'examen, car les épreuves des années L1, L2 et L3 se déroulent sur la même période.

A. Licence 1 AES - AGE et ETP

Semestre n° 1

(*) O = obligatoire - X = obligatoire à choix

	Unités d'enseignement Éléments constitutifs (y compris les stages)	O ou X*	Session	Crédits	Coeff.	Type (oral, écrit...)	CC ou CT	Durée
UE1	526 Introduction au droit : droit objectif et droits subjectifs	O	1 et 2	6	6	Écrit	CT	3 h
UE2	509 Introduction à l'étude des systèmes politiques	O	1 et 2	6	6	Écrit	CT	3 h
UE3	511 Introduction à la sociologie	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
	522 Introduction à la microéconomie	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
UE4	510 Histoire politique, économique et sociale	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
	521 Statistique univariée	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
UE5	529 Maîtrise du français	O	1 et 2	6	6	Écrit	CC	-

Semestre n° 2

(*) O = obligatoire - X = obligatoire à choix

	Unités d'enseignement Éléments constitutifs (y compris les stages)	O ou X*	Session	Crédits	Coeff.	Type (oral, écrit...)	CC ou CT	Durée
UE1	513 Droit constitutionnel	O	1 et 2	6	6	Écrit	CT	3 h
UE2	504 Droit civil des obligations : droits des contrats	O	1 et 2	6	6	Écrit	CT	3 h
UE3	523 Problèmes économiques contemporains	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
	514 Problèmes sociaux contemporains	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
UE4	506 Introduction à la gestion	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
	503 Institutions administratives	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
UE5	530 C2i	O	1	3	3	Écrit	CC	-
	531 Outils méthodologiques, numériques et culture de l'information 1	O	1	3	3	Écrit	CC	-

Il est très ambitieux, pour un étudiant salarié ou poursuivant son cursus avec un semestre non validé, d'envisager la préparation de tous les éléments sur une même année, en raison de la lourdeur du travail qu'implique le nombre d'éléments. La demi-vitesse est dans ce cas conseillée : les enseignements du premier semestre sont répartis sur une première année et ceux du second semestre sur une deuxième année, la validation des éléments, des UE, des semestres et de l'année s'effectuant suivant les règles indiquées dans la [partie XI.1](#). Les éléments du premier semestre non validés la première année s'ajoutent aux éléments de la deuxième année. Les étudiants ne choisissant pas la demi-vitesse suivent simultanément les deux années.

La répartition des éléments de la L1 sur les deux années est la suivante :

Licence 1 AES - AGE et ETP

Année 1 (semestre 1)			
	Période 1 (octobre - janvier)		Période 2 (février - mai)
526	Introduction au droit : droit objectif et droits subjectifs	511	Introduction à la sociologie
509	Introduction à l'étude des systèmes politiques	510	Histoire politique, économique et sociale
522	Introduction à la microéconomie	521	Statistique univariée
529	Maîtrise du français (périodes 1 et 2 : octobre-mai)		
Année 2 (semestre 2)			
	Période 1 (octobre - janvier)		Période 2 (février - mai)
514	Problèmes sociaux contemporains	513	Droit constitutionnel
506	Introduction à la gestion	504	Droit civil des obligations : droit des contrats
503	Institutions administratives	523	Problèmes économiques contemporains
		531	Outils méthodologiques, numériques et culture de l'information
530	C2i (périodes 1 et 2 : octobre-mai)		

B. Licence 2 - Licence 3 Parcours Administration et Gestion des Entreprises (AGE)**Semestre n° 3**

(*) O = obligatoire - X = obligatoire à choix

Unités d'enseignement Éléments constitutifs (y compris les stages)		O ou X*	Session	Crédits	Coeff.	Type (oral, écrit...)	CC ou CT	Durée
UE1	600 Droit administratif : introduction	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
	640 Droit civil des obligations : droit de la responsabilité civile	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
UE2	602 Introduction à la macroéconomie	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
	641 Sociologie des organisations	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
UE3	642 Comptabilité générale	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
	657 Science politique	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
UE4	631 Histoire du droit social	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
	604 Statistique bivariable	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
UE5	652 Anglais	O	1	6	6	Écrit	CC	-

Semestre n° 4

(*) O = obligatoire - X = obligatoire à choix

Unités d'enseignement Éléments constitutifs (y compris les stages)		O ou X*	Session	Crédits	Coeff.	Type (oral, écrit...)	CC ou CT	Durée
UE1	630 Droit commercial	O	1 et 2	6	6	Écrit	CT	3 h
UE2	644 Économie des marchés	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
	601 Économie des organisations	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
UE3	620 Comptabilité analytique	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
	632 Marketing	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
UE4	654 Management des hommes	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
	653 Institutions de l'Union européenne	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
UE5	655 Méthodologie, culture et outils de langage	O	1	4	4	Écrit	CC	-
	646 Les indices statistiques	O	1 et 2	2	2	Écrit	CT	2 h

Semestre n° 5

(*) O = obligatoire - X = obligatoire à choix

Unités d'enseignement Éléments constitutifs (y compris les stages)		O ou X*	Session	Crédits	Coeff.	Type (oral, écrit...)	CC ou CT	Durée
UE1	720 Droit social	O	1 et 2	6	6	Écrit	CT	3 h
UE2	721 Économie du travail	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
	722 Sociologie du travail et de l'emploi	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
UE3	723 Analyse financière	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
	731 Économie managériale	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
UE4	735 Droit fiscal	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
	740 Méthodes qualitatives et quantitatives	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
UE5	749 Anglais	O	1	6	6	Écrit	CC	-

Semestre n° 6

(*) O = obligatoire - X = obligatoire à choix

Unités d'enseignement Éléments constitutifs (y compris les stages)		O ou X*	Session	Crédits	Coeff.	Type (oral, écrit...)	CC ou CT	Durée
UE1	730 Droit des affaires	O	1 et 2	6	6	Écrit	CT	3 h
UE2	736 Finance d'entreprise	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
	744 Management stratégique	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
UE3	733 Comptabilité des sociétés	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
	734 Management des relations	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
UE4	705 Droit matériel de l'Union européenne	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
	712 Sociologie du développement local (ou stage)	X	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
UE5	711 Commerce international	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
	747 Informatique - Les bases de données relationnelles	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h

Il est très ambitieux, pour un étudiant salarié ou poursuivant son cursus avec un semestre non validé, d'envisager la préparation de tous les éléments sur une même année, en raison de la lourdeur du travail qu'implique le nombre d'éléments. La demi-vitesse est dans ce cas conseillée : pour l'année L2 puis pour l'année L3, les enseignements du premier semestre sont répartis sur une première année et ceux du second semestre sur une deuxième année, la validation des éléments, des UE, des semestres et de l'année s'effectuant suivant les règles indiquées dans la [partie XI.1](#).

Pour la L2 de même que pour la L3, les éléments du premier semestre non validés la première année s'ajoutent aux éléments de la deuxième année. Les étudiants ne choisissant pas la demi-vitesse suivent simultanément les deux années.

La répartition des éléments de la L2 et de ceux de la L3 sur deux années chacune est la suivante :

Licence 2 AES - AGE

Année 3 (semestre 3)			
	Période 1 (Octobre - janvier)		Période 2 (Février - mai)
600	Droit administratif	602	Introduction à la macroéconomie
640	Droit civil des obligations : droit de la responsabilité civile	641	Sociologie des organisations
642	Comptabilité générale	657	Science politique
631	Histoire du droit social	604	Statistique bivariée
652	Anglais (périodes 1 et 2 : octobre-mai)		
Année 4 (semestre 4)			
	Période1 (octobre - janvier)		Période 2 (février - mai)
644	Économie des marchés	630	Droit commercial
601	Économie des organisations	620	Comptabilité analytique
653	Institutions de l'Union européenne	632	Marketing
646	Les indices statistiques	654	Management des hommes
655	Méthodologie, culture et outils de langage (périodes 1 et 2 : octobre-mai)		

Licence 3 AES - AGE

Année 5 (semestre 5)			
	Période 1 (octobre - janvier)		Période 2 (février - mai)
723	Analyse financière	720	Droit social
735	Droit fiscal	721	Économie du travail
740	Méthodes qualitatives et quantitatives	722	Sociologie du travail et de l'emploi
		731	Économie managériale
749	Anglais (périodes 1 et 2 : octobre-mai)		
Année 6 (semestre 6)			
	Période 1 (octobre - janvier)		Période 2 (février - mai)
734	Management des relations professionnelles	730	Droit des affaires
705	Droit matériel de l'Union européenne	736	Finance d'entreprise
712	Sociologie du développement local ou stage	744	Management stratégique
747	Informatique : les bases de données relationnelles	733	Comptabilité des sociétés
711	Commerce international		

C. Licence 2 - Licence 3 Parcours Études Territoriales et Politiques (ETP)**Semestre n° 3**

(*) O = obligatoire - X = obligatoire à choix

Unités d'enseignement Éléments constitutifs (y compris les stages)		O ou X*	Session	Crédits	Coeff.	Type (oral, écrit...)	CC ou CT	Durée
UE1	600 Droit administratif : introduction	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
	640 Droit civil des obligations : droit de la responsabilité civile	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
UE2	602 Introduction à la macroéconomie	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
	641 Sociologie des organisations	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
UE3	613 Droit des collectivités territoriales	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
	657 Science politique	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
UE4	603 Finances publiques de l'État	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
	650 Histoire du droit public	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
UE5	652 Anglais	O	1	6	6	Écrit	CC	-

Semestre n° 4

(*) O = obligatoire - X = obligatoire à choix

Unités d'enseignement Éléments constitutifs (y compris les stages)		O ou X*	Session	Crédits	Coeff.	Type (oral, écrit...)	CC ou CT	Durée
UE1	610 Droit administratif : les actes de l'administration	O	1 et 2	6	6	Écrit	CT	3 h
UE2	611 Économie publique	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
	612 Sociologie politique	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
UE3	614 Finances publiques locales	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
	649 Droit de l'intercommunalité	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
UE4	654 Management des hommes	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
	653 Institutions de l'Union européenne	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
UE5	655 Méthodologie, culture et outils de langage	O	1	4	4	Écrit	CC	-
	616 Systèmes politiques	O	1 et 2	2	2	Écrit	CT	2 h

Semestre n° 5

(*) O = obligatoire - X = obligatoire à choix

Unités d'enseignement Éléments constitutifs (y compris les stages)		O ou X*	Session	Crédits	Coeff.	Type (oral, écrit...)	CC ou CT	Durée
UE1	700 L'action administrative	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
	705 Droit matériel de l'Union européenne	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
UE2	701 Droit de l'environnement	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
	714 Économie de l'environnement	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
UE3	731 Économie managériale	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
	703 Gestion budgétaire des collectivités territoriales	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
UE4	753 Démocraties et autoritarismes	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
	751 Histoire de la pensée politique	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
UE5	749 Anglais	O	1	6	6	Écrit	CC	-

Semestre n° 6

(*) O = obligatoire - X = obligatoire à choix

Unités d'enseignement Éléments constitutifs (y compris les stages)		O ou X*	Session	Crédits	Coeff.	Type (oral, écrit...)	CC ou CT	Durée
UE1	709 Le contrôle juridictionnel de l'administration	O	1 et 2	6	6	Écrit	CT	3 h
UE2	740 Méthodes qualitatives et quantitatives	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
	712 Sociologie du développement local (ou stage)	X	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
UE3	710 Droit de la fonction publique territoriale	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
	713 Droit des interventions économiques locales	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
UE4	742 Histoire du droit social	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
	746 Grandes questions d'histoire contemporaine	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	2 h
UE5	716 Communication locale	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	3 h
	715 Politiques sociales	O	1 et 2	3	3	Écrit	CT	3 h

Il est très ambitieux, pour un étudiant salarié ou poursuivant son cursus avec un semestre non validé, d'envisager la préparation de tous les éléments sur une même année, en raison de la lourdeur du travail

qu'implique le nombre d'éléments. La demi-vitesse est dans ce cas conseillée : pour l'année L2 puis pour l'année L3, les enseignements du premier semestre sont répartis sur une première année et ceux du second semestre sur une deuxième année, la validation des éléments, des UE, des semestres et de l'année s'effectuant suivant les règles indiquées dans la [partie XI.1](#).

Pour la L2 de même que pour la L3, les éléments du premier semestre non validés la première année s'ajoutent aux éléments de la deuxième année. Les étudiants ne choisissant pas la demi-vitesse suivent simultanément les deux années.

La répartition des éléments de la L2 et de ceux de la L3 sur deux années chacune est la suivante :

Licence 2 AES - ETP

Année 3 (semestre 3)			
	Période 1 (octobre - janvier)		Période 2 (février - mai)
600	Droit administratif : introduction	602	Introduction à la macroéconomie
640	Droit civil des obligations : droit de la responsabilité civile	641	Sociologie des organisations
613	Droit des collectivités territoriales	657	Science politique
650	Histoire du droit public	603	Finances publiques de l'État
652	Anglais (périodes 1 et 2 : octobre-mai)		

Année 4 (semestre 4)			
	Période 1 (octobre - janvier)		Période 2 (février - mai)
611	Économie publique	610	Droit administratif : les actes de l'administration
612	Sociologie politique	614	Finances publiques locales
653	Institutions de l'Union européenne	649	Droit de l'intercommunalité
616	Systèmes politiques	654	Management des hommes
655	Méthodologie, culture et outils de langage (périodes 1 et 2 : octobre-mai)		

Licence 3 AES - ETP

Année 5 (semestre 5)			
	Période 1 (octobre - janvier)		Période 2 (février - mai)
700	L'action administrative	701	Économie de l'environnement
705	Droit matériel de l'Union européenne	714	Droit de l'environnement
703	Gestion budgétaire des collectivités territoriales	731	Économie managériale
751	Histoire de la pensée politique	753	Démocraties et autoritarismes
749	Anglais (périodes 1 et 2 : octobre-mai)		

Année 6 (semestre 6)			
	Période 1 (octobre - janvier)		Période 2 (février - mai)
740	Méthodes qualitatives et quantitatives	709	Le contrôle juridictionnel de l'administration
712	Sociologie du développement local ou stage	710	Droit de la fonction publique territoriale
742	Histoire du droit social	713	Droit des interventions économiques locales
715	Politiques sociales	746	Grandes questions d'histoire contemporaine
716	Communication locale		

XII. Licence 1 AES - AGE et ETP

A. Organisation - Structure de la Licence

Unités	Intitulé ¹	Crédits
Licence 1^{re} Année AGE & ETP		
Semestre 1		
U1	526 - Introduction générale au droit	6
U2	509 - Introduction à l'étude des systèmes politiques	6
U3	511 - Introduction à la sociologie	3
	522 - Introduction à la microéconomie	3
U4	510 - Histoire politique, économique et sociale	3
	521 - Statistique univariée	3
U5	529 - Maîtrise du français	6
Semestre 2		
U1	513 - Droit constitutionnel	6
U2	504 - Droit civil des obligations : droit des contrats	6
U3	523 - Problèmes économiques contemporains	3
	514 - Problèmes sociaux contemporains	3
U4	506 - Introduction à la gestion	3
	503 - Institutions administratives	3
U5	530 - C2i1	4
	531 - Outils méthodologiques, numériques et culture de l'information	2

La consultation régulière de votre boîte à lettres électronique à l'Université ainsi que de la plate-forme Moodle est indispensable. Un grand nombre de renseignements importants sont diffusés par le biais de cette boîte à lettres et de cette plate-forme. Des indications figurent dans la partie VIII.

Nous attirons l'attention des étudiants salariés sur le fait qu'il est très ambitieux d'envisager la préparation de deux semestres sur une même année, en raison de la lourdeur du travail qu'implique le nombre d'éléments : cf. partie XI.2.A.

Il est de même conseillé aux étudiants poursuivant leur cursus avec un semestre non validé, de ne pas préparer tous les éléments des trois semestres sur une même année et de tenir compte des dates d'examen, les épreuves des années L1, L2 et L3 se déroulant sur la même période.

B. Présentation des enseignements

La mise à disposition des cours démarre généralement début octobre, la période précédente étant consacrée à la 2^e session de l'année universitaire précédente ainsi qu'à la procédure d'inscription universitaire et pédagogique. Aussi, afin de vous permettre de commencer à vous familiariser avec les questions au programme, nous vous proposons une brève présentation de chaque élément, accompagnée dans certains cas de références bibliographiques. Il vous est vivement conseillé de consulter certains des ouvrages proposés avant même l'envoi des cours.

1. Les unités en magenta ont lieu en première période (octobre-janvier) ; les unités en bleu ont lieu en seconde période (février-mai) ; les unités en vert sont annuelles (octobre-mai).

1. ANNÉE 1 - SEMESTRE 1

U1 : 526 - Introduction au droit : droit objectif et droits subjectifsResponsable : **Mikaël LE DENMAT**

Crédits : 6

L'introduction au droit a pour objet la présentation des éléments constitutifs de notre système de droit. La première partie du cours est consacrée à l'étude de la division fondamentale entre le Droit objectif et les droits subjectifs, et à la description du système juridictionnel. Ces développements qui permettent d'appréhender l'architecture générale du système de droit français se prolongent avec une deuxième partie consacrée à l'étude approfondie du Droit objectif et de sa composante essentielle, la règle de droit. Une troisième et dernière partie, une fois identifiés les sujets de droit titulaires des droits subjectifs, aborde de manière symétrique les sources des droits subjectifs, avec l'étude des actes juridiques et des faits juridiques, ainsi que la mise en œuvre des droits subjectifs, avec l'étude des règles de preuve.

Bibliographie indicative :

MAINGUY (D.), Introduction générale au droit, éditions Lexis-Nexis.

HESS-FALLON (B.), Aide-mémoire de droit civil, éditions Dalloz ; Droit civil général, Coll. mémentos, éditions Dalloz.

Droits civils première année, Coll. HyperCours éditions Dalloz.

VOIRIN (P.) et GOUBEAUX (G.), Manuel Droit Civil Tome 1, éditions Lextenso, ISBN : 978-2275036373.

[← Plan L1](#)**U2 : 509 - Introduction à l'étude des systèmes politiques**Responsable : **Christophe GESLOT**

Crédits : 6

Le droit constitutionnel abordé à l'Université en première année porte sur les institutions politiques et peut à ce titre être qualifié de droit constitutionnel institutionnel. Il se distingue de la partie proprement contentieuse du droit constitutionnel qui appartient à la suite des études et qui est appelé contentieux constitutionnel (décisions rendues par le Conseil constitutionnel).

L'objet d'étude du droit constitutionnel est le pouvoir politique. Spécifique par rapport à d'autres formes de pouvoir, indispensable au fonctionnement et à la survie de toute société humaine, il est aussi potentiellement dangereux pour l'individu. Dans le cadre d'une démocratie, toute la problématique porte sur la participation des individus à l'exercice du pouvoir et sur la manière de le limiter pour que les libertés de l'homme soient préservées, sans pour autant l'entraver et l'empêcher d'agir pour le bien de la collectivité.

Ainsi le droit constitutionnel est l'ensemble des règles de droit qui ont pour objet l'organisation, l'exercice, et l'encadrement du pouvoir politique. Il a fondamentalement pour enjeu de concilier le pouvoir et les droits et libertés de l'homme.

Ce droit découle principalement mais non exclusivement de la Constitution. En effet, certaines règles sont posées par la loi. Surtout, on ne peut en rester à l'étude des textes pour comprendre la réalité de la vie politique, le fonctionnement d'un système politique. Il faut s'intéresser aux faits politiques, à ce qui est et non pas seulement à ce qui doit être. C'est là l'objet de la science politique qui est indissociable du droit constitutionnel.

Quatre notions et principes fondamentaux structurent ce semestre de droit constitutionnel : l'État (notion, théories, formes d'États), la Constitution (contenu, révision, contrôle de constitutionnalité), la démocratie libérale (droits de l'homme et souveraineté du peuple), la séparation des pouvoirs (limitation du pouvoir, les différentes formes de gouvernements).

Bibliographie indicative :

ARDANT (P.), Institutions politiques et droit constitutionnel, Paris, L.G.D.J., Manuels.

CHANTEBOUT (B.), Droit constitutionnel, Paris, Sirey.

GICQUEL (J. et J.-E.), Droit constitutionnel et institutions politiques, Paris, Montchrestien, Domat droit public.

HAMON (F.) et TROPER (M.), Droit constitutionnel, Paris, L.G.D.J., Manuels.

PACTET (P.), MELIN-SOUCRAMANIEN (F.), Droit constitutionnel, Paris, Sirey.

[← Plan L1](#)

U3 : Sociologie. Microéconomie

Crédits : 6

Cette unité est partagée en deux éléments constitutifs.

511 - Introduction à la sociologieResponsable : **Gilles FERREOL**

Crédits : 3

Les principaux champs de la sociologie sont ici présentés dans leurs grandes lignes, l'accent étant mis sur des outils, des grilles de lecture et des interprétations. Une place essentielle est également réservée aux notions clés et à leurs corrélats : définition des termes canoniques, étymologie et évolution sémantique, analyse critique. Les six chapitres qui structurent ce fascicule commencent tous par des rappels de cours éclairant, de manière synthétique, les problématiques retenues sous un angle à la fois factuel, méthodologique et théorique, la présence d'encadrés permettant de mettre en évidence des dimensions socio-historiques ou comparatives, d'attirer l'attention sur des débats et des controverses, ou bien encore de mieux appréhender des questionnements contemporains comme ceux ayant trait à l'objectivation des connaissances et à la dynamique de la recherche, à la famille et à la socialisation, à l'éducation et à la formation, à la stratification et à la mobilité, à l'action collective et au changement, à l'intégration et au lien social.

Bibliographie indicative :

FERREOL Gilles, Vocabulaire de la sociologie, Paris, PUF, 2000.

FERREOL Gilles (sous la dir. de), Sociologie. Cours, méthodes, exercices corrigés, Paris, Bréal, 2002.

FERREOL Gilles (sous la dir. de), Dictionnaire de sociologie, Paris, Armand Colin, 2010 (4^e éd. revue et augmentée).FERREOL Gilles et NORECK Jean-Pierre, Introduction à la sociologie, Paris, Armand Colin, 2010 (7^e éd. revue et augmentée).**522 - Introduction à la microéconomie**Responsable : **Jean-Louis DONEY**

Crédits : 3

Le cours présente les enseignements traditionnels de la microéconomie :

- Les chapitres consacrés à la production permettent de mettre en évidence les déterminants de l'offre des entreprises cherchant à maximiser leur profit sous la contrainte des coûts de production.
- Les chapitres consacrés à la consommation débouchent sur l'étude de la fonction de demande des consommateurs cherchant à maximiser leur utilité sous la contrainte de leur budget.
- La confrontation des théories de l'offre et de la demande permet alors de dégager une analyse du fonctionnement des principaux marchés (concurrence pure et parfaite, monopoles, oligopoles, concurrence imparfaite).

Bibliographie indicative :

CORIAT (B.) et WEINSTEIN (O.), Les nouvelles théories de l'entreprise, Éd. le livre de poche, Collection : Références.

GENEREUX (J.), Économie politique, tome 1 : microéconomie, Éd. Hachette, Collection : les Fondamentaux.

JURION (B.), Économie politique, Éd. de Boeck.

[← Plan L1](#)

U4 : Histoire politique. Statistique univariée

Crédits : 6

Cette unité est partagée en deux éléments constitutifs.

510 - Histoire politique, économique et sociale

Responsable : **Damienne BONNAMY**

Crédits : 3

Plutôt que de nous intéresser à la seule histoire économique et sociale, nous commencerons par une analyse des institutions politiques de la France, afin que vous puissiez aborder avec une plus grande facilité l'étude du droit public et, en particulier, du droit constitutionnel.

Ainsi après avoir étudié la naissance de la modernité démocratique, nous replacerons les grands événements historiques dans leur contexte politique et leur cadre juridique. Les trois premiers chapitres seront donc consacrés à la présentation des formes gouvernementales de 1789 à 1940.

Nous insisterons ensuite sur l'idéologie républicaine laïque qui, aujourd'hui encore, marque profondément la France.

Nous réserverons la suite du cours à l'histoire événementielle courant du premier conflit mondial à la fin du second en mettant en lumière les conséquences économiques et sociales des guerres et crises sur la vie des Français.

Bibliographie indicative :

Les manuels d'Histoire en usage dans l'enseignement secondaire donnent de bonnes bases.

De nombreux ouvrages peuvent être consultés avec profit, voici quelques pistes :

BELY (L.), Histoire de France (avec chronologie détaillée), Éditions Gisserot, 1997.

MARCARD (F.), La France de 1870 à 1918, Armand Colin, 1996.

NERE (J.), Précis d'histoire contemporaine, PUF, 1991.

SIRINELLI (J.-F.) (sous la direction de), La France de 1914 à nos jours, PUF, 1997.

VERRIERE (J.), Genèse de la nation française, Flammarion, 2000.

521 - Statistique univariée

Responsable : **Fabienne OGUER**

Crédits : 3

Cet élément présente différents outils de base en statistique descriptive. Le cours envisage la représentation graphique et l'étude des distributions statistiques à une variable, dans le cas de caractères qualitatifs, de caractères quantitatifs continus et de caractères quantitatifs discrets. Il s'appuie sur de multiples exemples numériques.

Bibliographie indicative :

PY (B.), Statistique descriptive, Economica.

PY (B.), Exercices corrigés de statistique descriptive, Economica.

[← Plan L1](#)

U5 : 529 - Maîtrise du français

Responsable : **Proposé par le C.T.U de Dijon**

Crédits : 6

Objectifs :

- Remise à niveau pour les exercices écrits de culture générale : résumé, dissertation et synthèse.
- Préparation aux concours administratifs de catégorie A et B.

Programme :

Il s'agit pour l'étudiant de lire et de s'informer en vue de répondre aux sujets proposés ou de se mettre à niveau par rapport aux programmes des concours.

Bibliographie indicative :

PROFIT Jean, Réussir la note de synthèse, Chronique Sociale

MOREAU Jean, La Synthèse de textes, NATHAN U

CASTEX Gérard, La note de synthèse – La documentation française, concours

COBAST Élie, Leçons particulières de culture générale, P.U.F

COBAST Élie, Petites leçons de culture générale, P.U.F

HUISMAN-PERRIN Emmanuelle, *Éléments de culture générale - Documentation française, concours*
 JOSEPH-GABRIEL Maurice, *La dissertation de culture générale par l'exemple, classiques* ROUDIL
 SALQUE Pierre, *Culture générale*, Litec
 Lecture quotidienne du Monde conseillée.

← Plan L1

2. ANNÉE 1 - SEMESTRE 2

U1 : 513 - Droit constitutionnel

Responsable : **Christophe GESLOT**

Crédits : 6

Ce cours se situe dans le prolongement de celui du semestre précédent. Les concepts fondamentaux du droit constitutionnel permettent en effet d'appréhender et de comprendre n'importe quel système politique. L'étude du système politique formé par les institutions politiques de la V^e République est l'objet de ce cours.

Cette République, comme c'est souvent le cas, est née en réaction à ce qui se passait sous la IV^e République. L'ambition des auteurs de la Constitution de 1958 et, en fait, principalement du général de Gaulle, était d'abaisser le pouvoir législatif et de revaloriser corrélativement le pouvoir exécutif. La politique de la nation ne devait plus être déterminée par l'Assemblée nationale mais fixée par l'exécutif et mener à bien avec le soutien du Parlement. La V^e République a depuis lors largement atteint l'objectif pour lequel elle avait été instituée : doter la France d'un gouvernement stable qui puisse la diriger. Le déséquilibre institutionnel qui existait sous la IV^e République au profit du pouvoir législatif et auquel les constituants ont voulu remédier a fait place à une nette domination du pouvoir exécutif, au point que l'on s'interroge depuis un certain nombre d'années sur la manière de redonner au Parlement un rôle plus important. Pendant longtemps, les avancées en ce sens ont été relativement modestes mais la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008 apporte de sérieuses améliorations sur ce plan. Reste bien sûr à savoir ce que le Parlement fera des nouvelles prérogatives qui lui ont été reconnues.

Bibliographie indicative :

ARDANT (P.), *Institutions politiques et droit constitutionnel*, Paris, L.G.D.J., Manuels.

CHANTEBOUT (B.), *Droit constitutionnel*, Paris, Sirey.

GICQUEL (J. et J.-E.), *Droit constitutionnel et institutions politiques*, Paris, Montchrestien, Domat droit public.

HAMON (F.) et TROPER (M.), *Droit constitutionnel*, Paris, L.G.D.J., Manuels.

PACTET (P.), MELIN-SOUCRAMANIEN (F.), *Droit constitutionnel*, Paris, Sirey.

← Plan L1

U2 : 504 - Droit civil des obligations : droits des contrats

Responsable : **Mikaël LE DENMAT**

Crédits : 6

Le cours présente l'étude du droit commun des contrats. Il permet de connaître les conditions de formation du contrat et celles de son exécution, de mettre en pratique ces connaissances au travers de cas pratiques, et de perfectionner l'étude et l'analyse des arrêts rendus par la Cour de cassation.

Bibliographie indicative :

Code civil à jour

FAGES (B.), *Droit des obligations*, LGDJ.

BENABENT (A.), *Droit des obligations*, LGDJ.

← Plan L1

U3 : Problèmes économiques et sociaux contemporains

Crédits : 6

Cette unité est partagée en deux éléments constitutifs.

523 - Problèmes économiques contemporains

Responsable : **Jean-Louis DONEY**

Crédits : 3

Le cours visera à aborder quelques grands problèmes économiques contemporains. Il ne s'agira pas, bien entendu, de se contenter de relater des faits ou travailler sur des articles de presse, mais d'enrichir

la réflexion par un éclairage théorique, une mise en perspective historique et des comparaisons internationales. Dans un premier temps, nous travaillerons sur les réformes des systèmes de retraites et de santé. Nous montrerons que les difficultés de ces deux systèmes s'inscrivent dans une crise plus profonde qui est celle de « l'État providence ». Nous pourrions ensuite étudier les différentes réformes possibles. Dans un second temps, nous aborderons les questions liées à la mondialisation de l'économie. Après avoir caractérisé la mondialisation, nous en étudierons les conséquences en insistant sur les stratégies des entreprises.

Bibliographie indicative :

MERRIEN (F.-X.), *L'État providence*, PUF, Coll. « Que sais-je ? ».
 ROSANVALLON (P.), *La nouvelle question sociale. Repenser l'État-providence*, Seuil.
 PALIER (B.), *La réforme des systèmes de santé*, PUF, Coll. « Que sais-je ? ».
 DUPONT (G.) et STERDYNIK (H.), *Quel avenir pour nos retraites ?*, La Découverte, Coll. Repères.
 KRUGMAN (P.), *La mondialisation n'est pas coupable*, La Découverte.
 MUCCHIELLI (J.-L.), *Multinationales et mondialisation*, Le Seuil, Coll. Points.
 CROZET (Y.), ABDELMALKI (L.), DUFOUR (D.) et SANDRETTO (R.), *Les grandes questions de l'économie internationale*, Nathan.

514 - Problèmes sociaux contemporains

Responsable : **Philippe LOVAT**

Crédits : 3

Ce cours a pour objectif d'étudier l'évolution des politiques sociales en France à travers leurs objectifs, leurs domaines, leurs moyens. Le champ étant très vaste, il n'est bien sûr pas question d'avoir une approche exhaustive de la question mais de donner aux étudiants la possibilité de mieux cerner les changements et les permanences dans les enjeux de ces politiques. Un premier objectif sera de s'intéresser à l'émergence de la notion de politique sociale et en particulier celle de protection sociale. Il faudra aborder cette question d'un point de vue historique et examiner les fondements des politiques sociales. Un autre objectif sera de présenter les différents « volets » des politiques sociales : retraites, santé, emploi . . . , il s'agira de décrire leur fonctionnement mais aussi d'analyser les difficultés rencontrées par ces politiques (jusqu'en 2000 environ). Enfin, nous montrerons que de nouveaux enjeux apparaissent depuis les années 80, que la question sociale se transforme à travers le problème de la pauvreté et de l'exclusion et que les réponses apportées par les politiques sociales sont difficiles dans un contexte où les débats sont vifs sur le bien-fondé des mesures mises en œuvre et sur l'existence même de l'État-providence.

Bibliographie indicative :

CASTEL (R.), *Les métamorphoses de la question sociale*, Fayard, 1995.
 CASTEL (R.), *L'insécurité sociale*, Seuil, 2003.
 EUZEBY (C.), *Mutations économiques et sociales en France depuis 1973*, Dunod, 1998.
 EUZEBY (C.), *Le revenu minimum garanti*, Repères, La Découverte.
 JOIN-LAMBERT (M.-T.) (sous la direction de), *Politiques sociales*, Presses de Sciences po. et Dalloz (2^e édition 1997).
 MURARD (N.), *La protection sociale*, Repères, La Découverte (nouvelle édition 1996).
 ROSANVALLON (P.), *La nouvelle question sociale*, Seuil, 1995.

← Plan L1

U4 : Institutions administratives. Introduction à la gestion

Crédits : 6

Cette unité est partagée en deux éléments constitutifs.

506 - Introduction à la gestion

Responsable : **Thierry LEIBER**

Crédits : 3

Ce cours vise à dresser un panorama général de la gestion au travers des différentes disciplines qui la composent (Gestion de production, Comptabilité, Finance, Marketing, Stratégie, Gestion des Ressources Humaines, . . .). Il vise aussi, au delà d'une apparente juxtaposition, à traduire leur étroite imbrication. Dans un environnement des plus changeants, les organisations, et en particulier les entreprises, doivent non seulement optimiser l'usage des ressources à leur disposition, mais aussi

permettre l'adoption de réponses pertinentes à des changements plus lointains. Ces contingences multiples conduisent à envisager la gestion non pas comme un ensemble de techniques mais comme l'art de conjuguer présent et futur. Cette prise de conscience est elle aussi un objectif de ce cours. Ce cadre général constitue donc le point d'entrée pour une meilleure appréhension des enseignements de gestion à venir.

Bibliographie indicative :

SCHATT A. et LEWKOWICZ J., Introduction à la gestion d'entreprise (2007), EMS Les essentiels de la gestion, 262 p.
 HAMELIN J., LAFONTAIE J.-P., CALMÉ I, DUCROUX S. et GERBAUD F., Introduction à la gestion (2007), Dunod, 402 p.
 BOYER A., HIRIGOYEN G., THÉPOT J., TOURNOIS N. et VÉDRINE J.-P., Les fondamentaux de l'entreprise (2004), Éditions d'Organisation, 210 p.
 De FABREGUES M., Introduction à la gestion (2008), Dalloz-Sirey, 156 p.

503 - Institutions administratives

Responsable : **Grégoire CALLEY**

Crédits : 3

Au travers d'une série de thèmes consacrés à la « façon d'administrer », le cours se propose de mettre en lumière les grandes caractéristiques de l'organisation administrative française.

Sont ainsi présentés les grands modes d'organisation administrative (déconcentration et décentralisation) et les structures en charge de l'action administrative (règles relatives à leur création et à leur fonctionnement).

Bibliographie indicative :

JAN (P.), Les institutions administratives, Litec, 2003, 1^{re} éd.
 GAUDEMET (Y.), Organisation administrative, LGDJ, tome 1, 16^e éd., 2001, 944 p.
 GOHIN (O.), Institutions administratives, LGDJ, 2002, 4^e éd., 784 p.
 LARANGE (A.), La déconcentration, LGDJ, 2000, 128 p.
 BURDEAU (F.), Histoire de l'Administration française, Montchrestien, 1994, 2^e éd., 384 p.
 PASTOREL (J.-P.), Institutions et structures administratives de la France, Gualino éditeur, 2000, 2^e éd., 227 p.
 TERRAZZONNI (A.), L'administration territoriale en Europe, LGDJ, 1992.

← Plan L1

U5 : Outils méthodologiques. Préparation au C2i1

Crédits : 6

Cette unité est partagée en deux éléments constitutifs.

530 - C2i1

Responsable : **Isabelle MAISSE**

Crédits : 3

Le cours complète les compétences des étudiants sur les outils de types traitement de texte et tableur, les initie aux aspects juridiques de l'informatique ainsi qu'à la recherche avancée et critique d'information sur Internet, et les initie à un logiciel d'aide à la présentation orale.

C'est un module en contrôle continu qui se déroule sur toute l'année et sans session de rattrapage en cas d'échec. Cet enseignement se divise en 3 périodes (octobre à janvier, puis janvier à mars, et mars à mai), comportant chacune 3 devoirs d'évaluation. À noter : la 2^e période est consacrée à du travail collaboratif.

Les travaux demandés et notés pour le contrôle continu (activités, exercices et devoirs) permettent une évaluation en terme de compétences C2i1 pour les étudiants inscrits à la certification C2i1 : les candidats pourront donc ainsi constituer le dossier numérique de compétences rassemblant des éléments apportant la preuve des savoirs acquis, des aptitudes développées et des compétences maîtrisées en regard du référentiel C2i niveau 1 (partie pratique du C2i1). Les ressources et activités proposées dans le cours permettent également de préparer la partie théorique du C2i1 qui consiste en un contrôle de connaissances sous la forme d'un questionnaire de type QCM.

531 - Outils méthodologiques, numériques et culture de l'information

Responsable : **Marie-Claude CHARPENTIER**

Crédits : 3

La méthodologie du travail universitaire est un élément de tronc commun que l'on retrouve dans tous les types de formation. Différents exercices vous seront proposés : synthèse de textes et bibliographies afin de vous familiariser avec les outils et méthodes indispensables au travail universitaire.

Objectif : Acquérir à la fois des outils et des méthodes de travail tant sur le plan bibliographique et documentaire que sur le plan de l'analyse et des contenus.

Bibliographie indicative : Ouvrages indiqués dans le cours à titre d'exercice de présentations bibliographiques

Collection U, Cursus, chez Armand Colin

Collection Université, Supérieur, chez Hachette

Collection Fac, Fondamentaux, chez Nathan

Collection Grand Amphi, chez Bréal

Ce cours intervient sur la période février-mai, son évaluation se réalise en contrôle continu. Aucune seconde session n'est prévue.

[← Plan L1](#)

XIII. Licence 2 et 3 AES parcours Administration et Gestion des Entreprises (AGE)**A. Organisation - Structure de la Licence**

Unités	Intitulé ¹	Crédits
Licence 2^e Année AGE		
Semestre 3		
U1	600 - Droit administratif : introduction	3
	640 - Droit civil des obligations : droit de la responsabilité civile	3
U2	641 - Sociologie des organisations	3
	602 - Introduction à la macroéconomie	3
U3	642 - Comptabilité générale	3
	657 - Science politique	3
U4	604 - Statistique bivariée	3
	631 - Histoire du droit social	3
U5	652 - Anglais	6
Semestre 4		
U1	630 - Droit commercial	6
U2	644 - Économie des marchés	3
	601 - Économie des organisations	3
U3	620 - Comptabilité analytique	3
	632 - Marketing	3
U4	654 - Management des hommes	3
	653 - Institutions de l'Union européenne	3
U5	655 - Méthodologie, culture et outils de langage	4
	646 - Les indices statistiques	2

1. Les unités en magenta ont lieu en première période (octobre-janvier) ; les unités en bleu ont lieu en seconde période (février-mai) ; les unités en vert sont annuelles (octobre-mai).

Unités	Intitulé ²	Crédits
Licence 3^e Année AGE		
Semestre 5		
U1	720 - Droit social	6
U2	721 - Économie du travail	3
	722 - Sociologie du travail et de l'emploi	3
U3	723 - Analyse financière	3
	731 - Économie managériale	3
U4	740 - Méthodes qualitatives et quantitatives	3
	735 - Droit fiscal	3
U5	749 - Anglais	6
Semestre 6		
U1	730 - Droit des affaires	6
U2	736 - Finance d'entreprise	3
	744 - Management stratégique	3
U3	733 - Comptabilité des sociétés	3
	734 - Management des relations professionnelles	3
U4	712 - Sociologie du développement local ou Stage	3
	705 - Droit matériel de l'Union européenne	3
U5	747 - Informatique - Les bases de données relationnelles	3
	711 - Commerce international	3

La consultation régulière de votre boîte à lettres électronique à l'Université ainsi que de la plate-forme Moodle est indispensable. Un grand nombre de renseignements importants sont diffusés par le biais de cette boîte à lettres et de cette plate-forme. Des indications figurent dans la partie VIII.

Nous attirons l'attention des étudiants salariés sur le fait qu'il est très ambitieux d'envisager la préparation de deux semestres sur une même année, en raison de la lourdeur du travail qu'implique le nombre d'éléments : [partie XI.2.B](#)

Il est de même conseillé aux étudiants poursuivant leur cursus avec un semestre non validé, de ne pas préparer tous les éléments des trois semestres sur une même année et de tenir compte des dates d'examen, les épreuves des années L1, L2 et L3 se déroulant sur la même période.

B. Présentation des enseignements

La mise à disposition des cours démarre généralement début octobre, la période précédente étant consacrée à la 2^e session de l'année universitaire précédente ainsi qu'à la procédure d'inscription universitaire et pédagogique. Aussi, afin de vous permettre de commencer à vous familiariser avec les questions au programme, nous vous proposons une brève présentation de chaque élément, accompagnée dans certains

2. Les unités en magenta ont lieu en première période (octobre-janvier) ; les unités en bleu ont lieu en seconde période (février-mai) ; les unités en vert sont annuelles (octobre-mai).

cas de références bibliographiques. Il vous est vivement conseillé de consulter certains des ouvrages proposés avant même l'envoi des cours.

1. ANNÉE 2 - SEMESTRE 3

U1 : Droit civil des obligations. Droit administratif

Crédits : 6

Cette unité est partagée en deux éléments constitutifs.

600 - Introduction générale au droit administratif

Responsables : **Virginie DONIER**

Crédits : 3

Ce cours suppose de disposer des connaissances de base en droit constitutionnel (principe de séparation des pouvoirs, organisation des institutions, compétences des grandes institutions de l'État), mais aussi de maîtriser les principes régissant l'organisation administrative française (centralisation, déconcentration, décentralisation, fonctions de l'administration).

Dans un premier temps, le cours d'introduction au droit administratif vise à exposer les grands principes de la matière, c'est-à-dire, les règles qui font sa spécificité, ce qui implique de revenir sur l'histoire de la construction du droit administratif et d'analyser le principe de séparation des autorités administratives et judiciaires. Cela sera également l'occasion, dans un second temps, d'envisager les sources du droit administratif en mettant en lumière le rôle de la jurisprudence, mais aussi l'impact grandissant du droit communautaire. Il s'agira donc d'analyser les différentes règles de droit, qu'elles soient internes ou externes, dont le respect s'impose à l'administration dans le cadre de son action (principe de légalité).

640 - Droit civil des obligations : droit de la responsabilité civile

Responsable : **Océane RICHARDIN**

Crédits : 3

Le cours expose les principes régissant le droit de la responsabilité civile (la faute, le préjudice et le lien de causalité). Il propose ainsi une étude du droit commun de la responsabilité civile au travers de ses conditions et de ses effets, ainsi que les régimes spéciaux de responsabilité.

Bibliographie indicative :

Fabre-Magnan (M.), Responsabilité civile et quasi-contrats, PUF.

← Plan L2 AGE

U2 : Sociologie des organisations. Macroéconomie

Crédits : 6

Cette unité est partagée en deux éléments constitutifs.

641 - Sociologie des organisations

Responsable : **Gilles FERRÉOL**

Crédits : 3

L'objectif de ce cours est de fournir un éclairage sociohistorique des principales problématiques relevant de la sociologie des organisations. Seront abordés successivement :

- la théorie wébérienne de la bureaucratie ;
- le modèle de l'OST et les critiques de l'École des Relations humaines ;
- l'apport de l'analyse stratégique ;
- le point de vue de la contingence culturelle ;
- les développements contemporains en termes de logiques d'action.

Bibliographie indicative :

FERRÉOL (G.), (sous la dir. de), Sociologie. Cours, méthodes, applications, chapitre 13, Paris, Bréal, 2004.

SCIEUR (P.), Sociologie des organisations. Introduction à l'analyse de l'action collective organisée, Paris, Armand Colin, 2005.

602 - Introduction à la macroéconomieResponsable : **Jean-Louis DONEY**

Crédits : 3

La bonne maîtrise des analyses macroéconomiques est indispensable pour comprendre les débats de politique économique. Sans aborder les développements les plus récents, ce cours présente les débats qui ont opposé keynésiens et monétaristes jusqu'au début des années 80. Nous nous contenterons cependant de l'étude des grandes fonctions macroéconomiques.

Le premier chapitre est consacré à une présentation sommaire des comptes de la nation.

Les deux chapitres suivants présentent les mécanismes fondamentaux permettant de comprendre la création monétaire, le fonctionnement des banques et les principaux circuits de financement de l'économie.

Le cours débouche alors sur l'étude des principales fonctions macroéconomiques et les débats auxquels elles ont donné lieu depuis le lendemain de la seconde guerre mondiale : consommation, investissement et demande de monnaie.

Une dernière partie sera consacrée aux analyses du commerce international : présentation de la balance des paiements et de ses principes de lecture et d'interprétation ; les analyses théoriques du commerce international.

Bibliographie indicative :

ALBERTINI (J.-M.), Les rouages de l'économie, Éditions ouvrières.

CLERC (D.), Déchiffrer l'économie, éd. Syros (Alternatives).

GENEREUX (J.), Économie politique, tome 2 : macroéconomie, éd. Hachette, collection les Fondamentaux.

JURION (B.), Économie politique, éd. de Boeck.

[← Plan L2 AGE](#)

U3 : Science politique. Comptabilité générale

Crédits : 6

Cette unité est partagée en deux éléments constitutifs.

642 - Comptabilité généraleResponsable : **Thierry ROY**

Crédits : 3

La comptabilité est « un système d'organisation de l'information financière permettant de saisir, classer, enregistrer des données de base chiffrées et présenter des états reflétant une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entité à la date de clôture ».

Son ancienneté, son exhaustivité, sa large diffusion, sa simplicité, la rigueur et la pertinence de ses méthodes et son cadre réglementaire exigeant contribuent à en faire une source d'information périodique sans équivalent pour tous les acteurs intéressés par la bonne marche de l'entreprise. Elle constitue une infrastructure vitale du développement d'une économie capitaliste.

L'objectif du cours d'initiation à la comptabilité générale est de fournir à l'étudiant les outils nécessaires à la compréhension du contenu de l'information diffusée à travers les comptes annuels. Cela passe par l'étude des mécanismes d'enregistrements (utilisation des comptes selon le principe de la partie double) et des différents cycle (ventes, achats, paye...) émaillant la vie de l'entreprise, en insistant particulièrement sur l'impact de ces opérations au niveau des documents de synthèse (bilan et compte de résultat).

Bibliographie indicative :

GODARD (L.), ROY (T.) et SCHATT (A.), Élaboration et utilisations de l'information comptable, Presses Universitaires Franc-Comtoises ; <http://pufc.univ-fcomte.fr>

ENSELME (G.), Introduction à la comptabilité, DCG 9, Litec.

LANGLOIS (G.) et FRIEDRICH (M.), Introduction à la comptabilité, Foucher.

DUFILS (P.), LOPATER (C.) et GUYOMARD (E.), Mémento pratique comptable 2012, Francis Lefebvre (réservé aux spécialistes).

657 - Science politiqueResponsable : **Mathieu PETITHOMME**

Crédits : 3

Le cours propose d'appréhender les bases de la science politique en tant que discipline académique (son origine, ses méthodes, ses questions) et d'explorer les enseignements majeurs de cette discipline concernant des enjeux centraux de la régulation politique moderne, du local à l'échelle mondiale : la profession politique (partis, élites politiques), l'exercice de la citoyenneté, la constitution et l'action des États (politiques publiques et relations internationales).

Bibliographie indicative :

LEFEBVRE (R.), Leçons d'introduction à la science politique, deuxième édition revue et augmentée, Paris, Ellipses, 2013.

DORMAGEN (J.-Y.) et MOUCHARD (D.), Introduction à la sociologie politique, Bruxelles, De Boeck, 2010.

LAGROYE (J.), FRANCOIS (B.) et SAWICKI (F.), Sociologie politique, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.

BRAUD (P.), Sociologie politique, Paris, LGDJ, 2008.

[← Plan L2 AGE](#)

U4 : Histoire du droit social. Statistique bivariée

Crédits : 6

Cette unité est partagée en deux éléments constitutifs.

604 - Statistique bivariéeResponsable : **Fabienne OGUER**

Crédits : 3

Cet élément présente différents outils de base en statistique descriptive. Il prolonge le cours de statistique du semestre 2. Le cours considère d'une part les distributions à deux variables et leur résumé par des courbes et des droites de régression. Il envisage d'autre part les séries chronologiques, qui constituent un cas particulier de distributions à deux variables. Il s'appuie sur de multiples exemples numériques.

Bibliographie indicative :

PY (B.), Statistique descriptive, Economica.

PY (B.), Exercices corrigés de statistique descriptive, Economica.

631 - Histoire du droit socialResponsable : **Frank LAIDIÉ**

Crédits : 3

L'objet de cet enseignement consiste à montrer comment la société française contemporaine s'est construite dans la recherche de compromis entre l'ordre économique et la justice sociale. L'étude de l'évolution des relations sociales en France est appréhendée :

- par l'étude des règles qui gouvernent les relations de travail depuis le système corporatif d'Ancien Régime, en passant par l'individualisme libéral révolutionnaire jamais démenti au cours du XIX^e siècle, pour arriver à la prise en compte du « phénomène collectif » que constitue la reconnaissance du syndicalisme, de la négociation collective ou encore de l'arbitrage pour prévenir ou mettre un terme aux conflits sociaux au tournant et au cours du XX^e siècle.
- par l'étude de l'évolution de la « protection sociale » aux XIX^e et XX^e siècles. Autour des sociétés de secours mutuels grâce au mutualisme, puis de l'État assureur se greffant de façon empirique et en ordre dispersé les divers éléments de la Sécurité sociale (accident du travail, assurances sociales pour la protection des risques maladie, maternité, invalidité, vieillesse, décès et famille).

Bibliographie indicative :

AUBIN (Gérard), BOUVERESSE (Jacques), Introduction historique au droit du travail, PUF, Droit fondamental, 1995 (Utile pour le contexte politique et social général) (Épuisé)

LE CROM (Jean-Pierre), Dir., Deux siècles de droit du travail. L'histoire par les lois, Éditions de l'Atelier, 1999 (Un recueil des principaux textes commentés)

- LE CROM (Jean-Pierre), Dir., Les acteurs de l'histoire du droit du travail, Presses universitaires de Rennes, 2004 (Actes du second colloque d'histoire du droit du travail)
- LE GOFF (Jacques), Du silence à la parole. Une histoire du droit du travail des années 1830 à nos jours, Presses universitaires de Rennes, nouv. édition, 2004
- OLSZAK (Norbert), Histoire du droit du travail, PUF, Que sais-je ?, 1999 (Épuisé)
- DREYFUS Michel, et all., Se protéger, être protégé. Une histoire des Assurances sociales en France, Presses universitaires de Rennes, 2006
- BORGETTO (Michel), LAFORE (Robert), La République sociale. Contribution à l'étude de la question démocratique en France, PUF, La politique éclatée, 2000
- DAVID (Marcel), Les fondements du social, Anthropos, 1993
- DELBREL (Yann), L'essentiel de l'histoire du droit social, Gualino, Les carrés, 2006

← Plan L2 AGE

U5 : 652 - Anglais

Responsable : **Annabelle RACLOT**

Crédits : 6

Ce module vous propose un accompagnement dans votre apprentissage de la langue anglaise. Pour cela, il démarre par un test de positionnement de votre niveau d'anglais (DIALANG). Sur la base des résultats, l'équipe pédagogique vous proposera un parcours personnalisé allant du niveau grand débutant (A1) au niveau confirmé (B2 ou au-delà). Ce cours tutoré comprend deux types d'activités :

- Des activités d'apprentissage linguistique et d'usages de la langue anglaise graduées pour vous permettre de progresser individuellement dans les différentes compétences socles de l'anglais général (expression écrite / orale, production écrite / orale et grammaire). Une fois ce socle acquis, il pourra intégrer le module d'usage de l'anglais professionnel et/ou de la préparation à la certification du TOEIC.
- Des activités en immersion disciplinaire dans un espace partagé en groupe où il pratiquera l'anglais lié à son domaine d'étude avec les autres étudiants de sa filière.

Ce cours intervient sur l'année complète, son évaluation se réalise en contrôle continu. Aucune seconde session n'est prévue.

← Plan L2 AGE

2. ANNÉE 2 - SEMESTRE 4

U1 : 630 - Droit commercial

Responsable : **Christine LEBEL**

Crédits : 6

Le droit des affaires est une composante du droit économique qui a pour objet les acteurs de la vie économique. Le droit des affaires porte essentiellement sur la réglementation des commerçants et de l'activité commerciale. Ils sont regroupés en deux catégories majeures : les commerçants et les non-commerçants. Ce cours est composé de deux parties : la première relative à la commercialité et la seconde porte sur l'entreprise commerciale.

La première partie sur les deux conceptions du droit commercial : la conception objective avec les actes de commerce, et la conception subjective grâce à la personne du commerçant. Elle poursuit en précisant ce que sont les activités non commerciales pour terminer en expliquant quels sont les intérêts de procéder à la distinction entre le domaine commercial et le domaine non commercial.

La seconde partie est consacrée à l'étude de l'entreprise commerciale : sa création, le fonds de commerce, les contrats portant sur le fonds de commerce et le bail commercial afin de terminer par les règles de fonctionnement de l'entreprise commerciale.

Cet enseignement est particulièrement utile à une grande majorité de juristes, aussi bien les professionnels rédacteurs de contrats comme les juristes d'entreprises, les avocats ou bien encore les notaires, que ceux dont la mission est d'intervenir lors des litiges existants au moment de la conclusion ou de l'exécution des relations de la vie juridique d'une entreprise, magistrats, avocats notamment.

C'est le cas de même pour les organismes de représentation de toutes les professions indépendantes civiles ou commerciales, ou bien encore les associations et les organismes de l'économie sociale et solidaire...

Bibliographie indicative :

Veillez à prendre toujours la dernière édition...

J.B. Blaise : Droit des affaires, Manuel LGDJ

F. Dekeuwer- Defossez et M. Clément-Blary : Activités commerciales, commerçants, fonds de commerce, concurrence, consommation, éd. Montchrestien
 D. Guével : Droit du commerce et des affaires, LGDJ
 D. Houtciéff : Droit commercial, Sirey
 Ch. Lebel : Droit des affaires, coll. Cours, Exercices Corrigés, Cursus, éd. Armand Colin
 Ch. Lebel : L'entreprise individuelle, coll. Axe Droit, Lamy
 D. Legais : Droit commercial et des affaires
 Th. Massart : Droit commercial, Gualino
 B. Petit : Droit commercial, 4^e éd. Litec
 S. Piedelièvre : Actes de commerce, commerçants, fonds de commerce, Cours Dalloz
 Y. Reinhard et S. Thomasset-Pierre : Actes de commerce, commerçants, fonds de commerce, LexisNexis

Revue juridique conseillée :

Recueil Dalloz
 Semaine juridique édition Entreprise
 Revue Lamy Droit des Affaires

← Plan L2 AGE

U2 : Économie des marchés. Économie des organisations

Crédits : 6

Cette unité est partagée en deux éléments constitutifs.

644 - Économie des marchés

Responsable : **Jean-Louis DONEY**

Crédits : 3

Ce cours de microéconomie est un approfondissement du cours de première année. Il débute par la présentation de quelques éléments de théorie des jeux, de manière à introduire des concepts clés de l'analyse économique contemporaine (dilemme du prisonnier, équilibre de Nash, ...). Nous présentons ensuite les principaux développements théoriques qui permettent de compléter voire d'amender les analyses microéconomiques traditionnelles : la théorie des coûts de transaction, la théorie des droits de propriété et les théories de l'agence. Nous montrons ensuite comment l'intégration de ces éléments permet de renouveler la représentation théorique de l'entreprise.

Bibliographie indicative :

BERNIER (B.) et VEDIE (H.L) Initiation à la microéconomie, Dunod, Coll Eco Sup
 CAHUC (P.) La nouvelle microéconomie, La découverte, collection repères
 CORIAT (B.) et WEINSTEIN (I.) Les nouvelles théories de l'entreprise, Hachette
 VARIAN (H.) Introduction à la microéconomie, De Boeck université

601 - Économie des organisations

Responsable : **Jean-Louis DONEY**

Crédits : 3

Comment les individus se coordonnent-ils pour effectuer les actions nécessaires à la satisfaction de certains besoins et atteindre leurs objectifs ? Pendant longtemps l'analyse économique dominante s'est contentée d'étudier le marché comme principe de coordination.

Cependant dans la réalité, les individus agissent le plus souvent au sein de structures régulées que l'on appelle des organisations. Après avoir présenté une typologie des organisations, nous verrons comment la théorie économique contemporaine apporte des réponses essentielles aux questions suivantes : qu'est-ce qui amène les agents à coopérer ou non ? Quels sont les instruments qui peuvent favoriser cette coopération ? Comment motiver les agents ?

Bibliographie indicative :

MENARD (C.), Économie des organisations, Collection Repère, Éditions La découverte.
 BAUDRY (B.), Économie de la firme, Collection Repère, Éditions La découverte.
 PEREZ (R.), La gouvernance des entreprises, Collection Repère, Éditions La découverte.

Pour approfondir :

MILGROM (P.) et ROBERTS (J.), Économie, organisation et management, Éditions De Boeck.

[← Plan L2 AGE](#)**U3 : Marketing. Comptabilité analytique**

Crédits : 6

Cette unité est partagée en deux éléments constitutifs.

620 - Comptabilité analytiqueResponsable : **Laurence GODARD**

Crédits : 3

Ce cours a pour objectif de présenter les concepts de base et les principales méthodes de calcul de coûts. Il vise à montrer qu'il est nécessaire de fournir une information adaptée à la prise de décision. Le type de coût à calculer doit être en adéquation avec les objectifs et les besoins des gestionnaires. Nous présenterons dans un premier temps la méthode des coûts complets. En réponse aux limites de cette méthode, nous présenterons ensuite les méthodes de coûts partiels.

Bibliographie indicative :

AMINTAS (A.) et GUILLOUZO (R.), Comptabilité de Gestion, Hachette Supérieur.

BURLAUD (A.) et SIMON (C.), Comptabilité de gestion, Vuibert.

GODARD (L.), SCHATTA (A.) et ROY (T.), Élaboration et utilisations de l'information comptable, PUFC, Série Gestion, 2002.

LANGLOIS (G.), BRINGER (M.) et BONNIER (C.), DCG 11, Contrôle de gestion, Sup'Foucher.

Comptabilité de gestion - gestion prévisionnelle, Plein-pot, 3^e édition, Foucher.

DCG 11 Contrôle de Gestion, Dunod.

Comptabilité de gestion, LANGLOIS (G.), 4^e édition, Pearson Education.

632 - MarketingResponsable : **Yohan BERNARD**

Crédits : 3

Ce cours de marketing s'adresse à des personnes n'ayant jamais étudié cette discipline. Il en pose les fondements tout en s'intéressant aux applications concrètes. Les grandes dimensions de la matière sont passées en revue : le marketing d'étude, avec le comportement du consommateur et les études de marché, le marketing stratégique et le marketing opérationnel composé des quatre moyens d'action historiques du marketing (la conception du produit, le choix de son prix, la façon de le distribuer, et la manière d'en assurer la promotion). L'optique retenue concerne essentiellement la mise en marché des biens de grande consommation à destination des consommateurs finaux (marketing B to C, business to consumers).

Certains chapitres du cours sont disponibles en podcasts audio (avec des diapositives power point en support vidéo), enregistrés lors du cours devant les étudiants à Besançon. Ces podcasts sont un complément du cours, mais ne remplacent pas le poly (en général plus complet, surtout pour les 4 derniers chapitres relatifs au mix marketing).

Le cours est suivi d'une série d'exercices et d'applications accompagnés de leur corrigé afin de permettre à l'étudiant de s'entraîner et d'acquérir les réflexes du marketing.

Un devoir d'entraînement est proposé, avec une correction personnalisée pour les étudiants qui le traiteront dans les temps.

Bibliographie indicative :

ARMSTRONG G., KOTLER Ph., Le NAGARD-ASSAYAG E. et LARDINOIT T. (2007), Principes de marketing, Pearson.

CHIROUZE A. et CHIROUZE Y. (2004), Introduction au marketing, Foucher.

DUBOIS P.-L. et JOLIBERT A. (2005), Le Marketing, fondements et pratique, 4^e édition, Economica.

LENDREVIE J. et LEVY J. (2012), Mercator 2013, 10^e édition, Dunod.

VERNETTE E. (2008), L'essentiel du Marketing, 3^e édition, Eyrolles.

[← Plan L2 AGE](#)

U4 : Management des hommes. Institutions de l'Union Européenne

Crédits : 6

Cette unité est partagée en deux éléments constitutifs.

654 - Management des hommesResponsable : **Françoise PIERSON**

Crédits : 3

Ce cours a pour objet de fournir aux étudiants les outils de base relatifs à ce domaine de la gestion en matière de recrutement, d'appréciation du personnel, de formation, de rémunération. Il s'agit également d'ouvrir des pistes de réflexion utiles à l'action.

Bibliographie indicative :

CADIN Loïc, GUÉRIN Francis, PIGEYRE Frédéric, Gestion des ressources humaines - Pratique et éléments de théorie, Dunod, Paris, 2002.

MORIN P., DELAVALLÉE E., Le manager à l'écoute du sociologue, Paris : Éditions d'Organisation, 2003.

PERETTI Jean-Marie, Ressources humaines et gestion des personnes, Vuibert, Paris, 2007.

PICHAULT F., NIZET J., Les pratiques de gestion des ressources humaines, Paris : Éditions du Seuil, 2000.

WEISS Dimitri (ouvrage conçu et coordonné par), Les ressources humaines, Éditions d'Organisation, Paris, 2005.

653 - Institutions de l'Union EuropéenneResponsable : **Anne-Sophie MILLET-DEVALLE**

Crédits : 3

L'intégration européenne consiste en une construction originale et évolutive. Elle est fondée sur des traités historiques (le traité instituant la Communauté du charbon et de l'Acier en 1951, les traités créant la Communauté économique européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique en 1957, le traité sur l'Union européenne signé à Maastricht en 1992). Elle a été approfondie par les traités d'Amsterdam (1997) et de Nice (2001). Après l'échec du processus de ratification du traité établissant une constitution pour l'Europe et l'adhésion de douze nouveaux États, de nouvelles modifications ont été apportées à l'architecture de l'Union européenne par l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne (signé en 2007) en décembre 2009. Les différents enjeux des transformations du système de l'UE sont indissociables des étapes qui ont marqué la construction européenne et abouti à sa structure actuelle. L'initiation au droit de l'UE est centrée sur les questions institutionnelles : le statut, les compétences de l'UE, les rapports entre l'ordre juridique de l'Union et ceux des États membres.

Bibliographie indicative :

CARTOU (L.), L'Union européenne, Précis Dalloz.

DONY (M.), Droit de l'UE, Éd. de l'Université libre de Bruxelles.

DUTHEIL DE LA ROCHERE (J.), Introduction au droit de l'Union européenne, Hachette supérieur, les Fondamentaux.

ISAAC (G.) et BLANQUET (M.), Droit général de l'UE, Sirey.

RIDEAU, (J.), Droit institutionnel de l'Union et des Communautés européennes, LGDJ.

[← Plan L2 AGE](#)**U5 : Les indices statistiques. Méthodologie, culture et outils de langage**

Crédits : 6

Cette unité est partagée en deux éléments constitutifs.

655 - Méthodologie, culture de l'information et outils de langageResponsable : **Sylvie BEPOIX et Gérard PAGNOT**

Crédits : 4

La première partie du cours (Gérard PAGNOT) présente les étapes d'un CV réussi, la rédaction d'une lettre de motivation et la réponse à un courrier ou à une annonce. L'objectif est de savoir rédiger les courriers permettant l'insertion dans la vie professionnelle.

1. Les étapes d'un CV réussi

Il s'agit d'un élément déterminant, première « chose » que les recruteurs verront. Il faut être efficace et respecter certaines règles de base. Trois étapes seront abordées dans le cours :

- le titre
- l'organisation
- les informations

Nous insisterons sur le style à adopter et sur la mise en page.

2. La rédaction d'une lettre de motivation

C'est un excellent moyen d'attirer l'attention des recruteurs. Le cours exploitera les sept étapes de la rédaction :

- le contenu du poste convoité
- l'objet de la lettre
- les références à l'entreprise
- vos atouts
- votre valeur pour l'entreprise
- les formules d'usage
- le bon destinataire

Comme pour le CV, nous reviendrons sur le style, la présentation et l'orthographe.

3. Répondre à un courrier ou à une annonce

Les étapes abordées seront les suivantes :

- définir ce qu'est une lettre de réponse à une annonce
- comment se présentent les différentes propositions ?
- que demandent les « annonceurs » ?
- comment répondre aux annonces (entreprises, presse, ...)?
- quelles informations donne l'annonce ?

Ce cours intervient sur la période octobre-janvier, son évaluation se réalise en contrôle continu.

La deuxième partie du cours (Sylvie BEPOIX) est une approche de méthodologie universitaire et culture générale axée sur la réalisation personnelle à partir d'ensembles documentaires, de synthèse permettant de travailler la concision, l'expression et montrant l'existence d'une véritable culture personnelle.

L'objectif n'est pas l'acquisition de connaissances mais tenter de fournir quelques clés aux étudiants, pour les aider dans leur démarches de travail qui doivent avant tout viser la compréhension et l'autonomie. Est également valorisé l'apprentissage de l'expression écrite soignée.

Bibliographie :

BISMUTH (H.), La maîtrise de l'écrit dans les études supérieures, Dijon, 2013.

Ce cours intervient sur la période février-mai, son évaluation se réalise en contrôle continu. Aucune seconde session n'est prévue.

La note attribuée à l'ensemble de l'élément est donnée par la moyenne des notes obtenues dans les deux cours.

646 - Les indices statistiques

Responsable : **Fabienne OGUER**

Crédits : 2

Le cours présente les indices élémentaires et les indices synthétiques de valeur, de prix et de volume. Il expose leur construction et compare leurs propriétés. Il s'appuie sur de multiples exemples numériques.

Bibliographie indicative :

PY (B.), Statistique descriptive, Economica.

PY (B.), Exercices corrigés de statistique descriptive, Economica.

⇐ Plan L2 AGE

3. ANNÉE 3 - SEMESTRE 5

U1 : 720 - Droit socialResponsable : **Dominique BAILLEUX**

Crédits : 6

Le droit du travail a pour objet de régir les **rapports entre employeurs et salariés**. Désormais il est un droit autonome par rapport aux autres branches du droit (droit civil, droit commercial, droit public). Il est marqué par un grand particularisme (progressiste, collectif, impératif et répressif) qui se reflète dans l'étude de la jurisprudence des différentes chambres de la Cour de cassation (chambre sociale, chambre criminelle mais aussi chambre civile), du Conseil d'État, de la CJCE.

Le cours proposé s'articule autour de l'étude de thèmes essentiels :

1. Le Conseil des Prud'hommes ; les sources.
2. Le pouvoir disciplinaire.
3. Les conventions collectives.
4. La conclusion du contrat de travail (essai, clause de non concurrence).
5. Les contrats à durée déterminée.
6. Les causes de suspension du contrat de travail (la maternité, la maladie non professionnelle).
7. La modification du contrat de travail (régime des modifications de l'article L.122-12).
8. Le licenciement pour motif personnel.
9. Le licenciement pour motif économique.
10. Les conséquences de la rupture du contrat de travail

Pour chacun des thèmes retenus, l'étudiant doit s'efforcer d'étudier le cours, lire les arrêts qui l'illustrent et faire les exercices d'entraînement (dont la correction est proposée en fin de chapitre).

A mi- parcours du programme, ainsi qu'à la fin du programme, des exercices sont proposés et doivent être envoyés pour correction (2 devoirs pour l'ensemble du semestre). L'étudiant doit respecter le calendrier de remise des devoirs.

Les solutions sont à rechercher dans la plaquette envoyée, néanmoins l'étudiant est invité à acheter **un code du travail** (dernière édition de préférence). Ce code est l'outil fondamental du juriste du travail. Il pourra être utilisé le jour de l'examen.

La méthodologie proposée s'adresse à des étudiants destinés à intégrer l'entreprise. Ainsi les cas pratiques correspondent à des situations qui seront vécues en entreprise.

← [Plan L3 AGE](#)

U2 : Sociologie du travail. Économie du travail

Crédits : 6

Cette unité est partagée en deux éléments constitutifs.

721 - Économie du travailResponsable : **Jean-Louis DONEY**

Crédits : 3

Ce cours d'économie du travail débute par une description des grandes évolutions du marché du travail : évolution du volume, de la composition et de la répartition de la population active ; évolution des taux d'activité ; évolution du chômage,...

La réflexion prend un angle plus théorique dans une seconde partie consacrée à l'analyse du fonctionnement du marché du travail. L'objectif est d'étudier comment se fixent les salaires et le volume de travail : l'analyse débute par le modèle de base néo-classique du marché du travail puis évoque le renouveau de ces analyses depuis les années 60 (théorie du capital humain, de la recherche d'emploi, des contrats implicites, du salaire d'efficience). Ensuite sont abordées les grandes controverses macroéconomiques qui ont opposé les économistes keynésiens et monétaristes. Enfin nous aborderons les analyses hétérodoxes (analyse de la segmentation, théorie de la régulation).

La troisième partie du cours est consacrée à l'analyse des politiques de l'emploi, des stratégies des entreprises en matière d'organisation du travail et de gestion de la main d'œuvre.

Bibliographie indicative :

FERREOL (G.) et DEUBEL (P.), Économie du travail, Armand Colin (Collection Cours).

GAMBIER (D.) et VERNIERES (D.), L'emploi en France, éd. La Découverte (Collection Repères).

MARCEL (B.), et TAÏEB (J.), *Le chômage aujourd'hui : analyses et perspectives*, éd. Nathan, Coll. Circa.
 LECLERCQ (E.), *Les théories du marché du travail*, éd. Seuil (coll. Circa).
 REDOR (D.), *Économie du travail et de l'emploi*, éd. Montchrestien.

722 - Sociologie du travail et de l'emploi

Responsable : **Laetitia OGORZELEC**

Crédits : 3

En réinscrivant les transformations actuelles du travail et de l'emploi dans une perspective historique, il s'agit de comprendre en quoi le travail et l'emploi se sont modifiés avec le temps, et selon quels mécanismes. Le cours est organisé en trois parties : une première partie consacrée au développement de la société salariale ; une seconde partie consacrée aux nouvelles problématiques du travail et de l'emploi ; une troisième partie consacrée à l'évolution des représentations du travail.

Il s'agit d'acquérir une capacité d'expertise sociologique des conditions de travail et des situations d'emploi ainsi que des évolutions contemporaines du monde du travail et de l'entreprise.

Bibliographie indicative :

MARUANI (M.) et REYNAUD (E.), *Sociologie de l'emploi*, Paris, La Découverte, 2004.
 CASTEL (R.), *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Gallimard, 1999.
 PAUGAM (S.), *Le salarié de la précarité. Les nouvelles formes de l'intégration professionnelle*, Paris, PUF, 2007

← Plan L3 AGE

U3 : Économie managériale. Analyse financière

Crédits : 6

Cette unité est partagée en deux éléments constitutifs.

723 - Analyse financière

Responsable : **Dominique POINCELOT**

Crédits : 3

L'objectif du cours est d'apporter les connaissances et techniques d'analyse financière et de choix de financement pratiquées au sein des entreprises tout en assurant un recul conceptuel et théorique nécessaire pour évaluer la pertinence des décisions financières.

À l'issue de leur formation, les étudiants doivent être capables de participer, au sein des entreprises (de la PMI-PME à la grande entreprise, dans les banques et assurances, les associations, les entreprises publiques...) à l'élaboration d'une politique d'investissement et de financement.

Plan du cours : Analyse financière de l'entreprise

- présentation et maîtrise des états financiers et comptables de l'entreprise,
- calcul des soldes intermédiaires de gestion,
- construction des bilans corrigés (patrimonial et fonctionnel),
- analyse et diagnostic des bilans et comptes de résultats pour déterminer la rentabilité de l'entreprise et le risque de faillite.

Bibliographie indicative :

CHARREAUX (G.), *Finance d'entreprise, Les Essentiels de la gestion*, éd. Management et Sociétés, 2001. Ouvrage de référence en gestion financière.

731 - Économie managériale

Responsable : **Christian AT**

Crédits : 3

Ce cours illustre les problèmes de décisions auxquels les dirigeants (pris au sens large, i.e. dirigeants d'entreprises mais également élus) font face, par exemple, la maximisation du profit ou d'une utilité, la prise en compte de l'environnement concurrentiel, la conception de mécanismes incitatifs... Nous

études comment ces dirigeants peuvent utiliser les outils de l'analyse économique pour déterminer les décisions optimales.

Objectifs : Définir le problème (maximiser un profit, une recette fiscale, passer un appel d'offre...), déterminer le ou les objectifs (savoir qui décide et comment il décide), explorer les options pertinentes, prédire les conséquences, faire des choix, analyser la sensibilité des conclusions aux éléments exogènes du problème.

Bibliographie indicative :

Guyot M. et Vranceanu R., *Économie managériale : théorie, cas, exercices corrigés*, Gualino, Lextenso éditions, 2008

Pindyck R. et Rubinfeld D., *Microéconomie 8^e édition*, Pearson, 2012

← Plan L3 AGE

U4 : Droit fiscal. Méthodes qualitatives et quantitatives

Crédits : 6

Cette unité est partagée en deux éléments constitutifs.

740 - Méthodes qualitatives et quantitatives

Responsable : **Fabienne OGUER**

Crédits : 3

Le cours présente en premier lieu les principaux types d'enquête et l'élaboration du questionnaire. Il envisage ensuite la présentation et l'analyse des données issues de l'enquête, dans le cas d'une puis deux variables qualitatives ou quantitatives.

Pré-requis : programme de statistique des deux premières années de la licence

Bibliographie indicative :

FENNETEAU Hervé, *Enquête : Entretien et questionnaire*, Les topos, Dunod.

MARTIN Olivier, *L'enquête et ses méthodes - L'analyse de données quantitatives*, Armand Colin.

PY Bernard, *La statistique sans formule mathématique*, Pearson.

735 - Droit fiscal

Responsable : **Thierry ROY**

Crédits : 3

La fiscalité est un domaine vaste et complexe qui concerne à la fois les activités des entreprises et des particuliers. En outre, ces dernières sont concernées à plusieurs titres : imposition du chiffre d'affaires (TVA), des bénéfices etc. . .

Face à l'étendue du sujet, nous nous limiterons à l'étude de la détermination du résultat imposable des entreprises. En effet « La fiscalité n'est pas le seul facteur de compétitivité des entreprises, et sans doute pas le plus important. Elle reste cependant une composante essentielle de la position concurrentielle de notre pays » (Quelle politique fiscale pour l'entreprise ? 43 Propositions de l'Ordre des Experts Comptables, 09/2004 p.2).

Objectifs : appréhender les règles de détermination du résultat fiscal des entreprises.

Bibliographie indicative :

COZIAN, *Précis de fiscalité des entreprises*, Litec dernière édition.

Mémento Fiscal, Francis Lefebvre, dernière édition.

Revue Fiduciaire

Site internet : <http://www.impots.gouv.fr>

← Plan L3 AGE

U5 : 749 - Anglais

Responsable : **Annabelle RACLOT**

Crédits : 6

Ce module vous propose un accompagnement dans votre apprentissage de la langue anglaise. Pour cela, il démarre par un test de positionnement de votre niveau d'anglais (DIALANG). Sur la base des résultats, l'équipe pédagogique vous proposera un parcours personnalisé allant du niveau grand débutant (A1) au niveau confirmé (B2 ou au-delà). Ce cours tutoré comprend deux types d'activités :

- Des activités d'apprentissage linguistique et d'usages de la langue anglaise graduées pour vous permettre de progresser individuellement dans les différentes compétences socles de l'anglais général (expression écrite / orale, production écrite / orale et grammaire). Une fois ce socle acquis, il pourra intégrer le module d'usage de l'anglais professionnel et/ou de la préparation à la certification du TOEIC.
- Des activités en immersion disciplinaire dans un espace partagé en groupe où il pratiquera l'anglais lié à son domaine d'étude avec les autres étudiants de sa filière.

Ce cours intervient sur l'année complète, son évaluation se réalise en contrôle continu. Aucune seconde session n'est prévue.

⇐ Plan L3 AGE

4. ANNÉE 3 - SEMESTRE 6

U1 : 730 - Droit des affaires

Responsable : **Benoît GRIMONPREZ**

Crédits : 6

Le cours de droit des affaires porte, plus particulièrement, sur le droit des sociétés civiles et commerciales. L'enseignement vise à expliquer la notion de société, l'utilité pour une entreprise de la mise en société, ainsi que les différentes formes sociétaires disponibles pour les entrepreneurs. Les développements sont ensuite consacrés aux règles de constitution communes à toutes les sociétés (apports, volonté de s'associer, rédaction des statuts), puis à la manière dont fonctionnent les sociétés à travers l'activité de leurs associés (droits politiques et financiers) et de leurs dirigeants (pouvoir, responsabilité).

Bibliographie indicative :

COZIAN M., VIANDIER A., DEBOISSY F., Droit des sociétés, Litec, 2011.
MAGNIER V., Droit des sociétés, Dalloz, Cours, 2011.
MOULIN J-M., Droit des sociétés, Gualino, Memento LMD, 2011.

⇐ Plan L3 AGE

U2 : Finance d'entreprise. Management stratégique

Crédits : 6

Cette unité est partagée en deux éléments constitutifs.

736 - Finance d'entreprise

Responsable : **Dominique POINCELOT**

Crédits : 3

La politique financière englobe l'ensemble des décisions qui permettent à une entreprise d'assurer sa pérennité, se développer tout en satisfaisant à l'objectif de performance économique, financière.

Élaborer un plan d'investissement, réaliser un montage financier pour financer un projet, constituer ou acquérir une entreprise, opérer une fusion sont quelques-unes de ces décisions. Animer la politique financière suppose une connaissance de tous les mécanismes financiers.

Nous abordons dans ce cours les principes et techniques issus de la théorie financière qui s'appliquent à l'entreprise, PME ou grande entreprise : les choix d'investissement et l'évaluation de l'entreprise ainsi que les financements notamment par le recours aux marchés financiers.

Ce cours est illustré d'exemples simples qui mettent en perspective les apports et logiques financières. Des sujets d'entraînements, exercices et analyses corrigées complètent le dispositif de cours.

Partie 1 : les choix d'investissement ;

Partie 2 : l'évaluation de l'entreprise ;

Partie 3 : les choix de financement et le recours au marché financier.

744 - Management stratégique

Responsable : **Karim MESSEGHEM**

Crédits : 3

Le cours de management stratégique vise à proposer aux étudiants une meilleure connaissance du fonctionnement de l'entreprise. Quelles sont les activités à privilégier ? Quelles sont les structures

organisationnelles adaptées aux choix stratégiques? Pour répondre à ces questions, les étudiants seront amenés à développer des compétences dans le domaine du diagnostic organisationnel et concurrentiel.

L'étudiant devra à l'issue du cours être capable de construire une analyse de la cohérence du système de gestion de l'organisation et une analyse des choix stratégiques de l'entreprise.

Plan du cours :

Introduction - la notion de stratégie

Chapitre 1 - analyse de l'environnement stratégique

Chapitre 2 - l'analyse organisationnelle

Chapitre 3 - analyse du système de gestion de la pme

Bibliographie indicative :

ATAMER (T.) et CALORI (R.), Diagnostic et décisions stratégiques, Dunod, 2003.

GARRETTE (B.), DURAND (R.) et DUSSAUGE (P.), Lispe (collectif HEC), Strategor, Politique générale de l'entreprise, Dunod, 2009.

MARCHESNAY (M.) et MESSEGHEM (K.), Cas de stratégie de PME, Éditions Management et Sociétés, 2003.

MAYRHOFER (U.), Management Stratégique, Bréal, 2007.

← Plan L3 AGE

U3 : Comptabilité des sociétés. Management des relations professionnelles

Crédits : 6

Cette unité est partagée en deux éléments constitutifs.

733 - Comptabilité des sociétés

Responsable : **Thierry ROY**

Crédits : 3

La connaissance de la comptabilité des sociétés est primordiale pour bien appréhender les mutations économiques et financières actuelles. Le cours a pour objectif de présenter les règles particulières de fonctionnement des sociétés commerciales, à travers les dimensions comptables, financières, juridiques, fiscales et sociales. En effet, elles sont assujetties à l'impôt sur les sociétés, répartissent leur résultat en assemblée générale, versent de l'épargne salariale, peuvent procéder à des augmentations de capital, font souvent l'objet d'évaluation etc.

Les thèmes suivants pourront être abordés :

1. les différentes formes de sociétés commerciales,
2. la constitution des sociétés,
3. la détermination du résultat fiscal,
4. l'impôt sur les sociétés,
5. l'affectation du résultat,
6. l'évaluation des sociétés,
7. les augmentations de capital,
8. les régimes d'intéressement et de participation.

Bibliographie indicative :

GONTHIER, Comptabilité des sociétés, Éditions Foucher.

GRANDGUILLOT, Comptabilité des sociétés, Éditions Gualino.

COZIAN VIANDIER, Droit des sociétés, 17^e édition Litec.

LEFEBVRE, Mémentos comptable, fiscal, et des sociétés commerciales, pour des points techniques particuliers.

734 - Management des relations professionnelles

Responsable : **Françoise PIERSON**

Crédits : 3

Il s'agit, à travers ce cours, d'analyser les relations professionnelles prenant place au sein d'une organisation. Nous insisterons sur les relations collectives de travail à travers l'étude des acteurs

des relations professionnelles et de leur évolution (notamment de la représentation du personnel dans l'entreprise) puis du management des relations professionnelles (la régulation, la négociation collective et la spécificité des relations professionnelles dans les PMO).

Bibliographie indicative :

ADAM (G.), Les relations sociales année zéro - Un modèle à réinventer, Paris : Bayard Éditions, 2000.
BIETRY (F.), Les partenaires sociaux : Quelle stratégie syndicale pour quel dialogue social ?, EMS, 2007.

CADIN (L.), GUERIN (F.) et PIGEYRE (F.), Gestion des ressources humaines - Pratique et éléments de théorie, Dunod, 2002.

CHAMBARLHAC V. et UBBIALI G. (dir.), Épistémologie du syndicalisme - Construction disciplinaire de l'objet syndical, Paris : L'Harmattan, 2005.

FRABOULET D., Quand les patrons s'organisent, Presses Universitaires Du Septentrion, 2007.

← Plan L3 AGE

U4 : Droit matériel de l'Union Européenne. Sociologie ou stage

Crédits : 6

Cette unité est partagée en deux éléments constitutifs.

705 - Droit matériel de l'Union européenne

Responsable : **Coralie MAYEUR-CARPENTIER**

Crédits : 3

Le droit matériel est l'étude du marché intérieur de l'Union européenne : les libertés de circulation et la libre concurrence dans l'Union européenne en sont les principaux éléments. Le droit matériel conduit également à étudier l'ensemble des politiques communes de l'Union européenne.

Le cours porte ainsi sur l'étude des quatre libertés de circulation sur le territoire des 28 États membres (circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux). Il permet d'analyser les rapports entre les États et l'ordre supranational dans la réglementation de ces libertés. Il porte également sur les règles de concurrence et les contraintes qu'elles constituent pour les entreprises privées et publiques. L'analyse des politiques menées peut porter sur l'étude de certaines politiques spécifiques à titre d'exemples et selon l'actualité (la politique migratoire, la politique agricole, etc.)

Les objectifs du cours :

Connaître et reconnaître la mise en place du marché intérieur. Apprécier l'évolution des libertés de circulation et des règles de concurrence. Acquérir des savoirs liés à l'actualité de certaines politiques de l'Union. Formation utile dans des collectivités territoriales (participation à la conclusion de marchés publics, connaissances de règles de la commande publiques) ou dans des entreprises ou industries (connaissances des contraintes en matière de concurrence, de douanes, de règles en matière d'échanges de biens)

Éléments principaux de bibliographie :

Le traité de Lisbonne, La documentation française.

Cl Blumann, *Droit matériel de l'Union européenne*, Montchrétien, Paris.

Ch Gavaldà, G Parléani, *Droit des affaires de l'Union européenne*, Litec, Paris.

Choix entre Sociologie ou Stage

Crédits : 3

Le choix doit s'effectuer entre :

712 - Sociologie du développement local

Responsable : **Thierry BRUGVIN**

Crédits : 3

Dans ce module, nous mettrons en évidence l'interaction entre le développement local et la globalisation. Pour cela nous analyserons les problèmes du développement local et ses interrelations avec la globalisation. Puis pour comprendre, certains évolutions et mécanisme du développement local, nous aborderons l'histoire du développement local, en France et dans la coopération décentralisée. Afin de comprendre les ressorts du développement local, nous examinerons les différentes théories

du développement local : actionnaliste, individualisme méthodologique, systémique, théorie de la complexité, humaniste, marxiste, écologiste, etc. Les principes du développement local seront aussi approfondis sur le plan urbain, rural, agricole, industriel, culturel, identitaire, dans les pays en développement et en politique décentralisation, participation. . . Enfin nous aborderons la méthodologie d'une action de développement local. Pour cela nous présenterons, l'utilité de la connaissance du territoire, du diagnostic territorial au projet de développement local (étude des besoins), mise en œuvre, l'évaluation des résultats.

Bibliographie indicative :

HOUÉE Paul, Le développement local au défi de la mondialisation, l'Harmattan, 2001.

TEISSERENC Pierre, Les politiques de développement local, Economica, 2002.

MENGIN Jacqueline, Guide du développement local et du développement social, l'Harmattan, 1989.

TOURJANSKY-CABART Laure, Le développement économique local, Presses Universitaires de France, 1996.

GREFFE Xavier, Le développement local, Éd. de l'Aube, 2002.

et

STA - Stage

Crédits : 3

Il doit être effectué en France.

Il est prévu sur une durée de 4 semaines et doit s'achever au plus tard fin mars. Les dates ne sont pas imposées.

← Plan L3 AGE

U5 : Informatique : bases de données relationnelles. Commerce international

Crédits : 6

Cette unité est partagée en deux éléments constitutifs.

747 - Informatique

Responsable : **Hassan MOUNTASSIR**

Crédits : 2

Ce cours a pour objectif de fournir les concepts de base pour concevoir, créer et interroger une base de données relationnelle en s'appuyant sur des études de cas pratiques sous Access. Il propose les :

- Concepts des bases de données et leur intérêt dans le cadre de la gestion de l'information.
- Étude des principes des bases de données relationnelles.
- Mise en œuvre et exploitation sous Access.

Bibliographie indicative :

BUENO (G.), Conception méthodique des bases de données, Ellipses, 222 pages, juillet 2008.

CHRISMENT (C.), PINEL-SAUVAGNAT (K.), TESTE (O.) et TUFFERY (M.), Bases de données relationnelles, Hermès - Lavoisier, 1^{re} édition, 494 pages, juin 2008.

711 - Commerce international

Responsable : **Bernadette NICOT**

Crédits : 3

L'objectif du cours est d'analyser l'impact de l'intervention humaine sur le territoire, afin de comprendre le fonctionnement, les transformations économiques de l'espace, et les mécanismes de développement local. Il abordera les points suivants : définition et rôle de l'espace, organisation et structure de l'espace, localisation des activités économiques, stratégies des acteurs de l'économie sur le territoire (plus précisément comportement spatial des firmes et intensité des échanges internationaux), impact de la mondialisation et processus d'intégration régionaux.

Bibliographie indicative :

ADDA, J., La mondialisation de l'économie - de la genèse à la crise, Éd. La découverte, 2012.

BAVOUX, J.-J., Introduction à l'analyse spatiale, Armand Colin, 2005.

- FUJITA M., THISSE, J.-F., CAIGNÉ, C. (Traduction), SCHMITT, B. (traduction), *Économie des villes et de la localisation*, de Boeck, 2003.
- LARDON, S., MAUREL, P., PIVETEAU, V., *Représentations spatiales et développement territorial*, Hermes, 2001.
- KRUGMAN, P.-R, OBSTFELD M., MELITZ, M., CAPELLE-BLANCARD, G., CROZT, M., *Économie internationale*, Pearson, 2012.
- PONSARD, Cl., *History of Spatial Economic Theory*, Springer Verlag, Heidelberg, 1983.
- PONSARD, Cl., *Analyse économique spatiale*, Presses universitaires de France, 1988.
- PRAGER, J.-Cl., THISSE, J.-F., *Économie géographique du développement*, collection Repères, La découverte, 2010.
- PUMAIN, D., SAINT-JULIEN, Th., *Les interactions spatiales*, Armand Colin, 2001.
- PUMAIN, D., SAINT-JULIEN, Th., *L'analyse spatiale*, Armand Colin, 2004.

← Plan L3 AGE

C. Indications relatives au stage

Le stage est facultatif. Il figure au choix avec la Sociologie du développement local, en 3^e année. Il doit être effectué en France.

Il est prévu sur une durée de 4 semaines et doit s'achever au plus tard fin mars. Les dates ne sont pas imposées.

Vous devez envoyer au CTU en début d'année universitaire les renseignements relatifs au lieu du stage, à la période, au thème du travail confié et à la personne vous encadrant, pour étude par la commission pédagogique. La convention de stage ne sera préparée qu'après l'accord de cette commission et au plus tard à la fin du mois de décembre de l'année universitaire concernée. Vous devrez communiquer régulièrement avec l'enseignant responsable du stage au CTU, en indiquant au départ, le travail prévu puis en faisant le point en milieu et en fin de stage.

Il faudra rédiger un rapport d'environ 30 pages dactylographiées (hors annexes éventuelles) qui devra être envoyé au secrétariat AES du CTU sous forme papier par voie postale dans le mois suivant la fin du stage, en lui joignant l'avis de la personne encadrant ce stage.

Vous devrez également faire une présentation de votre stage en présence des personnes encadrant ce stage au CTU. Cette présentation aura lieu au CTU.

XIV. Licence 2 et 3 AES, parcours Études Territoriales et Politiques (ETP)**A. Organisation - Structure de la Licence**

Unités	Intitulé ¹	Crédits
Licence 2^e Année ETP		
Semestre 3		
U1	600 - Droit administratif : introduction	3
	640 - Droit civil des obligations : droit de la responsabilité civile	3
U2	641 - Sociologie des organisations	3
	602 - Introduction à la macroéconomie	3
U3	657 - Science politique	3
	613 - Droit des collectivités territoriales	3
U4	603 - Finances publiques de l'État	3
	650 - Histoire du droit public	3
U5	652 - Anglais	6
Semestre 4		
U1	610 - Les actes de l'administration	6
U2	611 - Économie publique	3
	612 - Sociologie politique	3
U3	649 - Droit de l'intercommunalité	3
	614 - Finances publiques locales	3
U4	653 - Institutions de l'Union européenne	3
	654 - Management des hommes	3
U5	655 - Méthodologie, culture et outils de langage	4
	616 - Systèmes politiques	2

1. Les unités en magenta ont lieu en première période (octobre-janvier) ; les unités en bleu ont lieu en seconde période (février-mai) ; les unités en vert sont annuelles (octobre-mai).

Unités	Intitulé ²	Crédits
Licence 3^e Année ETP		
Semestre 5		
U1	700 - L'action administrative	3
	705 - Droit matériel de l'Union européenne	3
U2	701 - Économie de l'environnement	3
	714 - Droit de l'environnement	3
U3	703 - Gestion budgétaire des collectivités territoriales	3
	731 - Économie managériale	3
U4	753 - Démocraties et autoritarismes	3
	751 - Histoire de la pensée politique	3
U5	749 - Anglais	6
Semestre 6		
U1	709 - Le contrôle juridictionnel de l'administration	6
U2	740 - Méthodes qualitatives et quantitatives	3
	712 - Sociologie du développement local ou stage	3
U3	710 - Droit de la fonction publique territoriale	3
	713 - Droit des interventions économiques locales	3
U4	631 - Histoire du droit social	3
	746 - Grandes questions d'histoire contemporaine	3
U5	716 - Communication locale	3
	715 - Politiques sociales	3

La consultation régulière de votre boîte à lettres électronique à l'Université ainsi que de la plate-forme Moodle est indispensable. Un grand nombre de renseignements importants sont diffusés par le biais de cette boîte à lettres et de cette plate-forme. Des indications figurent dans la partie VIII.

Nous attirons l'attention des étudiants salariés sur le fait qu'il est très ambitieux d'envisager la préparation de deux semestres sur une même année, en raison de la lourdeur du travail qu'implique le nombre d'éléments : [partie XI.2.C](#)

Il est de même conseillé aux étudiants poursuivant leur cursus avec un semestre non validé, de ne pas préparer tous les éléments des trois semestres sur une même année et de tenir compte des dates d'examen, les épreuves des années L1, L2 et L3 se déroulant sur la même période.

B. Présentation des enseignements

La mise à disposition des cours démarre généralement début octobre, la période précédente étant consacrée à la 2^e session de l'année universitaire précédente ainsi qu'à la procédure d'inscription universitaire et pédagogique. Aussi, afin de vous permettre de commencer à vous familiariser avec les questions au programme, nous vous proposons une brève présentation de chaque élément, accompagnée dans certains

². Les unités en magenta ont lieu en première période (octobre-janvier) ; les unités en bleu ont lieu en seconde période (février-mai) ; les unités en vert sont annuelles (octobre-mai).

cas de références bibliographiques. Il vous est vivement conseillé de consulter certains des ouvrages proposés avant même l'envoi des cours.

1. ANNÉE 2 - SEMESTRE 3

U1 : Droit civil des obligations. Droit administratif

Crédits : 6

Cette unité est partagée en deux éléments constitutifs.

600 - Introduction générale au droit administratif

Responsables : **Virginie DONIER**

Crédits : 3

Ce cours suppose de disposer des connaissances de base en droit constitutionnel (principe de séparation des pouvoirs, organisation des institutions, compétences des grandes institutions de l'État), mais aussi de maîtriser les principes régissant l'organisation administrative française (centralisation, déconcentration, décentralisation, fonctions de l'administration).

Dans un premier temps, le cours d'introduction au droit administratif vise à exposer les grands principes de la matière, c'est-à-dire, les règles qui font sa spécificité, ce qui implique de revenir sur l'histoire de la construction du droit administratif et d'analyser le principe de séparation des autorités administratives et judiciaires. Cela sera également l'occasion, dans un second temps, d'envisager les sources du droit administratif en mettant en lumière le rôle de la jurisprudence, mais aussi l'impact grandissant du droit communautaire. Il s'agira donc d'analyser les différentes règles de droit, qu'elles soient internes ou externes, dont le respect s'impose à l'administration dans le cadre de son action (principe de légalité).

640 - Droit civil des obligations : droit de la responsabilité civile

Responsable : **Océane RICHARDIN**

Crédits : 3

Le cours expose les principes régissant le droit de la responsabilité civile (la faute, le préjudice et le lien de causalité). Il propose ainsi une étude du droit commun de la responsabilité civile au travers de ses conditions et de ses effets, ainsi que les régimes spéciaux de responsabilité.

Bibliographie indicative :

Fabre-Magnan (M.), Responsabilité civile et quasi-contrats, PUF.

← Plan L2 ETP

U2 : Sociologie des organisations. Macroéconomie

Crédits : 6

Cette unité est partagée en deux éléments constitutifs.

641 - Sociologie des organisations

Responsable : **Gilles FERRÉOL**

Crédits : 3

L'objectif de ce cours est de fournir un éclairage sociohistorique des principales problématiques relevant de la sociologie des organisations. Seront abordés successivement :

- la théorie wébérienne de la bureaucratie ;
- le modèle de l'OST et les critiques de l'École des Relations humaines ;
- l'apport de l'analyse stratégique ;
- le point de vue de la contingence culturelle ;
- les développements contemporains en termes de logiques d'action.

Bibliographie indicative :

FERRÉOL (G.), (sous la dir. de), Sociologie. Cours, méthodes, applications, chapitre 13, Paris, Bréal, 2004.

SCIEUR (P.), Sociologie des organisations. Introduction à l'analyse de l'action collective organisée, Paris, Armand Colin, 2005.

602 - Introduction à la macroéconomieResponsable : **Jean-Louis DONEY**

Crédits : 3

La bonne maîtrise des analyses macroéconomiques est indispensable pour comprendre les débats de politique économique. Sans aborder les développements les plus récents, ce cours présente les débats qui ont opposé keynésiens et monétaristes jusqu'au début des années 80. Nous nous contenterons cependant de l'étude des grandes fonctions macroéconomiques.

Le premier chapitre est consacré à une présentation sommaire des comptes de la nation.

Les deux chapitres suivants présentent les mécanismes fondamentaux permettant de comprendre la création monétaire, le fonctionnement des banques et les principaux circuits de financement de l'économie.

Le cours débouche alors sur l'étude des principales fonctions macroéconomiques et les débats auxquels elles ont donné lieu depuis le lendemain de la seconde guerre mondiale : consommation, investissement et demande de monnaie.

Une dernière partie sera consacrée aux analyses du commerce international : présentation de la balance des paiements et de ses principes de lecture et d'interprétation ; les analyses théoriques du commerce international.

Bibliographie indicative :

ALBERTINI (J.-M.), Les rouages de l'économie, Éditions ouvrières.

CLERC (D.), Déchiffrer l'économie, éd. Syros (Alternatives).

GENEREUX (J.), Économie politique, tome 2 : macroéconomie, éd. Hachette, collection les Fondamentaux.

JURION (B.), Économie politique, éd. de Boeck.

← Plan L2 ETP

U3 : Science politique. Droit des collectivités territoriales

Crédits : 6

Cette unité est partagée en deux éléments constitutifs.

613 - Droit des collectivités territorialesResponsable : **Carole CHEVILLEY-HIVER**

Crédits : 3

L'objet du cours est l'étude des institutions locales décentralisées. Cette étude revêt un aspect à la fois institutionnel, formel et matériel.

Il s'agit donc d'étudier :

- les grands principes qui régissent les collectivités locales (décentralisation, libre administration) ;
- les autorités décentralisées (organe délibérant et organe exécutif) ;
- le cadre de la démocratie locale (élection et fonctionnement des assemblées locales, participation des citoyens) ;
- les compétences exercées par les autorités décentralisées ;
- le contrôle de légalité.

Bibliographie indicative :

FAURE (B.), Droit des collectivités territoriales, Éd. Dalloz.

VERPEAUX (M.), Les collectivités territoriales en France, Éd. Dalloz.

Code général des collectivités territoriales annoté.

657 - Science politiqueResponsable : **Mathieu PETITHOMME**

Crédits : 3

Le cours propose d'appréhender les bases de la science politique en tant que discipline académique (son origine, ses méthodes, ses questions) et d'explorer les enseignements majeurs de cette discipline concernant des enjeux centraux de la régulation politique moderne, du local à l'échelle mondiale : la profession politique (partis, élites politiques), l'exercice de la citoyenneté, la constitution et l'action des États (politiques publiques et relations internationales).

Bibliographie indicative :

- LEFEBVRE (R.), *Leçons d'introduction à la science politique*, deuxième édition revue et augmentée, Paris, Ellipses, 2013.
- DORMAGEN (J.-Y.) et MOUCHARD (D.), *Introduction à la sociologie politique*, Bruxelles, De Boeck, 2010.
- LAGROYE (J.), FRANCOIS (B.) et SAWICKI (F.), *Sociologie politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.
- BRAUD (P.), *Sociologie politique*, Paris, LGDJ, 2008.

← Plan L2 ETP

U4 : Finances publiques de l'État. Histoire du droit public

Crédits : 6

Cette unité est partagée en deux éléments constitutifs.

603 - Finances publiques de l'État

Responsable : **Matthieu HOUSER**

Crédits : 3

Ce cours a pour objectif d'appréhender les ressources et les dépenses gérées par l'État conformément à la nouvelle présentation des crédits découlant de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) du 1^{er} août 2001.

Seront plus précisément étudiés :

- La LOLF
- Les ressources de l'État
- La lutte contre le déficit
- La procédure parlementaire

650 - Histoire du droit public

Responsable : **Frank LAIDIÉ**

Crédits : 3

Cet enseignement se propose d'étudier et de comprendre pour le XIX^e siècle comment l'État se construit et évolue jusqu'à aboutir à une forme contemporaine à travers la mise en place de grands services publics ou encore la garantie et l'encadrement des grandes libertés publiques. Cette évolution se fait le plus souvent avec une grande continuité et sans véritable rupture ou remise en cause radicale. Cela ne peut que surprendre pour un siècle qui se caractérise par son instabilité constitutionnelle chronique et qui connaît trois Républiques, deux Empires et deux monarchies constitutionnelles. La période consulaire, qui ouvre notre période chronologique et revendique l'héritage des principes révolutionnaires de 1789, met en place les fondations solides qui ne seront jamais véritablement, ni profondément remises en cause par les différents régimes politiques qui vont se succéder.

L'étude de cette construction d'un appareil d'État est abordée ici de façon thématique : la société du code civil, l'administration locale, la justice, le régime des cultes, l'enseignement, la presse, l'armée...

Bibliographie indicative :

Quelques références bibliographiques pour mieux appréhender le cadre chronologique et institutionnel du cours :

- ASSELAIN (J.-C.), *Histoire économique de la France du XVIII^e Siècle à nos jours*, t. 1, Le Seuil.
- BRAUDEL (F.), LABROUSSE (E.), *Histoire économique et sociale de la France*, A. Colin.
- BURDEAU (F.), *Histoire de l'administration*, Montchrestien.
- CAPORAL (S.), *Histoire des institutions publiques de 1789 à nos jours*, Hachette supérieur.
- CHEVALIER (J.-J.), *Histoire des institutions et des régimes politiques de la France de 1789 à nos jours*.
- GODECHOT (J.), *Les institutions de la France sous la Révolution et l'Empire*, PUF.
- GODECHOT (J.), *Les Constitutions de la France depuis 1789*, GF-Flammarion.
- HILAIRE (J.), *Histoire des institutions publiques et des faits sociaux (XI^e-XIX^e siècles)*, Dalloz.
- HUDAULT (J.), *Histoire des institutions de la France, Ancien Régime, Révolution, Empire*, Éd. Loysel.
- MORABITO (M.), *Histoire constitutionnelle de la France (1789-1958)*, Montchrestien.

SZRAMKIEWICZ (R.), BOUINEAU (J.), *Histoire des institutions 1750-1914*, Litec.

← Plan L2 ETP

U5 : 652 - Anglais

Responsable : **Annabelle RACLOT**

Crédits : 6

Ce module vous propose un accompagnement dans votre apprentissage de la langue anglaise. Pour cela, il démarre par un test de positionnement de votre niveau d'anglais (DIALANG). Sur la base des résultats, l'équipe pédagogique vous proposera un parcours personnalisé allant du niveau grand débutant (A1) au niveau confirmé (B2 ou au-delà). Ce cours tutoré comprend deux types d'activités :

- Des activités d'apprentissage linguistique et d'usages de la langue anglaise graduées pour vous permettre de progresser individuellement dans les différents socles de l'anglais général (expression écrite / orale, production écrite / orale et grammaire). Une fois ce socle acquis, il pourra intégrer le module d'usage de l'anglais professionnel et/ou de la préparation à la certification du TOEIC.
- Des activités en immersion disciplinaire dans un espace partagé en groupe où il pratiquera l'anglais lié à son domaine d'étude avec les autres étudiants de sa filière.

Ce cours intervient sur l'année complète, son évaluation se réalise en contrôle continu. Aucune seconde session n'est prévue.

← Plan L2 ETP

2. ANNÉE 2 - SEMESTRE 4

U1 : 610 - Les actes de l'administration

Responsables : **Nathalie DROIN**

Crédits : 6

Dans la continuité du cours d'introduction au droit administratif, le cours sur les actes de l'administration envisage en premier lieu le contrôle de légalité qui est exercé sur l'administration par le juge administratif. Ce cours suppose donc d'avoir suivi l'enseignement du premier semestre ou de posséder les connaissances de base en droit administratif, notamment concernant les sources du principe de légalité.

Après avoir analysé de quelle manière l'administration est-elle soumise au droit et au contrôle du juge, il s'agira dans un second temps d'envisager les différentes catégories d'actes que l'administration peut adopter tout en respectant le principe de légalité. Le cours analysera alors la notion et les différentes catégories d'actes administratifs unilatéraux d'une part, et les contrats administratifs d'autre part. Le cours sur les actes administratifs permet d'étudier et de comprendre quels sont les moyens dont dispose l'administration pour mener à bien sa mission d'intérêt général tout en se conformant au principe de légalité.

← Plan L2 ETP

U2 : Économie publique. Sociologie politique

Crédits : 6

Cette unité est partagée en deux éléments constitutifs.

611 - Économie publique

Responsable : **Christian AT**

Crédits : 3

Le premier théorème fondamental du bien-être établit que l'équilibre de marché conduit à un optimum de Pareto sous certaines hypothèses.

Ce cours s'attache à étudier les conséquences d'une remise en cause de ces hypothèses. On parle alors de défaillance du marché, et l'équilibre concurrentiel n'est plus optimal.

Après avoir présenté les notions fondamentales (Chapitre 1 : surplus, optimum de Pareto, économie du bien-être, dilemme du prisonnier),

nous étudierons les différents cas de défaillances de marché (Chapitre 2 : les marchés imparfaits, les asymétries d'information, les externalités et les biens publics).

Puis, nous étudierons les politiques publiques (Chapitre 3).

Nous analyserons ensuite le volet fiscal (Chapitre 4 : l'incidence fiscale et la théorie de la fiscalité optimale),
et terminerons par les problématiques du budget et de la dette publique (Chapitre 5).

612 - Sociologie politique

Responsable : **Sylvie GUIGON**

Crédits : 3

La sociologie politique entend étudier l'activité politique et notamment ce qui constitue l'essentiel de la vie politique dans les sociétés à démocratie pluraliste : la compétition pour la conquête du pouvoir légitime.

Ainsi, la vie politique dans les sociétés occidentales se présente-t-elle comme une scène sur laquelle s'affrontent des individus et des partis politiques pour conquérir le pouvoir d'État.

Cette lutte trouve son aboutissement dans l'élection, temps fort de la vie politique des sociétés occidentales. C'est pourquoi l'un des axes de recherche de la sociologie politique porte sur le comportement des acteurs politiques : les électeurs (analyse des comportements électoraux), les acteurs qui cherchent à obtenir le consentement légitime et actif de leurs concitoyens (les élus ou les candidats aux élections) et les acteurs qui cherchent à influencer le pouvoir politique (les partis, les médias...). Le cours portera sur cette partie de la sociologie politique en privilégiant une approche dynamique puisqu'il s'agit de montrer comment les comportements politiques évoluent et se diversifient.

Bibliographie indicative :

GUILLOT (P.), Introduction à la sociologie politique, Paris, Armand Colin, 1998.

← Plan L2 ETP

U3 : Droit de l'intercommunalité. Finances publiques locales

Crédits : 6

Cette unité est partagée en deux éléments constitutifs.

649 - Droit de l'intercommunalité

Responsable : **Carole CHEVILLEY-HIVER**

Crédits : 3

En vue d'accroître l'efficacité de la gestion communale, le législateur a considérablement renforcé le dispositif de coopération entre les communes. L'intercommunalité présente ainsi aujourd'hui un intérêt essentiel dans le cadre de la décentralisation. Elle a abouti à des transferts de compétences substantielles des communes aux établissements publics de coopération intercommunale. Le mouvement se poursuit avec la réforme de 2010.

Il convient donc de présenter :

- le cadre général de l'intercommunalité, c'est à dire les facteurs de l'intercommunalité et les principes généraux qui la régissent ;
- les formes de coopération intercommunale (la création, les organes, les compétences et le financement).

Bibliographie indicative :

Peu d'ouvrages sont spécifiquement consacrés au droit de l'intercommunalité. Il est donc utile de se reporter aux ouvrages et périodiques consacrés au droit des collectivités territoriales. Il convient en outre d'utiliser avec prudence les sources antérieures à la réforme de 2010.

LANDOT (E), MALHEY (B), VERPEAUX (M), La réforme des collectivités territoriales, Berger-Levrault 2011.

614 - Finances publiques locales

Responsable : **Matthieu HOUSER**

Crédits : 3

Les collectivités territoriales sont aujourd'hui des acteurs déterminants de l'économie nationale (elles gèrent des budgets conséquents — environ 130 milliards d'€ au total — et assurent plus des 3/4 des équipements publics). Après une introduction consacrée à l'organisation administrative et financière

des collectivités territoriales et plus particulièrement à une réflexion sur l'autonomie financière des collectivités territoriales, ce cours sera scindé en deux parties. La première relative à « la procédure budgétaire locale » permet d'aborder le cadre budgétaire et comptable (Chapitre 1), l'élaboration du budget local (Chapitre 2) suivie de son exécution (Chapitre 3). La deuxième partie permet d'examiner « le contenu du budget » à savoir les différentes dépenses (Chapitre 1) et recettes (Chapitre 2) des collectivités territoriales.

Bibliographie indicative :

BOUVIER Michel, Les finances locales, L.G.D.J., coll. Systèmes, 10^e éd., 2005.
 MOUZET Pierre, L'essentiel des finances locales, Gualino éditeur, Les carrés, 3^e éd. 2006.
 MUZELLEC Raymond, Finances locales, Dalloz, Mémentos, 5^e éd., 2005.
 Il est indispensable d'avoir dans cette matière un ouvrage à jour (2005 ou 2006).

← Plan L2 ETP

U4 : Management des hommes. Institutions de l'Union Européenne

Crédits : 6

Cette unité est partagée en deux éléments constitutifs.

654 - Management des hommes

Responsable : **Françoise PIERSON**

Crédits : 3

Ce cours a pour objet de fournir aux étudiants les outils de base relatifs à ce domaine de la gestion en matière de recrutement, d'appréciation du personnel, de formation, de rémunération. Il s'agit également d'ouvrir des pistes de réflexion utiles à l'action.

Bibliographie indicative :

CADIN Loïc, GUÉRIN Francis, PIGEYRE Frédéric, Gestion des ressources humaines - Pratique et éléments de théorie, Dunod, Paris, 2002.
 MORIN P., DELAVALLÉE E., Le manager à l'écoute du sociologue, Paris : Éditions d'Organisation, 2003.
 PERETTI Jean-Marie, Ressources humaines et gestion des personnes, Vuibert, Paris, 2007.
 PICHAULT F., NIZET J., Les pratiques de gestion des ressources humaines, Paris : Éditions du Seuil, 2000.
 WEISS Dimitri (ouvrage conçu et coordonné par), Les ressources humaines, Éditions d'Organisation, Paris, 2005.

653 - Institutions de l'Union Européenne

Responsable : **Anne-Sophie MILLET-DEVALLE**

Crédits : 3

L'intégration européenne consiste en une construction originale et évolutive. Elle est fondée sur des traités historiques (le traité instituant la Communauté du charbon et de l'Acier en 1951, les traités créant la Communauté économique européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique en 1957, le traité sur l'Union européenne signé à Maastricht en 1992). Elle a été approfondie par les traités d'Amsterdam (1997) et de Nice (2001). Après l'échec du processus de ratification du traité établissant une constitution pour l'Europe et l'adhésion de douze nouveaux États, de nouvelles modifications ont été apportées à l'architecture de l'Union européenne par l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne (signé en 2007) en décembre 2009. Les différents enjeux des transformations du système de l'UE sont indissociables des étapes qui ont marqué la construction européenne et abouti à sa structure actuelle. L'initiation au droit de l'UE est centrée sur les questions institutionnelles : le statut, les compétences de l'UE, les rapports entre l'ordre juridique de l'Union et ceux des États membres.

Bibliographie indicative :

CARTOU (L.), L'Union européenne, Précis Dalloz.
 DONY (M.), Droit de l'UE, Éd. de l'Université libre de Bruxelles.
 DUTHEIL DE LA ROCHERE (J.), Introduction au droit de l'Union européenne, Hachette supérieur, les Fondamentaux.
 ISAAC (G.) et BLANQUET (M.), Droit général de l'UE, Sirey.

RIDEAU, (J.), Droit institutionnel de l'Union et des Communautés européennes, LGDJ.

← Plan L2 ETP

U5 : Systèmes politiques. Méthodologie, culture et outils de langage

Crédits : 6

Cette unité est partagée en deux éléments constitutifs.

616 - Systèmes politiques

Responsable : **Sophie OVERNEY**

Crédits : 2

Le cours vise à présenter des systèmes politiques étrangers, notamment les systèmes britannique et américain.

Pour chaque système étudié, le cours traite largement de questions relevant du droit constitutionnel (le type d'État, le régime politique, les institutions politiques mises en place, le fonctionnement de ces institutions, la pratique...) et se propose de voir, au-delà, la place des institutions politiques dans le système politique du pays.

655 - Méthodologie, culture de l'information et outils de langage

Responsable : **Sylvie BEPOIX et Gérard PAGNOT**

Crédits : 4

La première partie du cours (Gérard PAGNOT) présente les étapes d'un CV réussi, la rédaction d'une lettre de motivation et la réponse à un courrier ou à une annonce. L'objectif est de savoir rédiger les courriers permettant l'insertion dans la vie professionnelle.

1. Les étapes d'un CV réussi

Il s'agit d'un élément déterminant, première « chose » que les recruteurs verront. Il faut être efficace et respecter certaines règles de base. Trois étapes seront abordées dans le cours :

- le titre
- l'organisation
- les informations

Nous insisterons sur le style à adopter et sur la mise en page.

2. La rédaction d'une lettre de motivation

C'est un excellent moyen d'attirer l'attention des recruteurs. Le cours exploitera les sept étapes de la rédaction :

- le contenu du poste convoité
- l'objet de la lettre
- les références à l'entreprise
- vos atouts
- votre valeur pour l'entreprise
- les formules d'usage
- le bon destinataire

Comme pour le CV, nous reviendrons sur le style, la présentation et l'orthographe.

3. Répondre à un courrier ou à une annonce

Les étapes abordées seront les suivantes :

- définir ce qu'est une lettre de réponse à une annonce
- comment se présentent les différentes propositions ?
- que demandent les « annonceurs » ?
- comment répondre aux annonces (entreprises, presse, ...)?
- quelles informations donne l'annonce ?

Ce cours intervient sur la période octobre-janvier, son évaluation se réalise en contrôle continu.

La deuxième partie du cours (Sylvie BEPOIX) est une approche de méthodologie universitaire et culture générale axée sur la réalisation personnelle à partir d'ensembles documentaires, de synthèse permettant de travailler la concision, l'expression et montrant l'existence d'une véritable culture personnelle.

L'objectif n'est pas l'acquisition de connaissances mais tenter de fournir quelques clés aux étudiants, pour les aider dans leur démarches de travail qui doivent avant tout viser la compréhension et l'autonomie. Est également valorisé l'apprentissage de l'expression écrite soignée.

Bibliographie :

BISMUTH (H.), La maîtrise de l'écrit dans les études supérieures, Dijon, 2013.

Ce cours intervient sur la période février-mai, son évaluation se réalise en contrôle continu. Aucune seconde session n'est prévue.

La note attribuée à l'ensemble de l'élément est donnée par la moyenne des notes obtenues dans les deux cours.

⇐ Plan L2 ETP

3. ANNÉE 3 - SEMESTRE 5

U1 : Action administrative. Droit matériel de l'Union Européenne

Crédits : 6

Cette unité est partagée en deux éléments constitutifs.

700 - L'action administrative

Responsables : **Sophie OVERNEY**

Crédits : 3

Le cours d'action administrative a pour ambition de permettre aux étudiants d'acquérir les outils pertinents pour comprendre de quelle façon intervient l'administration. Ce cours complète celui d'Institutions administratives et de Droit administratif des années précédentes.

Bien évidemment, le support privilégié de l'Administration demeure le service public. En effet, un certain nombre d'activités doivent être créées sous la forme d'un service public, ce qui implique que l'administration doit respecter les principes d'égalité, de mutabilité, de gratuité ou encore de neutralité.

Par ailleurs, l'administration utilise de façon croissante le procédé contractuel, tant dans ses relations internes que dans ses relations externes. Mais, le mode contractuel présente de nombreuses spécificités suivant la personne avec qui le contrat est conclu.

Enfin, les pouvoirs de police constituent une autre forme de manifestation des pouvoirs de l'administration.

Bibliographie indicative :

SEILLER B., Droit administratif. L'action administrative, Tome 2, Flammarion, 2011, 356 p.

705 - Droit matériel de l'Union européenne

Responsable : **Coralie MAYEUR-CARPENTIER**

Crédits : 3

Le droit matériel est l'étude du marché intérieur de l'Union européenne : les libertés de circulation et la libre concurrence dans l'Union européenne en sont les principaux éléments. Le droit matériel conduit également à étudier l'ensemble des politiques communes de l'Union européenne.

Le cours porte ainsi sur l'étude des quatre libertés de circulation sur le territoire des 28 États membres (circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux). Il permet d'analyser les rapports entre les États et l'ordre supranational dans la réglementation de ces libertés. Il porte également sur les règles de concurrence et les contraintes qu'elles constituent pour les entreprises privées et publiques. L'analyse des politiques menées peut porter sur l'étude de certaines politiques spécifiques à titre d'exemples et selon l'actualité (la politique migratoire, la politique agricole, etc.)

Les objectifs du cours :

Connaître et reconnaître la mise en place du marché intérieur. Apprécier l'évolution des libertés de circulation et des règles de concurrence. Acquérir des savoirs liés à l'actualité de certaines politiques de l'Union. Formation utile dans des collectivités territoriales (participation à la conclusion de marchés publics, connaissances de règles de la commande publiques) ou dans des entreprises ou industries (connaissances des contraintes en matière de concurrence, de douanes, de règles en matière d'échanges de biens)

Éléments principaux de bibliographie :

Le traité de Lisbonne, La documentation française.

Cl Blumann, *Droit matériel de l'Union européenne*, Montchrétien, Paris.

Ch Gavalda, G Parléani, *Droit des affaires de l'Union européenne*, Litec, Paris.

← Plan L3 ETP

U2 : Droit de l'environnement. Économie de l'environnement

Crédits : 6

Cette unité est partagée en deux éléments constitutifs.

701 - Économie de l'environnement

Responsable : **Jean-Louis DONEY**

Crédits : 3

Nous présentons dans un premier temps les principaux développements permettant de saisir les interactions entre les activités économiques et l'environnement (externalités et biens publics, ...). Nous aborderons ensuite les principaux instruments de la politique environnementale (taxes, subventions, marchés de droits à polluer). L'objectif est de mettre en évidence les conditions de leur efficacité (comment atteindre un objectif fixé au moindre coût) ainsi que leurs effets redistributifs.

Bibliographie indicative :

BEAUMAIS (O.) et CHIROLEU-ASSOULINE (M.) Économie de l'environnement, Bréal Coll amphi économie

FAUCHEUX (S.) Économie des ressources naturelles et de l'environnement, Armand Colin

VALLEE (A.) Économie de l'environnement, Seuil, Coll points économie

714 - Droit de l'environnement

Responsable : **Pierre-Alain BEVALOT**

Crédits : 3

La difficile réintroduction des ours slovènes dans les Pyrénées, le contrôle accru portant sur les activités dangereuses pour l'environnement et la santé, les délicates questions de la remise en état des sites pollués orphelins et de la gestion de l'amiante dans le porte-avion Clémenceau, la réforme des politiques de création et de gestion des espaces naturels, le renforcement spectaculaire des sanctions à l'encontre des marins-voyous ainsi que la consécration constitutionnelle du principe de précaution (via son inscription dans la charte de l'environnement) témoignent de la brûlante actualité du droit de l'environnement.

Transversale s'il en est, cette matière mêle allégrement toutes les branches du droit (civil, pénal, administratif, fiscal, commercial, social, de l'urbanisme, de la construction, des assurances...).

Après avoir détaillé les sources du droit de l'environnement, ce cours s'attache à en identifier les principes fondamentaux et les administrations chargées de le mettre en œuvre. Il traite ensuite, par thèmes, des régimes de protection de la faune et de la flore, des espaces naturels, de la police des installations classées et de la pollution des différents milieux (air, bruit, déchets).

Bibliographie indicative :

PRIEUR (M.), *Droit de l'environnement, Précis DALLOZ*, 5^e édition.

MORAND-DEVILLERS (J.), *Le droit de l'environnement, « Que sais-je ? »*, Édition PUF, 5^e édition, juillet 2003.

GUIHAL (D.) et ROBERT (J.-H.), *Droit répressif de l'environnement*, 2^e édition, Economica, janvier 2000.

ROMI (R.), *Droit et administration de l'environnement*, Éditions Montchrétien, avril 2004.

Code de l'environnement, DALLOZ ou LITEC.

Code permanent environnement et nuisances.

Revue juridique de l'environnement.

HUGLO (C.) et DE MALAFOSSE (J.), Juris-classeur environnement, Éditions du Jurisclasseur.

← Plan L3 ETP

U3 : Économie managériale. Gestion budgétaire des collectivités territoriales

Crédits : 6

Cette unité est partagée en deux éléments constitutifs.

703 - Gestion budgétaire des collectivités locales

Responsable : **Matthieu HOUSER**

Crédits : 3

Le cours de droit budgétaire local cherche à comprendre les règles juridiques régissant le fonctionnement d'un budget local. Comment doit-on voter un budget local, quels sont les principes, les délais à respecter ? Ce cours identifie également les ressources et les dépenses d'un budget local. Enfin, ce cours étudie les indicateurs financiers et fiscaux, dont il convient de tenir compte dans l'élaboration du budget. Ainsi, les principales méthodes de stratégie financière dans une logique pluriannuelle seront également élaborées.

Bibliographie indicative :

KLOPFER (M.), *Gestion financière des collectivités locales*, 2010.

MOUZET (P.), *L'essentiel des finances locales*, 2011. BOUVIER (M.), *Les finances locales*, 2010.

BOUVIER (M.), *Les finances locales*, 2010.

731 - Économie managériale

Responsable : **Christian AT**

Crédits : 3

Ce cours illustre les problèmes de décisions auxquels les dirigeants (pris au sens large, i.e. dirigeants d'entreprises mais également élus) font face, par exemple, la maximisation du profit ou d'une utilité, la prise en compte de l'environnement concurrentiel, la conception de mécanismes incitatifs... Nous étudions comment ces dirigeants peuvent utiliser les outils de l'analyse économique pour déterminer les décisions optimales.

Objectifs : Définir le problème (maximiser un profit, une recette fiscale, passer un appel d'offre...), déterminer le ou les objectifs (savoir qui décide et comment il décide), explorer les options pertinentes, prédire les conséquences, faire des choix, analyser la sensibilité des conclusions aux éléments exogènes du problème.

Bibliographie indicative :

Guyot M. et Vranceanu R., *Économie managériale : théorie, cas, exercices corrigés*, Gualino, Lextenso éditions, 2008

Pindyck R. et Rubinfeld D., *Microéconomie 8^e édition*, Pearson, 2012

← Plan L3 ETP

U4 : Démocraties et autoritarismes. Histoire de la pensée politique

Crédits : 6

Cette unité est partagée en deux éléments constitutifs.

753 - Démocraties et autoritarismes

Responsable : **Marie-Claude CHARPENTIER et Paul DIETSCHY**

Crédits : 3

La première partie du cours (Marie-Claude CHARPENTIER) est une approche d'« Histoire ancienne ». Le cours sera articulé autour des notions de démocratie et autoritarisme appliquées à la Grèce ancienne. Nous analyserons cette opposition à partir du cas athénien pour la démocratie. La notion de démocratie englobe la question du régime politique mais aussi des formes particulières de gouvernement qui ne sont pas toutes spécifiques à ce régime. Le volet autoritaire sera vu autour de la notion de tyrannie et ce qu'elle implique du point de vue des formes de pouvoir. Dans ce cours, nous étudierons également les crises et les modifications du régime démocratique.

Objectifs :

Maîtriser des connaissances historiques, savoir utiliser et analyser des textes et des documents épigraphiques et iconographiques, croiser différentes approches.

Bibliographie indicative :

CANFORA (L.), *La démocratie comme violence*, Édition Desjonquères, 1989.

DABDAB TRABULSI (J. A.), *Participation directe et démocratie grecque*, PUFC, 2007. de POLIGNAC (F.) et SCHMITT-PANTEL (P.), *Athènes et le politique : dans le sillage de Claude Mossé*, Albin Michel, 2007.

FEHR (B.), *Les Tyrannoctones : peut-on élever un monument à la démocratie ?* Adam Biro, 1989.

LORAUX (N.), *La cité divisée*, Payot, 1997.

La deuxième partie du cours (Paul DIETSCHY) est une approche d'« Histoire contemporaine », qui démarre à la fin du XVIII^e siècle.

Il s'agit d'étudier la naissance et le développement des régimes démocratiques et autoritaires depuis la Révolution française en prenant en compte leur relation dialectique et l'évolution de leur fonctionnement.

Objectifs :

Faire saisir le poids du passé dans la compréhension du présent. Savoir définir des termes et des concepts en histoire politique. Savoir retracer les évolutions des systèmes politiques depuis le XIX^e siècle.

Bibliographie indicative :

BERSTEIN (S.), *Démocraties, régimes autoritaires et totalitarismes de 1900 à nos jours*, Paris, Hachette, coll. Carré, 2013.

HERMET (G.), *Démocratie et autoritarisme*, Paris, éditions du Cerf, 2013.

751 - Histoire de la pensée politique

Responsable : Antonio GONZALES et Paul DIETSCHY

Crédits : 3

La première partie du cours (Antonio GONZALES) est une approche d'« Histoire ancienne ».

Les sociétés se structurent autour d'un certain nombre d'agrégats collectifs qui permettent à des individualités de coexister et de développer des projets collectifs. L'histoire des sociétés humaines démontre que les cadres de la cohabitation peuvent être contraints ou ouverts. L'Antiquité a vu se succéder ou cohabiter des sociétés plus ou moins ouvertes sur les plans politiques, sociaux et religieux. Il s'agira, dans ce cours, de comprendre comment l'Antiquité a mis en œuvre des systèmes politiques qui ont fécondé la modernité et combien leur interrogation est encore essentielle.

Objectif :

Il s'agira de montrer à travers l'étude de différents systèmes politiques et des pensées qui les ont fait naître ou évoluer que l'Antiquité est une des sources essentielles des pensées politiques modernes. D'Athènes à Rome, des utopies aux sociétés réelles, de l'histoire à la philosophie, du droit au religieux, nous explorerons la construction polysémique de la pensée politique occidentale sans nous interdire d'aller voir, à titre de comparaison, ce que d'autres civilisations ont pu construire comme pensée organisationnelle collective.

Bibliographie indicative :

GANZIN (M.), *L'influence de l'Antiquité sur la pensée politique européenne (XVI^e-XIX^e siècles)*, Aix-Marseille, 1996. <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k3333057v/f5.image>

LESCUYER (G.), *Histoire des idées politiques*, Paris, Dalloz, 2001.

NAY (O.), *Histoire des idées politiques. La pensée politique occidentale de l'Antiquité à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2016.

NEMO (P.), *Histoire des idées politiques dans l'Antiquité et au Moyen Âge*, Paris, PUF, 2014, Collection Quadrige.

NICOLET (C.), *Les idées politiques à Rome sous la République*, Paris, Armand Colin, 1964.

MEISKINS (W. E.), *Des citoyens aux seigneurs. Une histoire sociale de la pensée politique de l'Antiquité au Moyen-Âge*, Montréal, Lux, trad. V. Dassas et C. St-Hilaire, 2013 (2008).

La deuxième partie du cours (Paul DIETSCHY) est une approche d'« Histoire contemporaine », qui démarre à la fin du XVIII^e siècle.

Il s'agit d'étudier l'histoire des idées politiques depuis le XVIII^e siècle, non de manière abstraite, mais en montrant comment elles ont été diffusées par des idéologies et se sont incarnées dans des régimes, des mouvements et des grandes figures politiques.

Objectifs :

Être capable de définir les grands courants politiques depuis le siècle des Lumières, les inscrire dans un contexte historique, comprendre leur généalogie et leur spécificité à l'époque contemporaine.

Bibliographie indicative :

NAY (O.), Histoire des idées politiques. La pensée politique occidentale de l'Antiquité à nos jours, Paris, Armand Colin, 2016.

REMOND (R.) (dir.), Pour une histoire politique, Paris, Éditions du Seuil, 1996.

← Plan L3 ETP

U5 : 749 - Anglais

Responsable : **Annabelle RACLOT**

Crédits : 6

Ce module vous propose un accompagnement dans votre apprentissage de la langue anglaise. Pour cela, il démarre par un test de positionnement de votre niveau d'anglais (DIALANG). Sur la base des résultats, l'équipe pédagogique vous proposera un parcours personnalisé allant du niveau grand débutant (A1) au niveau confirmé (B2 ou au-delà). Ce cours tutoré comprend deux types d'activités :

- Des activités d'apprentissage linguistique et d'usages de la langue anglaise graduées pour vous permettre de progresser individuellement dans les différentes compétences socles de l'anglais général (expression écrite / orale, production écrite / orale et grammaire). Une fois ce socle acquis, il pourra intégrer le module d'usage de l'anglais professionnel et/ou de la préparation à la certification du TOEIC.
- Des activités en immersion disciplinaire dans un espace partagé en groupe où il pratiquera l'anglais lié à son domaine d'étude avec les autres étudiants de sa filière.

Ce cours intervient sur l'année complète, son évaluation se réalise en contrôle continu. Aucune seconde session n'est prévue.

← Plan L3 ETP

4. ANNÉE 3 - SEMESTRE 6

709 - Le contrôle juridictionnel de l'administration

Responsable : **Yan LAIDIE**

Crédits : 6

Le cours relatif au contrôle juridictionnel de l'administration s'intéresse à la manière dont celle-ci est soumise au droit par le juge administratif. Ainsi, le cours a pour objet l'étude de la juridiction administrative, des recours contentieux, du procès administratif. Après la présentation de l'ordre juridictionnel administratif, sont abordés les recours contentieux puis les différentes étapes du procès, depuis le dépôt de la requête (intérêt pour agir, règles de recevabilité) jusqu'au jugement, en passant par la phase d'instruction et celle de l'audience publique. L'accent est mis sur les évolutions récentes de cette matière, en raison de la nécessité de s'adapter au contentieux de masse et de l'influence de la Convention européenne des droits de l'homme.

Bibliographie indicative :

Les ouvrages doivent être consultés ou acquis dans l'édition la plus récente.

1. Il existe tout d'abord des ouvrages approfondis :
 - CHAPUS René, *Droit du contentieux administratif*, Montchrestien Domat droit public
 - PACTEAU Bernard, *Contentieux administratif*, PUF coll. droit fondamental
 - GOHIN Olivier, *Contentieux administratif*, Litec
 - DAËL Serge, *contentieux administratif*, PUF, coll. « Thémis droit »
 - De nombreux manuels de droit administratif général consacrent en outre des développements au contrôle juridictionnel de l'administration (sur le recours pour excès de pouvoir notamment), de même que l'ouvrage collectif classique *Les grands arrêts de la jurisprudence administrative*.
2. Mais on trouve aussi des ouvrages de dimension et de prix plus modestes :
 - DEGUERGUE Maryse, *Procédure administrative contentieuse*, Montchrestien, coll. « Focus droit »
 - PEISER Gustave, *Contentieux administratif*, Dalloz, coll. « mementos »

- ROUAULT Marie-Christine, *Contentieux administratif*, Gualino, coll. « mementos »
- TURPIN Dominique, *Contentieux administratif*, Hachette, coll. « Les fondamentaux »
- VIGUIER Jacques, *Le contentieux administratif*, Dalloz, coll. « Connaissance du droit »

← Plan L3 ETP

U2 : Méthodes qualitatives et quantitatives. Sociologie ou Stage

Crédits : 6

Cette unité est partagée en deux éléments constitutifs.

740 - Méthodes qualitatives et quantitatives

Responsable : **Fabienne OGUER**

Crédits : 3

Le cours présente en premier lieu les principaux types d'enquête et l'élaboration du questionnaire. Il envisage ensuite la présentation et l'analyse des données issues de l'enquête, dans le cas d'une puis deux variables qualitatives ou quantitatives.

Pré-requis : programme de statistique des deux premières années de la licence

Bibliographie indicative :

FENNETEAU Hervé, *Enquête : Entretien et questionnaire, Les topos*, Dunod.

MARTIN Olivier, *L'enquête et ses méthodes - L'analyse de données quantitatives*, Armand Colin.

PY Bernard, *La statistique sans formule mathématique*, Pearson.

Choix entre Sociologie ou Stage

Crédits : 3

Le choix doit s'effectuer entre :

712 - Sociologie du développement local

Responsable : **Thierry BRUGVIN**

Crédits : 3

Dans ce module, nous mettrons en évidence l'interaction entre le développement local et la globalisation. Pour cela nous analyserons les problèmes du développement local et ses interrelations avec la globalisation. Puis pour comprendre, certains évolutions et mécanisme du développement local, nous aborderons l'histoire du développement local, en France et dans la coopération décentralisée. Afin de comprendre les ressorts du développement local, nous examinerons les différentes théories du développement local : actionnaliste, individualisme méthodologique, systémique, théorie de la complexité, humaniste, marxiste, écologiste, etc. Les principes du développement local seront aussi approfondis sur le plan urbain, rural, agricole, industriel, culturel, identitaire, dans les pays en développement et en politique décentralisation, participation. .Enfin nous aborderons la méthodologie d'une action de développement local. Pour cela nous présenterons, l'utilité de la connaissance du territoire, du diagnostic territorial au projet de développement local (étude des besoins), mise en œuvre, l'évaluation des résultats.

Bibliographie indicative :

HOUÉE Paul, *Le développement local au défi de la mondialisation*, l'Harmattan, 2001.

TEISSERENC Pierre, *Les politiques de développement local*, Economica, 2002.

MENGIN Jacqueline, *Guide du développement local et du développement social*, l'Harmattan, 1989.

TOURJANSKY-CABART Laure, *Le développement économique local*, Presses Universitaires de France, 1996.

et

STA - Stage

Crédits : 3

Il doit être effectué en France.

Il est prévu sur une durée de 4 semaines et doit s'achever au plus tard fin mars. Les dates ne sont pas imposées.

← Plan L3 ETP

U3 : Droit de la fonction publique territoriale. Droit des interv. écon. locales

Crédits : 6

Cette unité est partagée en deux éléments constitutifs.

710 - Droit de la fonction publique territoriale

Responsable : **Anne MARCEAU**

Crédits : 3

Créée par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, la fonction publique territoriale a vu son organisation largement calquée sur le modèle de la fonction publique de l'État. Toutefois, elle n'est pas sans présenter certaines spécificités tenant notamment au souci du législateur de respecter les impératifs de la décentralisation. L'étude de l'organisation et de la composition de la fonction publique territoriale précédera celle de la carrière, des droits et obligations du fonctionnaire territorial.

Bibliographie indicative :

AUBIN (E.), *Droit de la fonction publique territoriale*, Gualino éditeur, coll. « Mémentos », 1^{re} éd., 2003.

AUBY (J.-M.), AUBY (J.-B.), JEAN-PIERRE (D.) et TAILLEFAIT (A.), *Droit de la fonction publique (État, collectivités territoriales, hôpitaux)*, éd. Dalloz, coll. « Précis », 4^e éd., 2002.

713 - Droit des interventions économiques locales

Responsable : **Yan LAIDIÉ**

Crédits : 3

Le cours de droit des interventions économiques locales s'intéresse à la manière dont les collectivités locales interviennent en matière économique. Après avoir rappelé les grandes lignes du développement historique de l'interventionnisme économique d'une manière générale, il analyse les enjeux de l'interventionnisme économique des collectivités locales et de l'évolution du cadre juridique de cet interventionnisme. Deux instruments majeurs de celui-ci sont étudiés dans deux titres.

Le premier et le plus consistant s'intéresse aux services publics comme instruments de l'interventionnisme économique des collectivités locales. Il aborde les questions suivantes : qu'est-ce qu'un service public ? quelle est la distinction entre service public administratif et service public industriel et commercial ? quels sont les grands principes applicables aux services publics ? Comment sont créés et gérés les services publics ?

Le second concerne les aides aux entreprises destinées à la promotion du développement économique et aussi à la préservation d'intérêts économiques et sociaux : aides aux entreprises en difficulté, aides au maintien de services nécessaires en milieu rural.

Bibliographie indicative :

Il convient de se reporter aux ouvrages de droit public économique ; voir par exemple :

- F. INGELAERE, *Droit public économique*, Ellipses, collection « mise au point » ;
- J. KERNINON, *Droit public économique*, Montchrestien, collection manuels AES ;
- A. GRABOY-GROBESCO, D. LINOTTE, *Droit public économique*, Dalloz, collection mementos.

Mais aussi aux manuels de droit administratif (qui traitent de manière générale de la question des services publics) et aux manuels de droit des services publics ; voir par exemple :

- S. BRACONNIER, *Droit des services publics*, PUF ;
 - G.J. GUGLIELMI et G. KOUBI, *Droit du service public*, Montchrestien, collection Domat.
- Pour un ouvrage spécifiquement consacré aux interventions des collectivités locales, voir :
- A.G. KOUÉVI, *Le droit des interventions économiques des collectivités locales*, LGDJ Dexia1.

← Plan L3 ETP

U4 : Histoire du droit social. Grandes questions d'histoire contemporaine

Crédits : 6

Cette unité est partagée en deux éléments constitutifs.

631 - Histoire du droit socialResponsable : **Frank LAIDIÉ**

Crédits : 3

L'objet de cet enseignement consiste à montrer comment la société française contemporaine s'est construite dans la recherche de compromis entre l'ordre économique et la justice sociale. L'étude de l'évolution des relations sociales en France est appréhendée :

- par l'étude des règles qui gouvernent les relations de travail depuis le système corporatif d'Ancien Régime, en passant par l'individualisme libéral révolutionnaire jamais démenti au cours du XIX^e siècle, pour arriver à la prise en compte du « phénomène collectif » que constitue la reconnaissance du syndicalisme, de la négociation collective ou encore de l'arbitrage pour prévenir ou mettre un terme aux conflits sociaux au tournant et au cours du XX^e siècle.
- par l'étude de l'évolution de la « protection sociale » aux XIX^e et XX^e siècles. Autour des sociétés de secours mutuels grâce au mutualisme, puis de l'État assureur se greffant de façon empirique et en ordre dispersé les divers éléments de la Sécurité sociale (accident du travail, assurances sociales pour la protection des risques maladie, maternité, invalidité, vieillesse, décès et famille).

Bibliographie indicative :

- AUBIN (Gérard), BOUVERESSE (Jacques), Introduction historique au droit du travail, PUF, Droit fondamental, 1995 (Utile pour le contexte politique et social général) (Épuisé)
- LE CROM (Jean-Pierre), Dir., Deux siècles de droit du travail. L'histoire par les lois, Éditions de l'Atelier, 1999 (Un recueil des principaux textes commentés)
- LE CROM (Jean-Pierre), Dir., Les acteurs de l'histoire du droit du travail, Presses universitaires de Rennes, 2004 (Actes du second colloque d'histoire du droit du travail)
- LE GOFF (Jacques), Du silence à la parole. Une histoire du droit du travail des années 1830 à nos jours, Presses universitaires de Rennes, nouv. édition, 2004
- OLSZAK (Norbert), Histoire du droit du travail, PUF, Que sais-je ?, 1999 (Épuisé)
- DREYFUS Michel, et all., Se protéger, être protégé. Une histoire des Assurances sociales en France, Presses universitaires de Rennes, 2006
- BORGETTO (Michel), LAFORE (Robert), La République sociale. Contribution à l'étude de la question démocratique en France, PUF, La politique éclatée, 2000
- DAVID (Marcel), Les fondements du social, Anthropos, 1993
- DELBREL (Yann), L'essentiel de l'histoire du droit social, Gualino, Les carrés, 2006

746 - Grandes questions d'histoire contemporaineResponsable : **Catherine VUILLERMOT**

Crédits : 3

Après avoir présenté les diverses hypothèses de datation et de définition du sujet, le cours se focalisera sur la mondialisation actuelle qui a débuté dans les années 1970. Tout d'abord en expliquant la mondialisation commerciale (GATT, OMC, libre-échange, NTIC, containers, ...), puis en insistant sur les entreprises, comme acteurs et vecteurs de la mondialisation (délocalisation, FTN, capitalisme managérial, ...), et enfin en décrivant la mondialisation financière (flottement des monnaies, déréglementation, FMI, crises, ...). Après avoir défini le sujet, on insistera sur les conséquences et sur les enjeux de la mondialisation (dettes, inégalités, question écologique, ...), puis on terminera par une réflexion sur la mondialisation actuelle comme choix politique néo-libéral à partir des années 1980 (confiance dans le marché et critique de l'État, Consensus de Washington), mais choix contesté (par les anti- et les altermondialistes).

Bibliographie indicative :

- ADDA (J.), La mondialisation de l'économie (Genèse et problèmes), Paris, La Découverte, 2 volumes, 8^e édition, 2012, 344 p. Une valeur sûre.
- ARDINAT (G.), Comprendre la mondialisation en 10 leçons, Ellipses, 2012, 192 p. Ouvrage de référence, car clair et très structuré (avec un excellent glossaire).
- ARNAUD (A.-J.), Dir., Dictionnaire de la mondialisation, Paris, LGDJ, 2010, 530 p. Pour consultation.

GIRAUD (P.-N.), *La mondialisation : émergences et fragmentations*, Auxerre, Sciences Humaines, 2012, 167 p.

← Plan L3 ETP

U5 : Communication locale. Politiques sociales

Crédits : 6

Cette unité est partagée en deux éléments constitutifs.

716 - Communication locale

Responsable : **Philippe LANCELLE**

Crédits : 3

Le cours de communication locale entend aborder les fondamentaux de la communication locale et territoriale ainsi que les principes juridiques qui la régissent. Il s'attachera dans un premier temps à montrer le développement de la communication publique depuis les années 70 au niveau local, de la part d'émetteurs aussi divers que les collectivités territoriales, les sociétés d'économie mixte, les structures déconcentrées de l'État, les principales associations, les offices HLM et les chambres consulaires.

Ce cours entend aussi décrire les principaux objectifs de la communication locale, ainsi que les outils qui peuvent être mis en œuvre pour répondre à chacun d'entre eux.

Le cours permettra aussi de découvrir des exemples concrets de communication locale, issus de collectivités territoriales.

Bibliographie indicative :

LIBAERT Thierry. *Communication(s) : 20 ans d'articles de référence*. Paris : Dunod, 2013.

OLLAGNIER Bernard. *Communiquer, un défi français : de l'illusion du tout com' à la communication réelle*. Paris : L'Harmattan, 2010.

SFEZ Lucien. *La communication*. Paris : PUF, 2010. (Que sais-je ? 2567)

WOLTON Dominique. *Penser la communication*. Paris : Flammarion, 2008.

715 - Politiques sociales

Responsable : **Nathalie VINCENT**

Crédits : 3

Le modèle ancien d'intégration sociale est instabilisé ; le monde est de nouveau devenu pour beaucoup aléatoire, voire insécure. Les politiques, conçues comme instruments de pacification de l'environnement, fruits d'anciens compromis, ont rencontré des limites jusque là inédites en la question de l'exclusion. Les politiques sociales apparaissent ainsi en quête d'un nouveau paradigme. On le voit se constituer autour de la question locale. Au-delà de la considération de la décentralisation dans la gestion de la question sociale, on voit se développer des dispositifs d'assistance pour tenter de garantir l'égalité sous la forme d'une territorialisation de l'assistance. Quelles sont les catégories nouvelles de l'intervention sociale ? Quelles sont les techniques d'intervention requises par ce nouveau mécanisme de gestion de la question sociale ? Que signifie le recours récurrent à une logique du projet et du contrat comme mode d'administration de la nouvelle question sociale ? Faut-il y déceler les indices d'une volonté d'autonomisation, de coproduction des politiques sociales ou plus classiquement les formes renouvelées d'un nouvel encadrement des classes populaires ?

Bibliographie indicative :

ASTIER (I), *Les nouvelles règles du social*, PUF, mars 2007.

DONZELOT (J.) (sous la dir.), *Face à l'exclusion : le modèle français*, Éditions Esprit, 1991.

PAUGAM (S), *La disqualification sociale*, Paris PUF, 2000.

PAUGAM (S), *Les formes élémentaires de la pauvreté*, Paris PUF, 2005.

← Plan L3 ETP

C. Indications relatives au stage

Le stage est facultatif. Il figure au choix avec la Sociologie du développement local, en 3^e année.

Il doit être effectué en France.

Il est prévu sur une durée de 4 semaines et doit s'achever au plus tard fin mars. Les dates ne sont pas imposées.

Vous devez envoyer au CTU en début d'année universitaire les renseignements relatifs au lieu du stage, à la période, au thème du travail confié et à la personne vous encadrant, pour étude par la commission pédagogique. La convention de stage ne sera préparée qu'après l'accord de cette commission et au plus tard à la fin du mois de décembre de l'année universitaire concernée. Vous devrez communiquer régulièrement avec l'enseignant responsable du stage au CTU, en indiquant au départ, le travail prévu puis en faisant le point en milieu et en fin de stage.

Il faudra rédiger un rapport d'environ 30 pages dactylographiées (hors annexes éventuelles) qui devra être envoyé au secrétariat AES du CTU sous forme papier par voie postale dans le mois suivant la fin du stage, en lui joignant l'avis de la personne encadrant ce stage.

Vous devrez également faire une présentation de votre stage en présence des personnes encadrant ce stage au CTU. Cette présentation aura lieu au CTU.

XV. Liens entre étudiants et enseignants et informations Moodle

Vous pouvez contacter les autres étudiants ou les enseignants et avoir accès à différentes informations sur Moodle.

1. Les informations générales concernant l'ensemble des étudiants de la licence sont déposées sur la page *aesinformations*. Les messages sont à consulter dans le Forum des nouvelles. Diverses indications générales figurent dans les différentes sections.
2. Pour tout échange d'informations concernant un cours, soit avec les autres étudiants, soit avec l'enseignant, vous disposez **dans le cours concerné** d'un Forum des étudiants. Vous pouvez également écrire à l'enseignant à l'aide d'un message personnel mais l'utilisation du Forum des étudiants est préférable. Les enseignants disposent du Forum des nouvelles de leurs cours pour vous fournir d'éventuelles indications.
3. Dans la partie générale de votre parcours (AES L1, AES L2AGE, AES L2ETP, AES L3AGE ou AES L3ETP) vous disposez également d'un Forum des étudiants pour tout échange d'informations avec l'ensemble des étudiants de votre année d'inscription. Diverses indications générales figurent dans les différentes sections.
4. Pour chacun des cours, il est **impératif** que vous consultiez l'ensemble des rubriques, le document que vous recevrez sous forme papier n'étant qu'une partie des éléments qui vous permettront de travailler. Vous y trouverez ainsi, notamment, un calendrier indicatif de progression pédagogique, des travaux dirigés ainsi que des devoirs et examens des années précédentes avec leurs corrigés.

XVI. CALENDRIER DES ÉPREUVES D'EXAMEN

Le calendrier des examens n'est pas encore définitivement fixé, il sera mis en ligne dès que possible.

XVII. EXAMENS À L'ÉTRANGER

A. Note aux étudiants résidant à l'étranger ou dans les DOM-TOM

Examens

Nous vous adressons cette note d'information afin de définir le cadre réglementaire et les modalités d'application de l'ouverture éventuelle d'un centre d'examen à l'étranger ou dans les DOM-TOM.

D'une manière générale, la réglementation exclut toute obligation d'ouvrir des centres d'écrit extérieurs. Cependant, nous avons jusqu'ici essayé de mettre en œuvre, ponctuellement, un système d'épreuves hors de Besançon pour venir en aide aux étudiants concernés.

Dans tous les cas, nous vous informons qu'il sera impossible de composer hors de Besançon, si les conditions ci-après ne sont pas remplies :

- l'étudiant doit résider à l'étranger toute l'année (nous communiquer l'adresse à l'étranger¹);
- impossibilité absolue de venir en France;
- l'étudiant doit d'abord consulter sur le site du CTU la liste des centres d'examens avec lesquels le CTU a déjà travaillé (en cas de doute sur un pays, il est nécessaire de contacter la scolarité du CTU); puis il doit solliciter l'accord de ce centre d'examens pour composer sur place;
- réception par le CTU de l'accord écrit du centre d'examens, sur l'application stricte des conditions d'examens (durée, documents autorisés, surveillance, etc), avec communication des nom et qualité de la personne chargée de la supervision des épreuves et engagement de surveillance des candidats composant localement. Cet accord vaut engagement de respect des conditions de déroulement des épreuves.
- **la simultanéité parfaite** avec l'heure de Besançon pour le début et la fin des épreuves : le décalage horaire devra donc être pris en compte, car il est impossible de faire composer un étudiant à une heure qui permettrait de quitter la salle d'examen avant que les étudiants aient commencé à composer à Besançon (ou inversement), et il est exclu de proposer des sujets spécifiques.
- l'engagement du centre d'examens d'expédier **par colis express** les copies au CTU, une fois la session d'examens terminée.

Calendrier :

— Avant l'inscription

L'étudiant doit au préalable s'assurer auprès du CTU des centres d'examens déjà ouverts (voir site internet); il devra ensuite se mettre en relation avec le centre d'examens de son pays de résidence pour solliciter l'ouverture d'un centre d'examens sur la base des obligations réglementaires définies précédemment.

La demande d'ouverture du centre et le paiement par l'étudiant d'un droit forfaitaire de 95 € par période d'examen doivent nous parvenir obligatoirement **avec** le dossier d'inscription.

Les 95 € seront à adresser par chèque au CTU. Ce paiement conditionne l'envoi des sujets à l'institution ayant accepté d'organiser l'examen. À défaut, le CTU n'adressera aucun sujet ou matériel d'examen au centre d'examens.

Le CTU accusera réception à l'organisme, avec rappel des modalités (copie à l'étudiant concerné).

— Janvier, mai et août (en fonction du diplôme)

Envoi par courrier express international au centre d'examens des sujets et du matériel d'examen.

Retour des épreuves par les centres d'examens, **par voie express obligatoire**, et à la charge de l'étudiant.

1. Cette adresse servira également pour l'envoi des cours.

Important

La possibilité de composer à l'étranger ne sera pas systématiquement proposée : en effet, certains pays frontaliers sont plus proches de l'un des centres d'examen proposés que des villes françaises situées par exemple dans l'ouest ou le sud de la France.

Sont donc notamment exclus comme lieux d'examen : la Belgique, les Pays-bas, le nord de l'Espagne, le nord de l'Italie, le Luxembourg, l'ouest de l'Allemagne, la Suisse, ...

D'une façon générale, il ne sera pas ouvert plusieurs centres d'examens dans un même pays.

Cette procédure signifie évidemment que l'étudiant a obligation de se présenter aux épreuves pour lesquelles il a sollicité l'ouverture d'un centre d'écrit. Deux conséquences en cas d'absence non signalée plusieurs semaines à l'avance : le CTU ne remboursera pas à l'étudiant les frais spécifiques pour l'envoi de sujets qui aura été effectué, et refusera toute nouvelle possibilité de composer à l'étranger pour l'étudiant concerné.

Nous vous prions de croire à l'assurance de nos sentiments dévoués.

Le Directeur

Fabrice BOUQUET

B. Réglementation pour les examens à l'étranger

CADRE RÉGLEMENTAIRE ET MODALITÉS D'APPLICATION DE L'OUVERTURE ÉVENTUELLE D'UN CENTRE D'EXAMEN À L'ÉTRANGER OU DANS LES DOM-TOM

Article 1 : Pour les étudiants inscrits au Centre de Télé-Enseignement Universitaire de Franche-Comté et résidant à l'étranger, qui se trouvent dans l'impossibilité absolue de venir composer en France, l'ouverture d'un centre d'examen dans le pays de résidence peut être envisagée, sous réserve de l'application de certaines obligations relatives à la transmission des sujets, l'harmonisation des horaires, la confidentialité et les délais de retour des copies.

Le centre d'examen doit être ouvert sous la responsabilité de l'ambassade de France ou du consulat, ou à défaut d'une école française du pays de résidence ou d'un pays frontalier.

Article 2 : C'est à l'étudiant qu'il appartient, avant son inscription, de s'assurer auprès du CTU des centres d'examens déjà ouverts (liste sur le site internet) ; après accord du CTU, il devra ensuite se mettre en relation avec le centre d'examens de son pays de résidence pour solliciter l'ouverture d'un centre d'examens. L'étudiant doit obligatoirement résider hors de France toute l'année et être dans l'incapacité absolue de venir en France.

Article 3 : Le centre d'examens doit confirmer par écrit, au Centre de Télé-Enseignement, son accord sur l'application stricte des conditions de déroulement des épreuves (simultanéité, durée, documents autorisés, surveillance, etc.), avec communication des nom, qualité et adresse électronique de la personne chargée de la supervision des épreuves et l'engagement écrit de surveillance des candidats composant localement.

Si le centre d'examens ne peut pas s'engager pour toutes les périodes d'examens, il doit en faire part à la scolarité du CTU et à l'étudiant.

Article 4 : Les examens doivent se dérouler **en simultanéité parfaite** avec l'heure de Besançon pour le début et la fin des épreuves : le décalage horaire devra donc être pris en compte, car il est impossible de faire composer un étudiant à une heure qui lui permettrait de quitter la salle d'examen avant que les étudiants aient commencé à composer à Besançon (ou inversement), et il est exclu de proposer des sujets spécifiques.

Article 5 : Le Centre de Télé-Enseignement transmettra par courrier express, quelques jours avant les épreuves, les sujets, feuilles d'examen, brouillons, liste du matériel autorisé, et calendrier avec jours et heures des épreuves. À charge pour le secrétariat du centre d'examens de respecter une **totale confidentialité**.

Article 6 : Dès l'issue de la session, le centre d'examens devra retourner au Centre de Télé-Enseignement les copies de l'étudiant et la liste d'émargement. Les jurys devant se réunir après les épreuves, il est **impératif** de retourner les copies par courrier express (coût à la charge de l'étudiant). **Le retour par le biais de la valise diplomatique n'est plus accepté**, les délais d'acheminement étant trop longs.

Article 7 : Lorsque l'Institution organisant l'examen envisage de demander une participation financière pour cette opération (location de salle, rémunération de la surveillance, frais d'envoi, etc.) **c'est à l'étudiant concerné de s'en acquitter**. Le Centre de Télé-Enseignement n'a pas le pouvoir de le faire, sa compétence se limitant à la mise en œuvre des modalités techniques.

Article 8 : Cette procédure d'ouverture de centre signifie évidemment que l'étudiant a obligation de se présenter aux épreuves pour lesquelles il a sollicité l'ouverture d'un centre d'écrit. En cas d'absence non signalée plusieurs jours à l'avance, le Centre de Télé-Enseignement ne remboursera pas à l'étudiant les frais spécifiques pour l'envoi de sujets qui aura été effectué, et refusera toute nouvelle possibilité de composer à l'étranger.

Article 9 : L'autorité responsable du centre d'examens et le Directeur du Centre de Télé-Enseignement sont chargés d'appliquer la réglementation de ces examens, sous peine d'annulation.

Le Directeur

Fabrice BOUQUET

L'autorité compétente,
(nom, titre et cachet)

L'étudiant

XVIII. L'ADMISSION PRÉALABLE POUR LES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS

Renseignements extraits de <http://vosdroits.service-public.fr/particuliers/F2864.xhtml>

Demande d'admission préalable pour les étudiants étrangers

1. Étudiants concernés

L'admission préalable est obligatoire pour les étudiants hors Union Européenne, Espace économique Européen et Confédération Suisse :

- non titulaires du baccalauréat français ou européen,
- qui sollicitent une 1^{re} inscription en 1^{re} année de licence.

2. Dispense de demande d'admission préalable

Sont dispensés de cette procédure (et de vérification de niveau linguistique) et peuvent donc présenter directement une demande d'inscription à l'université de leur choix :

- les titulaires du baccalauréat franco-allemand,
- les titulaires de diplômes relevant du dispositif de certification binationale,
- les étudiants venus effectuer des études dans le cadre d'un programme arrêté par un accord intergouvernemental ou d'un programme défini par une convention interuniversitaire,
- les boursiers étrangers du gouvernement français, d'organismes internationaux ou de gouvernements étrangers dont les bourses sont gérées par un organisme français agréé,
- les étrangers reconnus apatrides ou réfugiés par l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (OFPRA) (et, le cas échéant, après avis du directeur de cet Office, les demandeurs qui n'ont pas encore obtenu le bénéfice de ce statut),
- les bénéficiaires de la protection subsidiaire,
- les enfants de diplomates en poste en France et y résidant eux mêmes.

3. Examen de langue française

Dans le cadre de la procédure d'admission préalable, les étudiants étrangers doivent passer un examen de compréhension de la langue française (vérification de niveau linguistique), (d'un coût de 65 € en 2017). Cet examen est organisé par le Centre International d'Études Pédagogiques (CIEP).

Ne sont toutefois pas soumis à cet examen :

- les ressortissants des États où le français est la langue officielle à titre exclusif,
- dans les autres États, les étudiants étrangers issus des sections bilingues françaises figurant sur une liste établie par les ministres de l'éducation nationale et des affaires étrangères,
- les candidats résidant dans un pays où le français est la langue officielle à titre exclusif et titulaires d'un diplôme de fin d'études secondaires d'un pays où le français est la langue officielle à titre exclusif,
- les candidats ressortissants d'un pays où le français n'est pas la seule langue officielle et dont les études secondaires se sont déroulées, en majeure partie, en français,
- les titulaires du Diplôme d'Études en Langue Française (DEL F) de niveau B2 ou du Diplôme Approfondi de Langue Française (DALF) de niveaux C1 et C2,
- les candidats ayant passé le Test d'Évaluation en Français (TEF) et obtenu la note de 14/20 aux épreuves écrites de ce test.

L'examen comporte un test sous forme de questionnaire à choix multiples et une épreuve d'expression écrite.

Ces épreuves sont destinées à évaluer le niveau de compréhension de la langue française de l'étudiant étranger et ses capacités particulières à suivre un cours d'enseignement supérieur.

4. Demande de dossier

Le dossier de demande d'admission préalable doit être retiré par le candidat, **entre le 15 novembre et le 22 janvier précédant l'année universitaire** pour laquelle il présente sa demande :

- sur place auprès des services culturels de l'ambassade de France de son pays, s'il y réside,
- sur place auprès de l'établissement universitaire de son 1^{er} choix, s'il réside en France,
- ou sur le site internet du ministère chargé de l'enseignement supérieur.

Le dossier peut être également obtenu par voie postale. Le candidat doit en faire la demande par courrier, **entre le 15 novembre et le 22 janvier** aux services culturels de l'ambassade de France ou à l'établissement choisi. Ce courrier doit être rédigé en français.

Le candidat peut porter son choix sur 3 établissements universitaires et doit les classer par ordre de préférence.

5. Composition du dossier

Si l'étudiant réside en France et ne possède pas ou ne prépare pas le baccalauréat français, il doit remplir un dossier appelé « dossier vert ».

Si l'étudiant réside à l'étranger et ne possède pas ou ne prépare pas le baccalauréat français, il doit remplir un dossier appelé « dossier blanc ».

6. Pièces à fournir

Le candidat doit fournir toutes les pièces demandées dans la notice explicative jointe au dossier à remplir. Ces pièces doivent être accompagnées de leur **traduction officielle en langue française**. Elles varient en fonction de la situation scolaire ou universitaire du candidat.

7. Dépôt du dossier et épreuves d'évaluation

Le dossier dûment rempli doit être déposé, avant le 22 janvier précédant l'année universitaire, à l'ambassade de France ou à l'établissement où il a été retiré.

Un récépissé daté est remis au candidat. Il doit être précieusement conservé.

Les épreuves d'évaluation des connaissances du français ont lieu avant le 22 février.

8. Réponse favorable à la demande d'inscription

L'établissement figurant en 1^{er} choix se prononce sur la demande avant le 15 avril et communique sa décision directement au candidat.

En cas de réponse favorable, le choix dans l'établissement d'accueil doit être confirmé par courrier en vue de l'inscription définitive. Il est conseillé de garder une photocopie de cette lettre.

La demande d'admission en 1^{re} inscription en 1^{er} grade ne constitue pas une inscription définitive et ne dispense pas le candidat de produire en vue de son inscription le dossier individuel d'inscription.

L'établissement d'accueil donne directement à l'étudiant toute indication sur les pièces nécessaires à l'inscription et la date limite.

9. Refus à la demande d'inscription

En cas de refus d'inscription, l'établissement figurant en 1^{er} choix transmet immédiatement le dossier et les documents qui l'accompagnent au 2^d établissement choisi par le candidat dans sa demande d'admission. Le 2^e établissement se prononce sur la demande avant le 15 mai et communique sa décision directement au candidat.

En cas de refus d'inscription, l'établissement figurant en 2^d choix transmet immédiatement le dossier et les documents qui l'accompagnent au 3^e établissement choisi par le candidat dans sa demande d'admission. Le 3^e établissement se prononce sur la demande avant le 08 juin et communique directement sa décision au candidat.

Vous devez effectuer votre demande de candidature en ligne, à l'adresse :

<http://preinscription.ctu.univ-fcomte.fr>

Dans le cas où vous avez déjà été inscrit(e) à l'Université de Franche-Comté, merci de vous munir de votre numéro étudiant (8 chiffres).

Détail de la procédure d'envoi de dossier :

- Création d'un compte individuel basé sur une adresse de messagerie électronique valide ;
- Fourniture/Validation des informations d'état-civil ;
- Choix d'au moins un vœu ;
- Validation du vœu ;
- Impression du dossier de candidature ;
- Envoi postal du dossier de candidature.

**Lors de l'envoi de votre dossier,
vous devez utiliser l'étiquette fournie en première page de celui-ci.**

Pour information :

La scolarité de la filière AES sera fermée du 22 juillet 2016 au 16 août 2016.